



WORLD POLICY

CONFERENCE

8^e Edition, 20-22 Nov. 2015 - Montreux



WORLD POLICY CONFERENCE

— HUITIÈME ÉDITION —
20-22 NOVEMBRE 2015 - MONTREUX



WORLD
POLICY
CONFERENCE

CONTENU

PRÉFACE	page 3
PROGRAMME	page 4
OUVERTURE	page 6
SESSIONS PLÉNIÈRES	page 10
ATELIERS PARALLÈLES	page 54
DÉJEUNERS & DÎNERS DÉBATS	page 68
NETWORKING	page 76
INVITÉS	page 87
DISCOURS D'OUVERTURE	page 96
PRESSE & WPC TV	page 101
PARTENAIRES & ORGANISATION	page 106

Préface



La huitième édition de la WPC s'est tenue à Montreux, dans un climat empreint de gravité et de sérénité. Gravité, en raison des attentats commis en France, une semaine plus tôt, par le soi-disant « Etat islamique ». Sérénité, car les participants au club que constitue de plus en plus clairement la WPC continuent de partager l'espérance d'une mondialisation réussie, c'est-à-dire d'un ordre mondial suffisamment souple et ferme. Souple, pour permettre une évolution graduelle dans la direction exprimée par la philosophie des droits de l'homme, tout en reconnaissant et même en respectant d'un côté les contraintes héritées de l'Histoire, de l'autre les perspectives ouvertes par l'accélération d'une révolution technologique sans précédent. Un tel équilibre entre des forces enfouies dans les inconscients collectifs et d'autres issues d'un flux intense de jaillissements créateurs est extrêmement difficile. Nécessité, aussi, d'un ordre suffisamment ferme pour contrecarrer les nouvelles idéologies révolutionnaires, particulièrement celles édifiées sur l'interprétation la plus perverse du message coranique. Idéologies aux antipodes des Lumières et de l'idée de progrès, avec sans cesse le surgissement de groupes qui se proclament plus fondamentalistes que ceux de leurs concurrents déjà en place.

L'ordre mondial répondant à ces deux exigences de souplesse et de fermeté n'existe pas encore, loin de là. Le terrorisme continue de prospérer. Les puissances établies qui affirment vouloir le combattre paraissent davantage rivales qu'alliées. On le voit bien, au moment où j'écris ces lignes, avec la rivalité entre l'Iran et la

Russie qui toutes deux soutiennent le régime de Bachar Al-Assad en Syrie, ou avec les arrière-pensées de ceux qui soutiennent le monde sunnite, au sein duquel l'Arabie Saoudite fait figure de vedette. L'absence de règles du jeu partagées – c'est une autre façon de nommer le désordre international – aboutit aussi à amplifier une catastrophe humanitaire dont le moindre des effets collatéraux n'est pas la déstabilisation de l'Union européenne par le flux non maîtrisé des réfugiés. Pire encore, il est possible que certaines puissances établies, obnubilées par le court terme, considèrent pareille déstabilisation comme servant leurs intérêts.

Si l'on ajoute que, pour beaucoup d'observateurs, la conjoncture économique internationale paraît propice à une nouvelle grande crise financière, force est de conclure qu'aujourd'hui l'espérance d'une mondialisation réussie ne peut que reposer sur une foi inébranlable dans la capacité des hommes à vaincre les mauvais démons qui les assaillent sans cesse. Dans la foi, il y a toujours un aspect quasi mystique. Mais cela n'est rien s'il n'y a pas aussi la volonté d'agir de façon lucide et réaliste. C'est cette volonté qui anime les amis de la WPC. Ils savent aussi que pour bien agir il faut d'abord bien penser, et demeurer ouvert et tolérant quoi qu'il arrive.

Malgré les perturbations engendrées par les attentats du 13 novembre dans l'organisation de la huitième édition de la WPC à Montreux, les participants ont massivement jugé que cette édition était la meilleure de toutes. Nous puisons dans cet encouragement la force de persévérer.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur
11 février 2016



Vendredi 20 novembre
08:30 – 09:45 OUVERTURE
Thierry de Montbrial , Président et fondateur de la WPC Didier Burkhalter , Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral des Affaires étrangères, Suisse
09:45 – 11:00 SESSION PLÉNIÈRE 1 L'ordre économique mondial à la croisée des chemins
Modérateur : Virginie Robert , Chef du service international, <i>Les Echos</i>
Intervenants : John Lipsky , Senior Fellow, Foreign Policy Institute, Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS); premier directeur général adjoint, FMI Il Sakong , Président de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances, République de Corée Motoshige Itoh , professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon Mario Monti , Président du groupe de travail de haut niveau sur les ressources propres, Commission européenne, ancien Président du conseil des ministres italien
11:00 – 11:30 PAUSE CAFÉ
11:30 – 12:45 SESSION PLÉNIÈRE 2 L'avenir du métier des banques centrales
Modérateur : Arthur Rutishauser , Rédacteur en Chef, <i>SonntagsZeitung</i>
Intervenants : Jean-Claude Trichet , ancien Président, BCE Jacob Frenkel , Président de JPMorgan Chase International et Président du conseil d'administration du Groupe des Trente (G-30), ancien gouverneur de la Banque d'Israël Marek Belka , Président de la Banque nationale de Pologne Mugur Isarescu , Gouverneur de la Banque nationale de Roumanie, ancien Premier ministre, Roumanie
13:00 – 14:30 DÉJEUNER DÉBAT avec Khalid Bin Mohammed Al Attiyah , Ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar
14:45 – 15:30 SESSION PLÉNIÈRE 3 Le point de vue de Washington sur les implications politiques et géopolitiques des attaques terroristes du 13 novembre à Paris
Jim Hoagland , Conseiller de la rédaction du <i>The Washington Post</i> Nelson Cunningham , Président, McLarty Associates
15:30 – 16:30 SESSION PLÉNIÈRE 4 Les accords commerciaux du point de vue des puissances moyennes
Modérateur : Kemal Dervis , Vice-Président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie
Intervenants : Bark Taeho , Professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée Jonathan T. Fried , Ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès de l'OMC ; ancien sous-ministre délégué aux Affaires étrangères et au Commerce international ; ancien conseiller principal en politique étrangère auprès du Premier ministre, Canada
16:30 – 17:30 SESSION PLÉNIÈRE 5 Les entreprises ont-elles une nationalité?
Modérateur : Nicolas Barré , Directeur de la rédaction, <i>Les Echos</i>
Intervenants : Charles-Edouard Bouée , Président-directeur général, Roland Berger Strategy Consultants Nelson Cunningham , Président, McLarty Associates Tadakatsu Sano , Avocat, Jones Day, ancien Chef de cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama
17:30 – 18:00 PAUSE CAFÉ

16:30 – 17:30 SESSION PLÉNIÈRE 6 L'avenir du Moyen-Orient
Modérateur : Thierry de Montbrial , Président et fondateur de la WPC
Intervenants : Elisabeth Guigou , Présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale Youssef Amrani , Cabinet royal, Maroc Mona Makram Ebeid , Sénatrice égyptienne et membre du comité constitutionnel du Sénat Vitaly Naumkin , Directeur scientifique de l'Oriental Studies Institute, membre de l'Académie des sciences russe Jim Hoagland , Conseiller de la rédaction du <i>Washington Post</i> Bernard Siman , Membre de Geopolitical Information Service AG

20:30 DÎNER DÉBAT avec Patrick Pouyanné , directeur général et président du comité exécutif, Total
Samedi 21 novembre

08:30 – 09:30 SESSION PLÉNIÈRE 7 La sécurité en Asie dans une perspective historique
Modérateur : Dominique Moïsi , Conseiller spécial, Ifri
Intervenants : Kim Hak-joon , Président, Northeast Asian History Foundation ; Président, Asia Journalist Association, République de Corée Mayankote Kelath Narayanan , Ancien gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental, Inde Yukio Okamoto , Président et fondateur d'Okamoto Associates, Inc., ancien conseiller spécial du Premier ministre, Japon Igor Yurgens , Président de l'Institut du Développement Contemporain, professeur à l'École des Hautes Etudes en Sciences Economiques, Russie Zhang Yunling , Professeur, membre de l'Académie et directeur des études internationales, Académie chinoise des sciences sociales (CASS)

09:30 – 10:00 PAUSE CAFÉ
10:00 – 10:45 SESSION PLÉNIÈRE 8 Coexistence pacifique des religions?
Modérateur : Thierry de Montbrial , Président et fondateur de la WPC
Invité d'honneur : Lionel Zinsou , Premier ministre du Bénin

16:30 – 17:30 SESSION PLÉNIÈRE 9 La sécurité alimentaire et le problème de l'eau
Modérateur : Kemal Dervis , Vice-Président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Intervenants : Mostafa Terrab , PDG, OCP Arkebe Oqubay , Ministre et conseiller du premier ministre de l'Éthiopie Kostas Stamoulis , Directeur, responsable du programme Sécurité alimentaire et Nutrition, FAO

12:15 – 13:45 DÉJEUNER DÉBAT avec des directeurs de <i>Policy Planning Staff</i>
--

Modérateur : Thierry de Montbrial , Président et fondateur de la WPC
--

Intervenants : Thomas Bagger , Directeur de la planification politique à l'office fédéral allemand des Affaires étrangères Peter Hill , Directeur, Directeur de la Stratégie, ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni Justin Vaïsse , Directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères
--

14:00 – 14:45 SESSION PLÉNIÈRE 10 Dialogue israélo-palestinien
Modérateur : Jim Hoagland , Conseiller de la rédaction du <i>Washington Post</i>

Intervenants : Itamar Rabinovich , Président de l'Israel Institute, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution Manuel Hassassian , Ambassadeur de Palestine à Londres ; ancien représentant au ministère de l'Enseignement supérieur et à l'Association des universités arabes

14:45 – 16:00 SESSION PLÉNIÈRE 11 Les défis mondiaux des technologies numériques
Modérateur : François Barrault , Président de l'Idate/DigiWorld Institute ; ancien PDG de BT Global Services et membre du conseil d'administration de BT Group PLC

Intervenants : Patrick Nicolet , Membre du Comité de direction générale, Cappgemini Fyodor Lukyanov , Rédacteur en Chef, <i>Russia in Global Affairs</i> Mari Kiviniemi , Secrétaire générale adjointe de l'OCDE, ancien Premier ministre de Finlande Susan Liautaud , Vice-Présidente, London School of Economics and Political Science Council and Court of governors, Visiting Scholar at the Stanford Center of Philanthropy and Civil Society
--

16:15 – 19:15 ATELIERS PARALLÈLES
Atelier 1 : Energie
Président : Bertrand Badré , Directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Intervenants : Olivier Appert , Président, Conseil Français de l'Energie; ancien Président, IFP Energies Nouvelles Masood Ahmed , Director of the IMF's Middle East and Central Asia Department Tatsuo Masuda , Professeur invité à la Graduate School of Nagoya University of Commerce and Business Antoine Rostand , Senior Advisor, Schlumberger Pierre Sigonney , Économiste, direction de la Stratégie, Total Nobuo Tanaka , Ancien directeur exécutif, AIE, Président de la Sasakawa Peace Foundation Lee Hye-Min , Sherpa pour le G20, ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée
--

Atelier 2 : Economie et finance
Président : Jean-Claude Trichet , ancien Président, BCE

Intervenants : John Lipsky , Senior Fellow, Foreign Policy Institute, Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS); premier directeur général adjoint, FMI Korn Chatikavanij , Ancien ministre des Finances de Thaïlande Akinari Horii , Ancien gouverneur adjoint, Banque du Japon, conseiller spécial du Canon Institute for Global Studies Daniel Daianu , Membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de Roumanie; ancien ministre des Finances de Roumanie Jean-Pierre Roth , Président de la Banque cantonale de Genève (BCGE) Bozidar Djelic , Associé-gérant et responsable de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, Lazard ; ancien vice-Premier ministre de la Serbie Marek Belka , Président de la Banque nationale de Pologne

Atelier 3 : Chine
Président : Park In Kook , Président de la Korea Foundation for Advances Studies

Intervenants : Jia Qingguo , Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin Zhang Yunling , Professeur d'économie internationale, membre de l'Académie et directeur des études internationales, Académie chinoise des sciences sociales (CASS) Richard Cooper , Professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard Qiao Yide , vice-Président et secrétaire général, Shanghai Development Research Foundation Bark Taeho , Professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée Michel Foucher , Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales, ancien ambassadeur de France en Lettonie, ancien directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères
--

19:30 – 20:00 COCKTAIL
20:00 DÎNER DE GALA



Dimanche 22 novembre
08:00 – 08:45 RAPPORT DES ATELIERS PARALLÈLES
08:45 – 09:45 SESSION PLÉNIÈRE 12 La santé et la gouvernance mondiale
Modérateur : Christian Bréchet , Président de l'Institut Pasteur
Intervenants : Bertrand Badré , Directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale Louise Fresco , Présidente de l'université de Wageningen, Pays-Bas
09:45 – 11:30 SESSION PLÉNIÈRE 13 Le climat et l'environnement
Modérateur : Richard Cooper , Professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard
Laurent Fabius , Ministre des Affaires étrangères français (message enregistré)
Intervenants : Yukari Niwa Yamashita , Membre du conseil d'administration et directeur, The Institute of Energy Economics, Japan (IEEJ) Bruno Lafont , Co-Président, LafargeHolcim Jean-David Levitte , Distinguished fellow, Brookings Institution, membre du conseil consultatif international de l'Atlantic Council of the United States ; ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy Marcelo Sanchez Sorondo , Chancelier des Académies pontificales des sciences et des sciences sociales
11:30 – 12:15 SESSION PLÉNIÈRE 14 Iran et Moyen-Orient
Modérateur : Thierry de Montbrial , Président et fondateur de la WPC
Intervenants : Hossein Amirabdollahian , Vice-ministre des Affaires étrangères chargé du département arabo-africain, Iran
12:15 – 13:45 SESSION PLÉNIÈRE 15 La crise des réfugiés en Europe
Modérateur : Karl Kaiser , Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard
Intervenants : Haïm Korsia , Grand Rabbin de France Kemal Dervis , Vice-Président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie Vuk Jeremic , Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD), ancien Président de l'Assemblée générale de l'ONU, ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie Sergei Karaganov , Président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense, Russie Hubert Védrine , Ancien ministre des Affaires étrangères français
14:00 – 15:00 DÉJEUNER
15:00 – 16:45 SESSION PLÉNIÈRE 16 Débat final
Modérateur : Dominique Moïsi , Conseiller spécial, Ifri
Intervenants : Ribal Al-Assad , Fondateur et directeur de l'Organisation pour la démocratie et la liberté en Syrie et Président de la Fondation Iman Meir Sheerit , Membre de la Knesset israélienne Miguel Ángel Moratinos , Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne Bilahari Kausikan , Ambassadeur itinérant et conseiller politique au ministère des Affaires étrangères de Singapour Narendra Taneja , Président du Groupe sur la sécurité énergétique des Fédérations des chambres indiennes de commerce et d'industrie (FICCI) Renaud Girard , Grand reporter au journal <i>Le Figaro</i> et éditorialiste à <i>Questions Internationales</i>
16:45 CLÔTURE



WORLD
POLICY
CONFERENCE

8th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 20-22, 2015 • Montreux

WORLD
POLICY
CONFERENCE

WORLD
POLICY
CONFERENCE

WORLD
POLICY
CONFERENCE

WORLD
POLICY
CONFERENCE

Thierry de Montbrial

Président et fondateur de la WPC



On ne vaincra pas le terrorisme ni les autres maux du monde contemporain en se cantonnant dans le registre des émotions. Seul l'apprentissage d'une politique authentiquement internationale dans l'acception la plus élevée du terme, permettra au monde de franchir le XXIe siècle sans retomber dans des drames comparables en ampleur à ceux qui l'ont tant bouleversé au XXe. Tel est l'état d'esprit qui nous a animé en lançant la WPC de l'autre côté du lac, à Evian, en 2008. Notre objectif est de contribuer à améliorer la gouvernance dans tous ses aspects, afin de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et respectueux de la diversité des États et des nations. Le respect est essentiel. Toute forme d'idéologie conquérante, même au nom des droits de l'homme, est nuisible à la paix. Chaque peuple a son histoire. Chaque peuple a sa culture, ses traditions. Chaque peuple mûrit à son propre rythme et élabore ses propres solutions. C'est pourquoi nous cherchons à rassembler un nombre toujours limité de personnalités de haut niveau originaires des cinq continents - dirigeants politiques et économiques, représentants de la société civile, chercheurs et journalistes - dans un climat de confiance et un esprit de tolérance, pour réfléchir, débattre et proposer des solutions constructives aux grands enjeux régionaux et internationaux. Nous nous appliquons à donner la parole à des représentants de puissances moyennes, dont les points de vue sont trop souvent peu audibles dans les débats, alors que leur méconnaissance explique tant d'erreurs historiques, y compris dans le passé récent.

* Version intégrale page 98

Didier Burkhalter

Conseiller fédéral, Chef du Département Fédéral des Affaires étrangères, Suisse



Aujourd'hui, notre monde est devenu plus instable, plus complexe, plus dangereux. La résurgence de la violence armée – des conflits violents et du terrorisme – affecte toutes nos sociétés. Elle engendre d'immenses souffrances humaines et compromet la sécurité et la prospérité dans le monde. Une barrière de feu s'est embrasée sur les flancs Sud et Est de l'Europe qui allume des foyers jusqu'au cœur de notre continent. [...] Dans notre monde du XXIe siècle, les crises ne sont plus l'exception mais la normalité. C'est en soi inacceptable – et il faut le combattre – mais on ne saurait nier l'évidence. Face à cela, le besoin de diplomatie atteint un niveau inégalé depuis de nombreuses années. Il faut de la diplomatie au pouvoir, et avant tout de la diplomatie créative ! Car la situation est sombre aujourd'hui. Nous vivons des temps d'incertitude et les gouvernements fonctionnent en mode de crise quasi permanent. La force du dialogue et la créativité de la diplomatie peuvent changer les choses. Et la Suisse peut apporter des contributions utiles à cet effet. Cette région lémanique et cette ville de Montreux, qui nous accueillent aujourd'hui, en sont un symbole et une réalité. De nombreuses conférences de paix et rencontres diplomatiques, publiques ou discrètes, ont eu lieu sur les rives de ce lac. Jusque dans cet hôtel-même, où s'est tenue au début de l'an dernier la 2e conférence de paix sur la Syrie. La Suisse a une histoire et un rôle spécifiques. Elle se sent d'autant plus responsable de cette spécificité, tout en étant pleinement solidaire du monde. C'est au fond de cela dont je souhaite vous parler : les changements du monde et la réponse de la Suisse.

* Version intégrale page 99

WORLD
POLICY
CONFERENCE

8th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 20-22, 2015 • Montreux

WORLD
POLICY
CONFERENCE

WORLD
POLICY
CONFERENCE



L'ordre économique mondial à la croisée des chemins



MODÉRATEUR :
Virginie Robert
Chef du service international,
Les Echos



John Lipsky

Senior Fellow, Foreign Policy Institute, Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS); premier directeur général adjoint, FMI



Il Sakong

Président de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances, République de Corée



Motoshige Itoh

Professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, conseiller du Premier ministre, Japon



Mario Monti

Président du groupe de travail de haut niveau sur les ressources propres, Commission européenne, ancien président du conseil des ministres italien

[...]les opérations du système ad hoc mené par le G20 aient eu tendance à saper l'efficacité et la légitimité des organisations issues de la Seconde Guerre mondiale. Le processus des dirigeants du G20 semble avoir perdu son influence : [...] Le G20 tel qu'il est constitué est potentiellement extrêmement puissant quand il représente l'expression d'un très large consensus. Son problème est l'absence d'une structure interne ou d'une règle de vote, et – dans une certaine mesure – son absence de légitimité, comme c'est un groupe partiel et volontaire. [...] Une partie des problèmes à la fois de l'efficacité et de la légitimité est qu'il y a une rupture entre les dirigeants du G20 et les dirigeants des institutions multilatérales. Par exemple, la composition du FMI et des Conseils exécutifs de la Banque mondiale ne sont pas les mêmes que les membres du G20. Par conséquent, cela a tendance à embrouiller le système, et quand il n'y a pas de consensus au sein du G20, en particulier parmi les principaux membres, le G20 a de grosses difficultés à progresser. En contraste, les institutions multilatérales ont des règles de vote, et une légitimité assurée par leurs membres universels, qui leur permet de parvenir à des décisions qui peuvent être efficaces et avoir une existence légale même dans l'absence d'un consensus unanime. [...] Il n'est pas inapproprié qu'il y ait un remplissage des institutions régionales, mais elles doivent être cohérentes avec des actions au niveau mondial acceptées par les institutions de gouvernance mondiales. [...] Les Etats-Unis n'ont pas vraiment fourni un rôle de direction dans le domaine que j'ai mentionné, c'est-à-dire la réforme des systèmes internationaux et la défense des institutions multilatérales. [...]

Après la crise mondiale de 2007/2008, les dirigeants mondiaux ont senti que le G7 n'était pas assez représentatif et crédible, donc ils ont lancé le G20. Le G20 n'avait pas vocation à être une institution mondiale formelle, c'était un « comité de direction » informel pour ainsi dire, pour que le monde puisse exercer une direction collective des affaires économiques internationales. [...] A l'heure actuelle, les institutions de Bretton Woods ne reflètent pas la constellation des puissances économiques mondiales. Donc les leaders du G20 à Séoul en 2010 se sont mis d'accord pour réformer de façon substantielle les institutions de Bretton Woods, en particulier le FMI, avec un changement historique de 6 % de quota des pays surreprésentés aux pays sous-représentés. Malheureusement, cette mise en place a été stoppée par le Congrès américain. [...] Selon McKinsey, le monde a besoin de 57 milliards de dollars d'investissements en infrastructures. L'AIB, avec sa capitalisation attendue de 100 milliards de dollars, et la Banque mondiale ensemble ne suffisent pas pour répondre à l'immense demande d'investissement en infrastructure. Donc l'initiation de l'AIB est une bonne chose pour la communauté mondiale, tant que cette institution est vouée à devenir complémentaire et supplémentaire à des institutions existantes comme la Banque mondiale et la BAD. [...] Le monde émergent est plus préoccupé par la hausse imminente des taux d'intérêts car elle arrive au moment où le ralentissement de l'économie chinoise est inévitable. [...] Une coopération plus étroite économique et financière au niveau mondial est donc critique et le G20 devrait prendre la tête dans cette optique. Le G20 possède un mécanisme ratifié appelé MAP (Mutual Assessment Process ou Processus d'évaluation mutuelle) qui doit être utilisé à cette fin.

Le FMI, la Banque mondiale, le GATT et l'OMC sont toujours très importants, mais il faut aussi admettre que la communauté est devenue beaucoup plus sophistiquée que lorsque ces institutions ont été mises en place. [...] Le rôle de ces institutions internationales est très important, et nous devons les changer davantage pour gérer les problèmes immédiats. Par exemple, on pourrait avoir besoin de négociations commerciales régionales, et la négociation en elle-même est très importante pour promouvoir le mouvement dans la politique intérieure. Lorsque les négociations de l'OMC sont à l'arrêt, nous devons trouver autre chose pour créer du mouvement. [...] Ce que nous voyons maintenant au Japon est un type de transformation très important depuis la phase originelle d'expansion à la transition vers l'économie réelle, et deux éléments sont très importants. Le premier est le marché du travail, où la demande est croissante, donc si la transformation entraîne une augmentation des salaires, cela constituera un très bon déclencheur pour soutenir la consommation, et c'est aussi très important pour obtenir un processus continu d'inflation modérée. Le second élément est l'investissement. Le secteur des affaires a accumulé d'énormes sommes d'argent, car il gagne énormément maintenant, mais il ne l'utilise probablement pas, donc encore une fois l'inflation est importante, car le Japon pourrait entrer dans une phase de taux d'intérêt négatif pour la première fois depuis 40 ans, ce qui serait très important pour promouvoir ce genre d'action du secteur des affaires. [...]

Mon opinion personnelle est que la mondialisation progresse encore en ce qui concerne les aspects technologiques et business, mais elle a en effet arrêté d'avancer, et commencé à reculer, concernant les aspects politiques et institutionnels. Nous le voyons au niveau mondial : pensez simplement à l'OMC. Nous avons vu également au niveau européen des symptômes clairs de la lassitude quant à l'intégration bien avant la crise économique. Par conséquent, le fait que les gens sont moins volontaires pour l'intégration n'est pas juste un effet collatéral de la crise. [...] Est-ce que la marche de l'intégration va reprendre quand la croissance repartira ? Je n'en suis pas sûr. Alors que nous sommes tous fiers de nos démocraties, il y a une dégénérescence graduelle de nos systèmes politiques nationaux vers le populisme. [...] Nous avons une vision à court terme non seulement dans l'horizon temporel de la prise de décision mais aussi comme cadre temporel du débat. En fait, dans nos systèmes politiques, afin de gagner les débats et éventuellement afin de gagner des élections, vous devez avoir des arguments qui peuvent être présentés et expliqués en dix secondes. Les nationalistes, les populistes, les protectionnistes peuvent avancer ce genre d'arguments : « le pays n'a pas assez de croissance, il y a trop de chômage chez les jeunes, donc il faut fermer les frontières aux marchandises étrangères ». Au contraire, expliquer les vertus de l'intégration, qui représentent l'opposé de cet argument, cela prend beaucoup plus de temps. Même si vous êtes très bon, il faudra quand même une à deux minutes, juste pour les présenter. Voilà pourquoi l'intégration, qui est l'opposé du populisme de par sa complexité intrinsèque, va sortir perdante. [...]



MODÉRATEUR :
Arthur Rutishauser
Rédacteur en chef,
SonntagsZeitung



Jean-Claude Trichet
Ancien président, BCE

L'avenir du métier des banques centrales



Jacob Frenkel
Président de JPMorgan Chase International et président du conseil d'administration du Groupe des Trente (G-30), ancien gouverneur de la Banque d'Israël



Marek Belka
Président de la Banque nationale de Pologne



Mugur Isarescu
Gouverneur de la Banque nationale de Roumanie, ancien Premier ministre, Roumanie

On peut dire que dès le début, l'euro, en tant que monnaie, a été considéré avec beaucoup de scepticisme. L'idée dominante était que ça allait être un échec total. Que s'est-il passé en réalité ? Nous avons eu le test de résistance : nous avons dû faire face à la pire crise financière depuis la Seconde Guerre mondiale, et cela aurait pu être la plus grave crise financière depuis la Première Guerre mondiale si les banques centrales partout dans le monde n'avaient pas réagi très rapidement et avec beaucoup d'audace. Ce qui s'est passé est exactement le contraire de ce qui avait été prédit. Premièrement, la monnaie s'est avérée être crédible, apte à inspirer la confiance et à préserver la stabilité, au point que la critique principale faite à l'euro pendant la crise a été que la monnaie était trop forte, et pour une monnaie qui devait disparaître, c'est très paradoxal ! Deuxièmement, combien de pays faisaient partie de la zone euro lors de l'effondrement de Lehman Brothers en septembre 2008 ? Il y en avait 15 à ce moment où nous avons vécu la pire crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Combien des 15 sont encore là ? Tous, tous les 15, y compris la Grèce. En outre, quatre nouveaux pays sont entrés. La zone euro est beaucoup plus résistante que ne l'avaient prédit la grande majorité des observateurs. La croissance par habitant et la création d'emplois seront essentielles pour crier victoire à l'avenir, ce qui appelle des réformes structurelles courageuses et audacieuses en Europe et dans la zone euro.

Le mandat fondamental des banques centrales doit toujours être la stabilité des prix à moyen terme, que le mécanisme par lequel les banques centrales peuvent exercer leurs capacités relève de l'indépendance face aux pressions politiques. Cependant, il faut reconnaître nous vivons dans un monde où les marchés financiers sont tellement importants que la stabilité financière doit aussi faire partie du mandat des banques centrales. Cependant, nous avons également observé que de trop nombreux articles disent que les banques centrales sont le seul acteur de ce monde. Nous n'aimons pas cela car il n'y a aucun moyen par lequel, sans le fort soutien des gouvernements sur le plan fiscal, et encore plus sur le plan structurel, nous puissions générer de la croissance. La croissance durable est, au final, l'objectif ultime, donc l'un des plaidoyers du rapport est que, oui, le mandat devrait s'étendre à la stabilité financière, que les instruments devraient être élargis pour inclure ce que nous appelons les instruments macro-prudentiels, mais qu'il faut reconnaître cependant que les banques centrales ne peuvent pas le faire seules, et donc nous avons besoin d'une plus grande implication des gouvernements. Il faut reconnaître que, dans la mise en place d'un système international, la meilleure façon de se protéger et de protéger les autres des chocs financiers qui se produisent partout ailleurs passe par des taux d'échanges flexibles, et nous devrions nous assurer que tout cela est fait de façon transparente et responsable. Par conséquent, la communication entre les banques centrales et le système économique est essentielle.

Nous devrions nous souvenir que l'Europe a accueilli et absorbé, généralement avec succès, des dizaines de millions d'immigrants, ou réfugiés si vous voulez, au cours des dernières décennies. Cela ne s'est pas passé sans heurts, bien sûr, et je n'ai pas besoin de dire ça aux Suisses ou aux Français, mais ce phénomène a principalement été une source de dynamisme, allégeant dans une certaine mesure la misère démographique de l'Europe. [...] C'est un test de résistance très important pour l'intégration européenne, pour savoir si l'Europe va adresser ce problème d'un point de vue communautaire. Vous pouvez dire que l'euro a été un grand succès, et ça l'a été. Il a survécu à la crise, et oui, nous avons quelques problèmes de cohésion dans la zone euro, le principal étant la divergence, mais dès que les Européens font quelque chose ensemble, comme les politiques commerciales, ils deviennent une superpuissance, et Google a plus peur de Mme Vestager que de n'importe qui au monde, alors peut-être est-il temps de repenser la politique étrangère et militaire de l'Europe. Je ne suis pas un expert, après tout c'est vous qui avez posé la question à des banquiers centraux, mais s'il y a une quelconque similarité entre la crise des réfugiés et le test de résistance de l'euro, c'est que dès que nous faisons quelque chose ensemble, nous avons beaucoup plus de succès que si nous le faisons chacun de son côté. [...]

Etant données les caractéristiques principales des développements politiques et économiques dans le pays, la Banque nationale de Roumanie a toujours dû trouver un équilibre entre les trois aspects de la stabilité (si je peux citer Charles Goodhart) – la stabilité des prix, la stabilité financière et la stabilité externe (monnaie). Pour être précis, la Banque nationale de Roumanie n'a jamais eu le luxe d'être préoccupée uniquement par la stabilité des prix et la fixation des taux d'intérêt, dans l'espoir que la stabilité financière et la stabilité des taux de change allaient suivre. Dans un monde où les capitaux circulent librement, l'idée qu'on puisse gérer la demande globale uniquement par les taux d'intérêt aurait été une illusion, tout du moins pour une petite économie ouverte en transition. En prenant en compte les circonstances spécifiques du pays, nous avons petit à petit développé ce que nous appelons, avant l'éclatement de la crise, une politique monétaire non orthodoxe. Quelques-uns des instruments employés à l'époque font maintenant partie de la boîte à outils macro-prudentielle des banques centrales. En ce qui concerne la position de la Roumanie vis-à-vis de l'adoption de l'euro, je vois la zone euro comme un projet en cours – une monnaie unique fructueuse a besoin de plus de soutien que le simple pilier de politique monétaire. Nous entrerons dans l'Union monétaire, mais nous devons attendre d'être suffisamment préparés et que l'Union monétaire elle-même soit en meilleure forme. Nous avons pris douloureusement conscience avec la crise grecque que répondre au critère de la convergence nominale est loin de suffire – la durabilité de cet accomplissement requiert un degré suffisant de convergence réelle.



Le point de vue de Washington sur les implications politiques et géopolitiques des attaques terroristes du 13 novembre à Paris



Jim Hoagland

Conseiller de la rédaction du *Washington Post*



Nelson Cunningham

Président, McLarty Associates

Je souhaiterais partager quelques réflexions sur la réaction américaine aux horribles événements de Paris le 13 novembre il y a une semaine. Les premières réactions et celles qui subsistent du peuple américain et du gouvernement sont des réactions d'horreur et de révolte face à la sauvagerie barbare qui s'est emparée des rues de Paris. Il est clair que les tueurs cherchaient à changer la nature de Paris par ces horribles crimes. J'ai toute foi dans le fait qu'ils n'y réussiront pas.

Il y a bien sûr des échos du 11 septembre dans les attaques de Paris. Elles vont changer le regard et les actions de la France, tout comme le 11 septembre a changé la façon dont les Etats-Unis envisagent le monde et réagissent. Il faut se garder de réagir de manière excessive, mais il est aujourd'hui clair qu'il est urgent d'agir. Il y a un intérêt des Etats-Unis pour les actions de l'Europe, et pour la façon dont les gouvernements attaqués regagnent la confiance des populations. Cela va désormais constituer un des problèmes essentiels des Européens : comment faire en sorte que les populations se sentent à nouveau en sécurité ?

Les événements horribles de Paris et tout ce qui a suivi vont accélérer la réduction de la liste des candidats à la fois chez les républicains et chez les démocrates. [...] Si j'ai raison, nous verrons le duo le plus inexpérimenté s'affronter pour l'investiture républicaine, dans un vote « establishment contre anti-establishment », et du côté démocrate nous verrons une consolidation rapide en faveur d'Hillary Clinton. J'ai bien peur qu'il soit difficile de mettre en place une politique nuancée et sérieuse au cours de la saison électorale qui s'annonce. [...] Je pense que le président Obama est modéré à propos de ce qu'il croit que les Etats-Unis peuvent faire au Moyen-Orient, en partie parce que l'histoire nous a appris que nous devons être modérés, tout du moins dans les circonstances actuelles. Cela ne signifie pas qu'il n'est pas engagé dans la recherche d'un cadre durable. Il ne voit juste pas les armes comme le point principal de ce cadre. [...] L'effort diplomatique que le secrétaire Kerry entreprend à l'heure actuelle pour rassembler les Russes, les Turcs, les Saoudiens, les Européens et les Iraniens autour de la table est sincère et a toutes les chances de réussir. [...] Il était clair pour moi par cette interaction que Rohani est sincère. Le problème, c'est qu'il ne contrôle pas la totalité de son gouvernement. [...] Les républicains demeurent furieusement opposés à l'Iran et à l'accord avec l'Iran, et cela va continuer à être une fissure à l'avenir. [...] Enfin, je dirai que je connais John Kerry depuis longtemps, et il ne quittera pas le département d'Etat sans un dernier effort intense pour trouver un accord Israélo-palestinien.



Les accords commerciaux du point de vue des puissances moyennes



Kemal Dervis

Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie



Bark Taeho

Professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée



Jonathan T. Fried

Ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès de l'OMC ; ancien sous-ministre délégué aux Affaires étrangères et au Commerce international ; ancien conseiller principal en politique étrangère auprès du Premier ministre, Canada

Les négociations sur le TPP – le Partenariat transpacifique – ont abouti, mais cela ne signifie nullement que tout est terminé car le traité doit être ratifié, en particulier par le Congrès américain, et ce sera très difficile s'il est bloqué au Congrès. Le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP) entre l'Europe, les États-Unis et d'autres pays nord-américains n'en est pas encore à ce stade, cela prendra plus de temps, mais si ces deux traités finissent par se mettre en place, je crois qu'ils organiseront par défaut non seulement le cadre du commerce mondial, mais également le cadre des politiques industrielles et de régulation. Thierry de Montbrial a toujours dit que nous devons d'une façon ou d'une autre parvenir à une gouvernance mondiale, mais le commerce constitue généralement le seul et unique outil. Il y a un accord commercial et l'OMC, à travers ses mécanismes décisionnel et juridique, s'est avérée à certains égards l'organisation internationale la plus efficace, et ce parce que l'OMC est fondée sur le droit international. Si nous voulons aller plus loin dans la mondialisation, nous devons améliorer l'harmonisation et renforcer la réglementation de la concurrence, autrement nous serons coincés. Si nous voulons une coopération monétaire, nous devons nous doter de nouveaux instruments pour réussir. Je pense donc que nous sommes à un moment crucial : si nous n'allons pas de l'avant, il se pourrait bien que nous revenions en arrière.

Au vu des préparatifs des négociations sur les questions restantes du cycle de Doha à Genève, il ne faut pas trop attendre de la prochaine Conférence ministérielle (MC10) à Nairobi. Le système commercial multilatéral se trouve vraiment à un tournant décisif. En réponse aux lentes avancées du cycle de Doha, nous avons observé en Asie-Pacifique plusieurs initiatives d'intégration commerciale régionale telles que le TPP, le RCEP et l'accord de libre-échange Chine-Japon-Corée. Jusqu'à récemment, aucun de ces accords commerciaux régionaux n'avait été conclu mais, le mois dernier, les négociations sur le TPP ont enfin abouti. Compte tenu de la situation très incertaine du système commercial mondial, c'est une bonne nouvelle. Mais force est de constater que le TPP n'inclut pas certaines économies dynamiques de l'Asie de l'Est telles que l'Indonésie, la Thaïlande ou les Philippines, et bien sûr la Corée et la Chine. De ce fait, les avantages économiques potentiels du TPP devraient être limités. En d'autres termes, tôt ou tard après la ratification des accords sur le TPP par les États membres, il faudra ouvrir la porte à d'autres membres, et la Corée essaiera certainement de rejoindre le TPP avec d'autres pays. La réunion du G20 qui s'est tenue à Antalya en Turquie la semaine dernière donne également des raisons d'être optimistes. En effet, les dirigeants ont convenu que les ministres du Commerce des pays du G20 se réuniront régulièrement, ce qui signifie qu'il y aura désormais un canal de communication de haut niveau entre Genève et les pays participants du G20.

Aujourd'hui, le programme en matière de commerce se caractérise par la nécessité de lever les obstacles au commerce mondial. Les négociations ne sont plus centrées sur les tarifs douaniers, mais portent désormais sur les barrières non tarifaires et les réglementations internes. Avec l'émergence des chaînes d'approvisionnement, chacun reconnaît les interactions entre commerce et investissement, ainsi que l'importance des services en tant qu'élément à part entière du commerce des marchandises. Dans ce contexte, les accords régionaux et méga-régionaux tels que le TPP visent à promouvoir des chaînes d'approvisionnement compétitives et couvrent donc les marchandises et les services, le commerce et l'investissement et la convergence réglementaire. Mais il faut aller encore plus loin, et concilier en particulier règles commerciales et choix sociaux. Plus fondamentalement, comme le suggère l'intitulé « Programme de Doha pour le développement », le commerce doit être considéré comme un élément de la promotion de la croissance économique durable, rien de plus. Ni l'OMC ni les accords régionaux ne peuvent apporter aux pays la garantie d'un développement durable s'ils ne s'accompagnent pas de politiques macroéconomiques solides et de réformes structurelles, et notamment d'une réglementation transparente. A cet effet, une plus grande cohérence et une collaboration renforcée entre les organisations internationales sont nécessaires.

WORLD POLICY CONFERENCE

8th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 20-22, 2015 • Montreux



MODÉRATEUR :
Nicolas Barré
Directeur de la rédaction,
Les Echos



Les entreprises ont-elles une nationalité ?



Charles-Edouard Bouée
Président-directeur général,
Roland Berger Strategy Consultants



Nelson Cunningham
Président, McLarty Associates



Tadakatsu Sano
Avocat, Jones Day, ancien chef de cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama

Nous avons tous été témoins, depuis les années 80, de ce processus de mondialisation qui semble avoir dilué la notion de nationalité pour les entreprises, en particulier les grandes entreprises. [...] Aujourd'hui, sous l'effet de la numérisation, une nouvelle étape est franchie dans cette dilution manifeste de la nationalité des entreprises. Ce que j'appelle le septième continent, c'est-à-dire ce monde de données reliant des milliards de personnes entre elles, est régi par des entreprises globales qui semblent ne pas avoir de nationalité et qui sont présentes partout dans le monde. [...] la façon de penser et d'opérer de toute entreprise est fondée sur trois dimensions : son Environnement, ses collaborateurs & son Energie, et son Esprit. [...] paradoxalement, le lien entre les entreprises et le gouvernement de leur pays d'origine revêt une importance croissante. Et cela marche aussi dans l'autre sens. [...] D'un côté, surtout en période de crise, les entreprises ont besoin de leur pays pour les soutenir, et de l'autre, les gouvernements doivent les utiliser comme source de leadership mondial. Comprendre cela est un véritable enjeu pour nous, Européens. A ce jour, certains de nos pays et certaines de nos institutions n'ont pas encore parfaitement compris que cela va dans les deux sens. [...] Ce qui est intéressant avec la Chine, c'est la façon dont elle poursuit un double objectif. D'une part, nous devons fixer des règles internationales pour le 7^e continent afin que les grandes entreprises numériques puissent opérer partout de façon équitable, en Europe, en Asie, etc. Et d'autre part, nous devons rééquilibrer le jeu et laisser émerger de nouveaux champions – qui ne soient pas américains. C'est précisément ce que la Chine est en train de faire.

Le premier conseil que nous leur donnons toujours est d'essayer d'être aussi locales que possible lorsqu'elles opèrent dans un pays. [...] Même si les données ne vivent nulle part, une entreprise comme Google doit être locale afin de se conformer à la législation locale. [...] Cependant, malgré leur volonté d'être locales, il est impossible aux entreprises d'échapper à leurs origines nationales et aux drapeaux qu'elles portent. [...] Subitement, toute entreprise technologique est perçue comme portant le drapeau américain et incarnant les valeurs américaines. Certaines des valeurs qui leur sont associées sont des valeurs très positives : la libre circulation des informations, des négociations solides, etc. Mais certains comportements leur sont également associés. [...] Nous avons ainsi appris que le plus important en fait n'est pas d'être dans une banque trop grosse pour faire faillite, mais plutôt dans une banque dont le pays d'origine est trop gros pour faire faillite. [...] Je pense que la déclaration du président Obama reflète la fierté nationale. [...] La question de la Chine est intéressante car je pense que nous – Américains et Européens, ainsi que de nombreux pays émergents – avons le sentiment qu'un ensemble de règles internationales est dans notre intérêt à tous et que nous devons donc y adhérer. Je pense cependant que de nombreux Chinois pensent qu'il est mieux pour eux d'avoir un ensemble de règles séparé et que la Chine est un « jardin clos » dans lequel ses propres règles prévalent. Cela va nourrir des rivalités et la question qui se pose est la suivante : les instances internationales existantes vont-elles continuer à régler Internet ou bien les nouvelles normes chinoises vont-elles entrer en jeu ?

Les entreprises globales ont plusieurs sièges avec plusieurs usines ou filiales au sein d'un réseau et il est difficile d'identifier la nationalité en se basant sur les actionnaires. [...] Les entreprises globales ont tiré parti de ce cadre juridique et, parallèlement au développement du système commercial international, elles ont su exploiter les technologies de l'information, un transport aérien très pratique et un transport maritime des marchandises bon marché en s'aidant des données numériques, etc. [...] Les entreprises globales ne sont pas encore parvenues à être réellement globales, c'est-à-dire sans nationalité, et peut-être n'y parviendront-elles jamais. Cela s'explique par le fait que nous avons besoin de nombreuses, très nombreuses sortes de réglementations, et celles-ci sont élaborées par chaque Etat-nation. [...] Pour ce qui est par exemple des exigences nationales en matière de sécurité, on ne peut pas réellement échapper aux obligations imposées par les gouvernements nationaux. Le deuxième point est peut-être la sécurité. La sécurité publique et la sécurité dans l'environnement de travail, etc. C'est le deuxième enjeu. Troisièmement, la question de la protection des données est d'actualité et très en vogue en Europe. [...] Il est impossible pour les entreprises globales de n'avoir aucune nationalité, même si, pour des raisons fiscales, elles peuvent s'installer n'importe où. [...] Une caractéristique importante de l'entreprise globale est que son avantage concurrentiel réside réellement dans son éthique. Une éthique irréprochable est la chose la plus importante.



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
Président et fondateur
de la WPC

L'avenir du Moyen-Orient



Elisabeth Guigou
Présidente de la commission des Affaires étrangères
de l'Assemblée nationale



Youssef Amrani
Cabinet royal, Maroc



Mona Makram Ebeid
Sénatrice égyptienne et membre du comité constitutionnel du Sénat

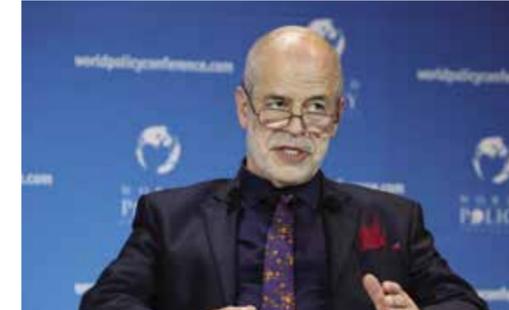
Paris : 129 morts, 352 blessés, 19 nationalités différentes[...] merci pour la solidarité internationale magnifique qui s'est exprimée[...]Je crois qu'il faut évidemment dépasser l'émotion et voir comment nous pouvons agir.[...]l'essentiel est de prendre conscience qu'il nous faut agir ensemble. Plus que jamais, l'avenir de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient sont liés.[...] nous avons un ennemi commun qui est cette idéologie de mort et de destruction, qui n'a évidemment rien à voir avec l'islam, mais qui prend l'islam en otage.[...] les actions militaires sont nécessaires. Mais la vraie solution est politique. Nous avons un début de processus politique avec des objectifs précis.[...] Et puis il faut s'attaquer au financement de Daech. Mais après, comment faire en sorte d'éviter les répliques ? Comment faire en sorte que la stabilité soit durable ? D'abord, une lutte beaucoup plus intense et coordonnée contre la radicalisation. Je crois que, face à ce discours de radicalisation qui se répand essentiellement par Internet, il faut que nous donnions aux citoyens, à la vaste majorité silencieuse que l'on n'entend pas, les moyens de s'exprimer sur Internet pour bâtir un contre-discours qui viendrait de la population et du bas. Et puis enfin, il faut agir pour la cohésion sociale. Parce que que le chômage, les inégalités, la corruption sont des terrains pour ces idéologies mortifères. Ce qui se passe aussi bien en Europe et qu'au Moyen-Orient montre qu'il y a peut-être un début de réaction commune.

Tout le monde sait que la région s'effondre. Quand je parle de la région, j'inclus le Moyen-Orient, le Maghreb et au-delà l'Afrique, en particulier le Sahel, parce que tous les problèmes sont connectés et nous ne pouvons pas avoir de paix et de stabilité dans la région si nous ne travaillons pas à relancer le processus de paix entre Israël et la Palestine. Il y a une leçon à tirer de tout ce fouillis géopolitique, qui est qu'aucun Etat ou acteur multilatéral seul n'a le pouvoir de résoudre la crise. Nous devons assumer notre responsabilité partagée si nous voulons résoudre ce problème. Nous devons travailler sur trois dimensions : la sphère politique en assurant la stabilité de tous les pays et en construisant des démocraties basées sur la bonne gouvernance. Pour les questions de sécurité, il est important de coopérer dans le domaine de la sécurité et de l'échange de renseignements en implantant une coopération de sécurité efficace et multifacettes pour endiguer la menace terroriste et l'extrémisme islamiste. La troisième dimension est le développement économique. Il est essentiel de créer de la richesse et des perspectives de développement partagé. Aujourd'hui, la priorité doit être la déconstruction du discours djihadiste. Il nous faut un contre-message cohérent et constant, une communication stratégique afin de pouvoir atteindre cet objectif. Le Maroc entreprend à l'heure actuelle des formations religieuses à l'intention de centaines d'imams en Afrique, pour les aider à acquérir une éducation pleinement respectueuse des préceptes traditionnels partagés par tous les pays qui adhèrent à la doctrine malékite.

La principale question et le principal défi en Egypte aujourd'hui sont les suivants : comment le gouvernement peut-il efficacement contrer le terrorisme sans porter atteinte aux libertés civiles ? Quelles réformes sont nécessaires pour rendre le secteur de sécurité d'Egypte efficace, responsable et respectueux des législations internationales sur les droits de l'homme ? Comment la communauté internationale peut-elle jouer un rôle efficace pour encourager et faciliter les réformes plutôt que d'accuser l'Egypte de mesures oppressives ? Jusqu'à présent, le gouvernement a eu des difficultés à trouver une réponse appropriée à la menace terroriste et s'est trouvé confronté à des défis d'importance internes et externes, alors que le pays subit des attaques terroristes majeures qui ont eu des conséquences négatives sur la sécurité et la stabilité économique du pays[...].La communauté internationale devrait donner à la région les outils pour qu'elle puisse résoudre certains des problèmes auxquels elle fait face aujourd'hui, y compris le chômage et l'éducation[...].Si l'Egypte tombe, toute la région tombe, et je ne parle pas ici en tant qu'Egyptienne mais en tant qu'Arabe. Nous voulons réussir et je sais que nous réussirons. Cependant, cela prend du temps, et pas 5 ou 10 ans.[...]nous sommes en plein milieu d'élections parlementaires, et dans la nouvelle constitution, nous sommes plus en faveur des femmes et des chrétiens, quelque chose qui n'est jamais arrivé avant. Le président Sissi a parlé dans son discours de la réforme de l'Islam depuis l'avion au Koweït pour aller à la cathédrale copte à Noël, c'était la première fois qu'un président égyptien faisait une telle chose. Essayez de voir les aspects positifs.



L'avenir du Moyen-Orient



Vitaly Naumkin

Directeur scientifique de l'Oriental Studies Institute, membre de l'Académie des sciences russe



Jim Hoagland

Conseiller de la rédaction du *Washington Post*



Bernard Siman

Membre de Geopolitical Information Service AG

Il est clair que le monde arabe est un ensemble de sociétés profondément divisées qui sont confrontées à une profonde crise d'identité et à une remise en cause du concept d'Etat-nation. [...] Nous devons réfléchir à l'avenir du Moyen-Orient non seulement à travers le prisme du terrorisme et de l'extrémisme, mais également à travers le prisme de cette crise qu'il est urgent de résoudre. Nous avons plusieurs Etats en déroute, en particulier la Libye, le Yémen, la Syrie et dans une certaine mesure l'Irak. Je suis favorable à une solution globale des crises syrienne et irakienne car j'ai bien peur que le seul règlement de la crise syrienne ne suffise pas à pacifier cette région du monde. [...] Nous aurons beau répéter à l'infini que cela n'a rien à voir avec l'Islam, que l'Islam est une bonne religion, que toutes les religions sont bonnes et que l'Islam bien sûr est une religion formidable, tout ceci sera de peu de poids face à l'Etat islamique qui présente des interprétations exclusivistes de l'Islam. [...] N'oublions pas que sur les deux millions de chrétiens, il n'en reste plus qu'un dixième, soit à peine plus de 200 000. [...] nous sommes tous d'accord sur la nature du futur Etat syrien. Il est laïc, mais de nombreuses forces au sein de la société syrienne sont contre cette vision laïque de l'Etat. Nous parlons des droits des minorités ethniques, et d'ailleurs, notre président, dans son récent discours sur la Syrie, a également évoqué les droits des minorités ethniques et religieuses, mais les nationalistes arabes, qui représentent une part très importante de la société syrienne, y compris les forces du régime, sont contre cette vision. Ils disent que la Syrie est un Etat unitaire, ce qui signifie qu'il n'y a pas de minorités ; ce terme ne doit pas être utilisé, uniquement le terme « mukawwinat » qui signifie « composantes ».

L'opinion publique aux Etats-Unis soutient largement la politique du président au Moyen-Orient. Cela doit beaucoup au fait que dans le système américain, il dispose d'une importante marge pour guider l'opinion quant aux affaires étrangères. Mais les Américains en ont assez de la guerre et ne souhaitent pas que le pays s'engage davantage, et le président a augmenté ce soutien pour des raisons personnelles. Nous venons juste d'entendre de la part de mes co-conférenciers une liste impressionnante de difficultés auxquelles le Moyen-Orient fait face à l'heure actuelle, et il me revient de vous dire que c'est encore pire, ou tout du moins de vous donner une vision plus large que ce que vous avez entendu jusqu'à présent. Nous sommes témoins des prémices d'une ère de violents retours de bâton, et en premier lieu contre la mondialisation. Nous avons été témoins de cet impressionnant flux de marchandises, personnes, idées et échanges commerciaux à travers les frontières, que nous appelons mondialisation, à la fin du XXe et au début du XXIe siècle. Le résultat, particulièrement au Moyen-Orient et dans le monde arabe, c'est une énorme pression, pas seulement sur les frontières nationales et les Etats, mais aussi sur les éléments fondamentaux et les bases de la société, le système familial, le système clanique, le système tribal qui existent dans différents lieux et sous différentes formes au Moyen-Orient. Nous devons reconnaître que c'est un problème culturel très profond et complexe, dans le monde arabe plus que n'importe où ailleurs, et il faut au moins le reconnaître si nous voulons progresser.

J'aimerais me concentrer sur les bouleversements qui se sont produits et qui se produisent encore dans la relation entre les puissances mondiales et les acteurs étatiques régionaux, en particulier le divorce entre la stabilité régionale et la sécurité du régime. Le contrat implicite depuis des décennies était de sauvegarder la sécurité du régime en échange de la stabilité régionale. La chute du président Moubarak a mené à une perception, et par la suite à une réalité, qui s'est lentement installée chez les acteurs étatiques régionaux : le contrat était rompu. Par conséquent, les acteurs étatiques régionaux ont clairement pris position d'abandonner le programme mondialiste et la scène mondiale en faveur d'une lutte de pouvoirs classique à somme nulle chez eux. [...] Il est particulièrement intéressant d'explorer ce à quoi ressemblera la relation future entre les acteurs étatiques régionaux et les puissances mondiales en l'absence d'une position américaine dominante et proactive que tous les acteurs utilisaient comme point de référence contre lequel se positionner périodiquement. [...] La question principale est la suivante : quelle est la grande stratégie, si tant est qu'il y en ait une, de l'Europe en tant que bloc et des différents Etats européens pour se réengager dans cette zone voisine ? Il semble que l'on réalise peu, en Europe, que les Etats-Unis sont partis, et par conséquent il y a très clairement un problème que l'Europe va devoir gérer en tant que bloc et en tant qu'Etats individuels. Je ne vois aucune indication d'une quelconque stratégie européenne, ou même de stratégies européennes nationales, pour se réengager stratégiquement au Moyen-Orient.

8th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
 November 20-22, 2015 • Montreux



MODÉRATEUR :
Dominique Moïsi
 Conseiller spécial, Ifri

La sécurité en Asie dans une perspective historique



Kim Hak-joon
 Président, Northeast Asian History Foundation ;
 président, Asia Journalist Association, République de Corée



Mayankote Kelath Narayanan
 Ancien gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental, Inde



Yukio Okamoto
 Président et fondateur d'Okamoto Associates, Inc.,
 ancien conseiller spécial du Premier ministre, Japon

C'est la seule et unique sous-région où les quatre puissances majeures du monde, c'est-à-dire les Etats-Unis, le Japon, la Chine et la Russie, peuvent facilement se rencontrer et interagir et où leurs intérêts respectifs se concurrencent. L'Asie du Nord-Est est également la région où l'on trouve la plus grande concentration de capacité militaire, avec les trois plus grandes puissances nucléaires, les Etats-Unis, la Chine et la Russie, et une semi-nucléaire, le Japon, qui exposent leurs atouts militaires respectifs à ce carrefour stratégique hautement disputé. [...] Quels sont les éléments positifs ? On constate une interaction économique grandissante, ainsi qu'une indépendance et un partenariat pour des intérêts et problèmes spécifiques. [...] Des conférences multilatérales au plus haut niveau politique sont également souvent organisées avec le sommet ASEAN +3, le Sommet d'Asie orientale, EAS et le sommet trilatéral Chine-Japon-Corée. [...] il y a également des éléments négatifs qui constituent un large éventail de défis sécuritaires. Tout d'abord, la concurrence et la rivalité entre la Chine, le Japon et les autres quant à la domination politique régionale sont devenues particulièrement aiguës depuis que le PIB chinois a dépassé celui du Japon en 2010. Et il y a des conflits constants à propos de petites îles, des frontières maritimes entre des Etats côtiers voisins et/ou opposés, et de l'allocation des ressources marines. [...] Enfin, c'est la persistance de l'histoire passée et la montée du nationalisme. [...] Un élément plus grave est le fait indéniable qu'à travers la révision de ses lois, le Japon est devenu un pays capable de mener une guerre. [...] De nombreux experts ont signalé l'incapacité des institutions existantes à répondre efficacement aux divers défis.

La paix, dans le monde entier, devient extrêmement insaisissable. [...] La Chine cherche à étendre ses « droits maritimes » dans les mers de Chine méridionale et orientale, augmentés au moyen de « construction insulaire agressive », au mépris des systèmes de régulations internationales. [...] En Asie orientale, la Chine est perçue comme le nouveau grand pouvoir régional. Les questions de « liberté de navigation » et « liberté des mers » sont devenues critiques. Alors que la dépendance à l'« économie bleue » augmente, les conflits liés au libre accès des voies maritimes et aux réserves de gaz et de pétrole ne peuvent que croître davantage. Trois aspects sont source de grande inquiétude. Le premier, c'est l'ascension d'une Chine « agressive », dont la capacité militaire, en particulier pour la Marine, est adaptée à ses nouvelles tendances militaristes. Le deuxième, c'est la détermination du président chinois Xi Jinping, à poursuivre son « rêve chinois », qui comprend l'initiative « une ceinture, une route », ainsi qu'une résurgence de la route de la soie maritime, réduisant et limitant les ambitions de tous les autres pays d'Asie. Enfin, le mépris de la Chine pour une structure viable de sécurité en Asie, suivant la situation de l'Europe au XVIII^e siècle. Cela a déjà mené à l'éclatement de l'ASEAN. [...] Il faudrait que les Etats-Unis fassent preuve de force, plutôt que simplement décider d'utiliser la puissance, s'ils tiennent à contenir la Chine. Les pays de la région sont, par conséquent, contraints de réajuster leurs priorités. [...] Bien que les conflits n'aient pas encore atteint le point d'ignition, des possibilités dangereuses existent bien. [...] La rivalité et la méfiance vont dominer le débat asiatique pour longtemps.

M. Abe mérite qu'on le félicite pour avoir amené le Japon dans une situation de normalité, puisque même avec cette nouvelle législation le Japon ne pourra pas posséder le droit de défense collective à part entière tel que d'autres pays. [...] La nouvelle législation va renforcer la position japonaise et assurer une latitude aux Forces japonaises d'autodéfense pour contribuer davantage à la paix internationale, comme par exemple en s'engageant dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (PKO). [...] C'est un grand pas en avant, mais s'il vous plaît, n'oubliez pas que l'article 9 de la Constitution est toujours là, inchangé, et c'est l'épine dorsale de la politique militaire pacifique du Japon. [...] En juillet dernier, je suis allé aux Etats-Unis avec la délégation d'une entreprise japonaise pour présenter des excuses aux prisonniers de guerre américains. [...] J'ai fortement ressenti que toute excuse doit rencontrer le pardon. Le pardon ne peut être donné que par les victimes, pas par leurs enfants ou leur famille. [...] tant qu'il y a encore des survivants, nous devons vraiment nous rapprocher également de la Chine et de la Corée. [...] Cependant, comme je l'ai dit, le pardon est nécessaire. [...] Les Japonais sont pleins de remords et bien sûr promettent qu'ils ne lanceront plus jamais dans ce genre d'atroces activités. Cependant, nous ne sommes pas engagés dans le genre d'éducation que l'Allemagne donne à sa jeunesse et nous allons réformer le programme d'histoire pour enseigner davantage l'histoire à partir de 1931, quand nous étions engagés dans la guerre de Mandchourie. [...] Concernant la sécurité de l'Asie du Nord-Est et le règlement des disputes territoriales [...] nous représenterons les forces de préservation du statut. J'espère simplement qu'il y aura une petite avancée. A présent, nous sommes à un point bas dans la relation Japon-Corée, mais d'ici un an, ou à court terme, il y aura un changement pour un meilleur environnement.



La sécurité en Asie dans une perspective historique



Igor Yurgens

Président de l'Institut du Développement Contemporain, professeur à l'École des Hautes Etudes en Sciences Economiques, Russie



Zhang Yunling

Professeur, membre de l'Académie et directeur des études internationales, Académie chinoise des sciences sociales (CASS)

Le rôle idéal de la Russie en Asie serait celui d'arbitre, de médiateur entre notre allié stratégique et ami la Chine et les autres pays du continent. Pour jouer ce rôle, nous devons être plus persévérants dans notre stratégie asiatique, tout d'abord pour l'élaborer, et deuxièmement, nous devons déterminer ce que nous voulons entreprendre avec nos amis la Corée du Sud, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et autres alliés américains. [...] Par conséquent, je dirais que le virage russe vers l'Asie est à la fois inévitable et impossible. C'est une tâche très difficile qui attend la Russie. Nous avons commencé par la surextension de la Russie, et je crains fort que, étant donné notre engagement dans le conflit en Ukraine, et maintenant notre engagement en Syrie, nous risquions la surextension si nous nous engageons trop dans la sécurité et le développement économique du Moyen-Orient. [...] Aujourd'hui, M. Medvedev – ancien président et maintenant Premier ministre, promeut au sommet Asie-Europe l'idée d'un traité de sécurité complet et contraignant en Asie. C'est une idée très vague selon moi, car d'après ce que nous avons entendu à l'instant sur ce podium, être contraignant, complet et sûr est très difficile en Asie à l'heure actuelle. [...] Nous devons trouver notre rôle propre et pacifique en Europe, et nous devons revenir vers l'Asie avec les mêmes idées. La Russie serait un agent d'équilibre idéal.

Nous observons aujourd'hui dans la région une nouvelle situation et un nouveau concept en matière de sécurité. Nous vivons à l'ère de la mondialisation et la région, quelles que soient nos différences, est économiquement intégrée, exception faite de la Corée du Nord. Tous les autres membres sont profondément intégrés ou impliqués, ce qui signifie que nous partageons des intérêts communs. Des groupes d'intérêt exercent de très fortes pressions auprès des décideurs politiques afin que ces tendances se maintiennent. [...] La sécurité dépasse largement le cadre national. Nous avons la sécurité régionale, la sécurité mondiale, la sécurité non traditionnelle, en particulier avec la nouvelle menace terroriste, et ainsi de suite. Cela signifie que, dans le domaine de la sécurité, nous devons réfléchir à des idées nouvelles au lieu de nous cantonner à une réflexion conventionnelle. Le futur ordre de la sécurité régionale ne sera pas dominé par les Etats-Unis. Elle ne sera pas dominée par la Chine car celle-ci n'est pas capable d'assumer ce rôle. [...] La Chine considère la sécurité coopérative comme un nouveau concept de sécurité, et dans ce type de nouveau cadre et de nouvelle architecture, il est impossible pour la région de créer un accord de sécurité entièrement unilatéral. [...] L'essor de la Chine a tendance à susciter de nombreuses préoccupations et à générer les pires attentes. L'avenir de la sécurité dans la région repose sur deux aspects. Premièrement, la façon dont nous appréhendons, acceptons et gérons l'essor de la Chine. Deuxièmement, la Chine continuera à jouer un rôle actif et participera à toutes sortes d'initiatives, d'accords et d'organisations sous-régionales existantes, et là réside le plus grand espoir.



Coexistence pacifique des religions ?



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
Président et fondateur
de la WPC



Lionel Zinsou
Premier ministre du Bénin

Le Bénin est, en Afrique de l'Ouest, un des pays où la coexistence des religions est extrêmement féconde et traditionnellement extrêmement apaisée, extrêmement pacifique, ce qui n'était pas une évidence. Nous sommes dans une situation où la coexistence est féconde et paisible. Cela n'est pas dû à un manque d'intensité en matière de spiritualité. Le Bénin est la terre d'origine du vaudou. C'est probablement un des pays où la force des engagements spirituels est la plus importante au monde. Le vaudou est né dans cette région qui va du pays yoruba, des royaumes historiques du Bénin, d'Abeokuta jusqu'au Togo. Mais ses épicentres, les centres les plus actifs, sont évidemment dans l'ancien royaume du Dahomey et au centre du Bénin. Nous savons très bien diffuser le vaudou et nous sommes tout à fait prêts, à la sortie, à faire du prosélytisme et du syncrétisme. Il y a un syncrétisme très fort. Un autre symbole à Ouidah est très fort : sa belle basilique catholique. Ouidah a été très tôt, avec un port un peu rudimentaire, un accès par la mer à une région qui était déjà très dynamique, et ce depuis la fin du XVI^e siècle. Les missions sont donc très antérieures à la colonisation. Une chose est particulière au Bénin : les couvents voués au fétichisme sont pleins, les médersas coraniques sont pleines, les temples, les églises et les séminaires sont pleins. Et si vous regardez les flux migratoires, une catégorie très importante de migrants est demandée par l'Europe : ce sont les ministres du culte. Comment ces communautés religieuses arrivent-elles à coexister si pacifiquement ? Il y a trois facteurs. D'abord, ce facteur très ancien de l'acceptation de la rencontre est une donnée historique. C'est pour cela que je rappelais

la basilique de Ouidah. Deuxièmement, nous n'avons absolument pas eu une histoire coloniale marquée par la volonté de diviser les peuples, ni sur des critères ethniques ni sur des critères religieux. Et surtout, il y a la volonté politique. Nous n'avons jamais joué de l'identité religieuse sur les soixante dernières années. Nous accueillons toutes les conférences possibles depuis 2007 sur ces sujets, parce que cela demande énormément d'efforts. La pente la plus naturelle, c'est la guerre de religion.

8th EDITION GLOBAL GOVERNANCE

November 20-22, 2015 • Montreux



MODÉRATEUR :
Kemal Dervis
Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

La sécurité alimentaire et le problème de l'eau



Mostafa Terrab
Président-directeur général, OCP Group



Arkebe Oqubay
Ministre et conseiller du premier ministre de l'Éthiopie



Kostas Stamoulis
Directeur, responsable du programme Sécurité alimentaire et Nutrition, FAO

En 2050, la population mondiale comptera entre 9 et 10 milliards d'habitants.[...] Cela signifie qu'il faudra probablement augmenter la production ou le rendement sur la même quantité de terres arables. [...] En observant les chiffres, vous arriverez rapidement à la conclusion que l'Afrique fera partie de la solution mondiale. Les estimations disent que 60 % des terres arables sont en Afrique. Nous avons besoin d'une approche mondiale sur le plan agricole, qui soit essentiellement centrée sur l'Afrique. L'Afrique peut aider à nourrir le monde.[...] Imaginez les conséquences si nous ne résolvons pas les enjeux du développement rural et agricole en Afrique. Nous ne ferions que renforcer l'exode rural qui est déjà en cours.[...] L'exode rural vers les villes s'est transformé en exode à travers toute la Méditerranée. [...] Si nous ne contribuons pas au développement rural et agricole en Afrique, le défi de la sécurité ne fera simplement que s'aggraver. [...] Comment résoudre l'enjeu du développement agricole en Afrique ? [...] 60 % des terres sont arables mais, non utilisées. Certains disent : « Passons à une agriculture intensive, mécanisée et à grande échelle ». Cela constituera probablement une partie de la solution. Mettons la technologie à profit pour résoudre le problème. Néanmoins, ce type d'agriculture ne fait que réduire énormément le besoin de main-d'œuvre et, de ce fait, accélère l'exode rural. L'autre solution, qui pourrait être la bonne, est un mélange de deux approches. Il faut miser sur les petites exploitations agricoles, en leur offrant des systèmes agricoles et une agriculture de précision et à plus petite échelle. Je sais qu'un grand nombre de pays africains sont déjà en train de relever ce défi et l'Éthiopie en fait partie, pour ne citer qu'un exemple.

Les hommes politiques africains devraient se concentrer sur la transformation de l'agriculture, notamment en développant les petites exploitations agricoles et en améliorant les moyens d'existence des paysans. Ceci n'exclut pas les exploitations agricoles à grande échelle pour assurer la sécurité alimentaire. Une transition d'une agriculture en terre sèche à des terres irriguées, valorisées et hautement productives est essentielle. Un bel exemple en est l'Éthiopie qui a su lier son secteur agricole à la croissance de son économie. L'agriculture a été le levier clé de sa croissance économique jusqu'à maintenant, et cette croissance a été partagée, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté (de 54 % à 22 %) et à l'augmentation de l'espérance de vie (de 47 à 64 ans) entre 1991 et 2014. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire sur ce terrain, l'Éthiopie a également fait des progrès substantiels vers l'obtention de la sécurité alimentaire. Les pays africains ont besoin de faire des investissements à long terme dans les infrastructures, l'éducation et le développement des compétences s'ils veulent une croissance économique et un changement structurel durables. Voici les clés pour une transformation de l'agriculture réussie et un développement du secteur industriel, ainsi qu'un changement structurel. La transformation de l'économie de l'Afrique peut être obtenue si les pays africains se concentrent sur le développement du secteur manufacturier, car les retombées sont supérieures, et qu'il est complémentaire à la transformation de l'agriculture. Un esprit d'engagement en faveur du développement de l'Afrique est essentiel pour la réussite de la transformation de l'économie africaine. L'indépendance politique est cruciale et les partenaires internationaux devraient ne pas faire pression pour l'adoption universelle des prescriptions internationales. Ce sont les Africains mêmes qui doivent être au volant de ce changement.

L'agriculture et le système alimentaire en général représentent le plus grand extracteur d'eau renouvelable. D'ici à 2050, il faut s'attendre à la nécessité d'une augmentation de la production alimentaire d'environ 60 % dans le monde. Ceci est le fruit d'une combinaison de l'accroissement de population et de l'augmentation des revenus ainsi que des changements des habitudes alimentaires. Cette augmentation demandera des quantités d'eau toujours croissantes. L'urbanisation signifiera que certains conflits sur les ressources d'eau seront basés sur la compétition entre l'eau pour l'agriculture et l'eau pour les autres usages, y compris celui en ville. Les changements climatiques tendront à porter au comble le manque d'eau et l'épuisement des ressources hydriques. Dans certains des pays les plus secs du monde, en particulier, la solution au problème d'attribution des ressources hydriques raréfiées aura des implications importantes pour la sécurité alimentaire et la nutrition et sur le processus d'élimination de la faim de façon durable. La lutte contre la faim dépendra de la croissance de l'agriculture mais aussi de la capacité des nations à savoir mettre en place des systèmes de protection sociale pour les plus vulnérables. La fragmentation de la gestion de la sécurité alimentaire au niveau national et au niveau mondial pourrait porter préjudice à ces efforts.



Dialogue israélo-palestinien



MODÉRATEUR :
Jim Hoagland
Conseiller de la rédaction
du *Washington Post*



Itamar Rabinovich

Président de l'Israel Institute, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution



Manuel Hassassian

Ambassadeur de Palestine à Londres ; ancien représentant au ministère de l'Enseignement supérieur et à l'Association des universités arabes

Il est vital pour nous de séparer Israéliens et Palestiniens et d'aboutir à une solution à deux Etats. Pour l'heure, il semble que nous soyons dans une impasse et la question est de savoir comment sortir de cette impasse et aller de l'avant ? Si nous organisons dès demain une conférence de paix pour essayer de parvenir à une solution à deux Etats, elle se solderait par un échec. Nous avons un gouvernement de droite en Israël et nous avons malheureusement un leadership faible dans l'Autorité palestinienne. [...] Si nous ne pouvons pas parvenir à un accord sur le statut définitif, nous pourrions travailler sur un accord intermédiaire afin de mettre fin au chaos et au bain de sang. Ce n'est pas acceptable pour les Palestiniens car ils diraient qu'une solution intermédiaire ne ferait que perpétuer le statu quo. Elle permettrait à Israël de conserver le contrôle, donc ce n'est pas acceptable. Si ce n'est pas acceptable, que pouvons-nous faire ? À la fin du printemps et au début de l'été 2014, le secrétaire Kerry a présenté à Abou Mazen, le président Abbas, un document reprenant les concessions qu'il avait obtenues auprès de Netanyahu. Il a déclaré : « Travaillons là-dessus », mais Mahmoud Abbas a refusé. Ma proposition est la suivante : prenons ce document, dans lequel Netanyahu fait des concessions importantes. Ce document doit nous servir de cadre, nous pouvons définir un objectif final et chercher une solution intermédiaire sans perdre de vue cet objectif final. Cela devrait rassurer les Palestiniens qui redoutent qu'une solution intermédiaire ne devienne permanente. Cela devrait aussi nous permettre d'entamer des négociations sur les différents moyens de régler les problèmes immédiats.

Nous ne pouvons pas poursuivre le dialogue comme nous l'avons fait ces 22 dernières années, car cela s'est soldé par un lamentable échec. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il n'y a pas d'équilibre et d'égalité entre les deux parties. La partie dominante, autrement dit Israël, veut constamment imposer ses conditions. La tierce partie, qui est supposée être un artisan de paix impartial, prend toujours position en faveur d'Israël. [...] Il y a une crise de leadership en Israël. Nous ne voyons aucune réelle avancée en matière de concessions. Israël ne fait pas de concessions. Israël refuse le droit à l'auto-détermination aux Palestiniens qui sont sous occupation depuis tant d'années. [...] Le désespoir face aux échecs du processus de paix a conduit à la montée du militantisme chez les Palestiniens qui pensent que la seule solution réside dans une violence convulsive. Selon moi, nous ne pourrions jamais trouver de solution militaire à ce conflit. Israël a gagné cinq grandes guerres au Moyen-Orient, mais a échoué lamentablement à apporter la sécurité à ses propres citoyens. [...] Si les Israéliens ne traitent pas les Palestiniens sur un pied d'égalité à la table des négociations, les choses ne bougeront pas. [...] Avec le régime actuel en Israël, je pense que c'est sans espoir. [...] Le problème n'est pas tant la façon dont nous avançons dans les négociations, mais le manque de volonté d'Israël d'avancer. [...] Je crois que les Palestiniens sont prêts aujourd'hui à revenir à la table des négociations. [...] Nous croyons que le rôle d'artisan impartial de la paix ne peut plus être assumé par les Etats-Unis. Cela fait 22 ans qu'ils échouent car leur approche a toujours été axée sur la gestion de la crise et non sur le règlement du conflit.



MODÉRATEUR :
François Barrault
Président de l'Idate /
DigiWorld Institute ;
ancien PDG de BT Global
Services et membre du
conseil d'administration
de BT Group PLC



Patrick Nicolet
Membre du Comité de direction générale, Capgemini

Quels sont les moteurs principaux de l'économie et des technologies numériques? Tout part de la disponibilité d'un volume de données énorme et jamais connu jusqu'à lors. Trois phases peuvent être étudiées en particulier depuis l'apparition des technologies de l'information: le développement des données structurées, l'explosion des données non structurées et la nouvelle ère du Big Data. Tout cela crée progressivement des perspectives entièrement nouvelles sur notre façon d'organiser et de gérer nos vies personnelle et professionnelle. La numérisation de notre monde a également de graves implications sur la façon dont nous le gouvernons. Certains défis sont déjà connus et discutés, notamment : les travailleurs du savoir et l'économie partagée ; la démocratie et la vie privée ; l'extraterritorialité ; la cybersécurité et la cybercriminalité. Ce qui arrive maintenant c'est l'intelligence artificielle, un sujet complexe et abstrait qui doit être débattu en profondeur en commençant par l'éthique, de la même façon dont on a procédé pour les biotechnologies.

Les défis mondiaux des technologies numériques



Fyodor Lukyanov
Rédacteur en chef, *Russia in Global Affairs*

Partout dans le monde, les avancées technologiques donnent lieu à un zèle réglementaire accru, et la Russie n'est donc pas un cas à part[...] La Russie est non seulement le plus grand marché internet en Europe mais aussi, chose surprenante, le premier utilisateur de réseaux sociaux. En 2014, la Russie comptait 47 millions d'utilisateurs de réseaux sociaux, devançant largement le Royaume-Uni (36 millions d'utilisateurs), et la France et l'Allemagne (28 millions) [...] Aujourd'hui, la cybersécurité constitue un enjeu important en Russie, comme partout ailleurs, mais au-delà de l'approche traditionnelle de la cyberguerre et du piratage, les Russes s'inquiètent beaucoup de la question du contenu. Ce ne sont pas seulement les capacités d'intervention qui préoccupent, mais le contenu. Bien entendu, il s'agit là d'une réaction à toute cette hystérie sur les révolutions Twitter, et le rôle que les réseaux sociaux ont joué dans le Printemps arabe, la Révolution orange et tous les développements révolutionnaires possibles. Je pense que tout ceci est très exagéré [...] dans le cadre du débat sur la cyberguerre, la Russie essaie maintenant de proposer un pacte de non-agression électronique. D'une certaine manière, le débat d'aujourd'hui ressemble au débat sur la sécurité nucléaire d'il y a 40 ans ; à l'époque, les grandes puissances étaient parvenues à la conclusion que sans règles du jeu, l'existence même de l'humanité était en péril. Malgré la guerre froide, malgré toutes les différences, l'Union soviétique et les Etats-Unis étaient arrivés à établir ces règles. Aujourd'hui, dans le cyberspace, nous sommes face à une situation similaire car les dommages qui pourraient être causés par les cyberattaques, pouvant même aller jusqu'à des guerres, sont similaires au nucléaire.



Mari Kiviniemi
Secrétaire générale adjointe de l'OCDE,
ancien Premier ministre de Finlande

L'OCDE a cinq recommandations principales pour les défis évoqués dans les technologies numériques : d'abord, garder Internet ouvert. Un réseau ouvert et accessible, avec du très haut débit fixe et mobile, est essentiel à l'innovation au XXIe siècle. Deuxièmement, les innovations issues du numérique requièrent des investissements dans des infrastructures modernes comme le haut débit, le spectre et de nouvelles adresses Internet. Il faut également des politiques pour encourager les investissements dans les données, la promotion et la réutilisation des données, et réduire les barrières pour les flux de données transfrontaliers. Troisièmement, il y a encore de nombreuses barrières à l'usage des technologies numériques et au développement de nouvelles entreprises issues du numérique. Concernant l'Internet des objets, par exemple, éliminer les barrières de régulation pour entrer dans le marché mobile permettrait aux millions d'appareils-clients d'être indépendants du réseau mobile et ainsi stimulerait la concurrence. Quatrièmement, il est vital que les gouvernements établissent un équilibre entre les bénéfices économiques et sociaux de l'économie numérique et les inquiétudes justifiées quant à la sécurité, la protection de la vie privée et la propriété intellectuelle. L'OCDE peut aider dans ce domaine avec des recommandations et des conseils sur la gestion des risques de sécurité et d'atteinte à la vie privée du numérique. Enfin, nous devons nourrir les compétences qui peuvent aider les gens à réussir dans l'économie numérique. C'est un véritable défi, car notre sondage de 2013 sur les compétences des adultes montre que moins de 40 % des gens dans les pays de l'OCDE ont les compétences pour réussir dans un environnement riche en technologies.



Susan Lioutaud
Vice-présidente, London School of Economics and Political
Science Council and Court of governors, Visiting Scholar at the
Stanford Center of Philanthropy and Civil Society

Pour commencer, la numérisation ne se réduit pas à la technologie. La numérisation concerne incontestablement les personnes, mais elle a également infiltré tous les autres risques globaux débattus lors de cette conférence et qui sont au cœur de nos préoccupations, par exemple la résistance aux antibiotiques ou l'effondrement du système financier. Lorsque nous parlons de l'éthique de la numérisation, nous parlons également par définition de l'éthique de tous ces autres risques.[...] Nous devons légiférer et prendre des décisions éthiques qui vont bien au-delà de notre compréhension car il y a peu de chance que notre compréhension rattrape la réalité dans un avenir proche[...] Les frontières floues posent un autre problème : elles permettent à des nombreuses personnes d'accéder au pouvoir.[...] Cependant, le problème avec ce partage du pouvoir, là encore sous l'effet de la dissolution des frontières, est que très souvent, il est assumé sans prise de responsabilité[...] nous pouvons insuffler une éthique positive à condition de ne pas ménager nos efforts. Je travaille dans cette optique avec des dirigeants de sociétés et des chefs de gouvernement. Mais l'éthique négative va se propager d'elle-même. Les comportements contraires à l'éthique auront leur vie propre, quel que soit notre engagement. Toutefois, en gardant ces éléments à l'esprit, je pense que nos efforts de sensibilisation ont échoué en ce sens où l'éthique n'est toujours pas considérée comme l'un des risques systémiques mondiaux les plus importants... l'éthique est le risque qui sous-tend tous les autres, ainsi que leur interaction les uns avec les autres.



La santé et la gouvernance mondiale



Christian Bréchet
Président de l'Institut Pasteur



Bertrand Badré
Directeur général et directeur financier
du Groupe de la Banque mondiale



Louise Fresco
Présidente de l'université de Wageningen,
Pays-Bas

Nous sommes à présent dans l'ère de ce que nous appelons les deux génomes, le génome complet et le génome des bactéries intestinales, et c'est l'un des principaux aspects que nous devons gérer au niveau mondial[...] nous avons besoin de la conjonction de la préparation, l'éducation et la formation, la communication entre les bureaux centraux, locaux et régionaux, la coordination et les capacités et infrastructures sur site. La principale différence entre le SRAS et la grippe aviaire est qu'il y avait des capacités et infrastructures sur site en Chine, même si nous avons évidemment fait face à d'autres problèmes. Dans le cas d'Ebola en Afrique, il y a eu le problème de l'absence de capacités et infrastructures sur site, et nous avons beau avoir les instituts de recherches les plus sophistiqués, la meilleure volonté du monde et le plus important soutien financier, si on ne peut pas agir sur le terrain, tout cela ne sert à rien. [...] Je ne dis pas que l'Institut Pasteur est l'unique solution, mais c'est un exemple de la nécessité de combiner la recherche fondamentale, la santé publique, l'éducation et les partenariats industriels avec un réel contact et une confiance des gouvernements locaux. C'est le cas pour l'Institut Pasteur en ce qui concerne les grandes menaces de santé publique. Nous avons besoin d'un point de vue mondial, une vision à l'échelle de la planète, qui permettrait de fournir de la capacité sur site pour les biobanques et l'analyse d'échantillons, ce qui implique le partage par bioinformatique, l'intégration biologique des données, et c'est là la clé pour avoir un réel impact en termes de gouvernance

La santé est aujourd'hui l'un des enjeux les plus intéressants de la gouvernance mondiale. [...] Le Groupe de la Banque mondiale, selon les instructions de ses actionnaires, a défini deux objectifs pour 2030. Le premier est de mettre fin à la pauvreté, ce qui implique également d'améliorer l'accès aux soins de santé des plus pauvres ; le deuxième est de promouvoir la prospérité partagée, ce qui signifie réduire les inégalités. Nous pensons, et c'est extrêmement important, qu'investir dans la santé est le meilleur moyen d'atteindre cet objectif en l'espace d'une génération. Je ne parle pas de 2050 ou de 2100, mais des 15 prochaines années. [...] Les Nations unies ont adopté les 17 Objectifs de développement durable mondiaux. Leur ambition est élevée, universelle et accessoirement plutôt coûteuse. Le nouvel objectif de développement durable lié à la santé est de permettre à tous de vivre en bonne santé. Cela signifie faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, donnant accès à des services de santé essentiels de qualité. [...] Il est clair que si nous voulons réaliser ces objectifs mondiaux ambitieux, nous devons penser et agir différemment ; nous allons sortir des sentiers battus. Pour commencer, nous devons appréhender différemment la santé, la technologie et l'innovation. Il est nécessaire d'innover dans le secteur public, mais aussi de permettre au secteur public d'encourager et de renforcer l'innovation dans le secteur privé. [...] Nous pensons que dans les cinq années à venir, le développement technologique lié aux solutions de santé numériques, telles que la santé mobile (m-santé) et la santé électronique (e-santé), révolutionnera la prestation des services de santé et offrira de nouvelles approches pour combler les écarts d'accès aux soins et rendre les soins plus abordables.

Nous avons besoin d'investissements dans les technologies numériques, chimiques et génétiques modernes afin de comprendre les complexités de la chaîne alimentaire, la toxicité et l'écosystème. Et surtout, nous avons besoin d'une réelle volonté politique afin d'intégrer toutes ces composantes et de faire travailler ensemble les ministères et les secteurs concernés.

La santé est liée à la manière dont nous fonctionnons en tant que planète. Les pathogènes ont toujours été là.

Nous devons appréhender l'écosystème dans sa globalité afin de comprendre les pathogènes et les voies d'infection. Cela nous fait également prendre conscience de la nécessité de comprendre la chaîne alimentaire. Notre santé en dépend.

Le climat et l'environnement



MODÉRATEUR :
Richard Cooper
Professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard

WORLD
POLICY
CONFERENCE



Laurent Fabius

Ministre des Affaires étrangères français
(message enregistré)



Yukari Niwa Yamashita

Membre du conseil d'administration et directeur, The Institute of Énergie Economics, Japan (IEEJ)



Bruno Lafont

Co-président, LafargeHolcim

A une semaine de l'ouverture de la Conférence [de Paris], en quelques mots, où en sommes-nous ? [...] Des progrès ont également eu lieu ces dernières semaines sur la question, ô combien cruciale, des financements qui sont la clé de la confiance et donc de l'accord qui est nécessaire à Paris. Nous devons montrer que les pays développés sont en mesure de tenir l'engagement pris à Copenhague en 2009, de mobiliser en 2020 100 milliards de dollars par an pour les financements climat des pays riches vers les pays en développement [...] Mais des efforts à supplémentaires restent indispensables de la part des pays les plus riches. [...] Au-delà de ces efforts sur les financements qui constituent une clé pour l'accord de Paris, nous devons nous montrer très ambitieux sur le développement des technologies et sur le partage des technologies, notamment pour améliorer la performance et faire baisser le coût des énergies renouvelables [...] La mobilisation des gouvernements est donc essentielle, mais elle ne suffit pas, l'engagement de tous est indispensable [...] Il y aura des initiatives et des engagements forts, en particulier des collectivités territoriales et des entreprises, et tout cela sera rendu public à l'occasion de la COP 21 à Paris.

[...] Les CPDN que les pays viennent de soumettre ne sont pas suffisantes pour réduire les émissions de GES. Les parties qui se réuniront lors de la prochaine COP21 devraient réduire davantage leurs émissions. Le scénario « 450 ppm » est un objectif idéal vers lequel nous devons tendre, mais d'un point de vue pratique, il serait plus pragmatique d'envisager d'autres scénarios et options. [...] Il serait approprié de réduire le coût total en parvenant à un compromis entre coûts d'atténuation et coûts d'adaptation. Tous ces points sont pertinents pour les négociations de la COP et ne doivent pas être perdus de vue, faute de quoi aucun accord international ne sera signé. Enfin, le développement et la diffusion de technologies innovantes sont importants. Celles-ci couvrent la technologie CCS, la technologie CCU et la photosynthèse artificielle. Sans ces technologies, nous ne pourrions atteindre aucun objectif raisonnable et c'est pourquoi tous les pays doivent travailler ensemble.

Ce qui est en jeu, c'est le bouquet énergétique, la consommation d'énergie, les émissions émises par l'industrie, et enfin, le type de solutions que les entreprises peuvent apporter au système. Il est évident que nous devons accélérer le rythme et trouver des solutions innovantes. [...] Il est clair que les gouvernements ont un rôle clé à jouer : ils doivent fixer les objectifs, mettre en place des réglementations stables et cohérentes tout en gardant un œil sur ce que font les autres car toute différence importante entre pays faussera la concurrence. Ils doivent également créer un paysage adapté au cycle. [...] Les entreprises sont un rouage essentiel de la mise en œuvre d'un accord [...] Elles apportent les technologies et l'innovation, elles sont capables de lever des fonds et elles peuvent également interagir d'un bout à l'autre des chaînes de valeur, chose absolument essentielle. [...] Nous avons besoin d'engagements ; la COP 21 est l'occasion d'aller de l'avant [...] Nous avons besoin de mesures, de rapports et de vérification. C'est un point qui n'est pas suffisamment mis en avant. [...] Enfin, nous avons besoin d'outils et de systèmes adéquats [...] La tarification du carbone est un outil qui a démontré sa capacité à accélérer les réductions d'émissions de CO₂ ; il accélère également l'innovation et est capable de créer de nouvelles opportunités. [...] nous sommes face à un énorme défi. Je pense que la réussite [...] reposera sur la coopération et la confiance. Pour générer de la confiance, il faut des mesures, de la visibilité et de la cohérence sur la durée. [...] L'innovation, en particulier l'innovation rentable, sera un facteur de poids. [...] la capacité à anticiper et à coopérer [...] constitue un facteur clé de réussite. [...] La capacité à lever des fonds privés est absolument essentielle et dépendra du type de gouvernance. [...] Enfin, en matière de gouvernance, le changement climatique est un sujet qui est selon moi lié à d'autres sujets très importants pour le monde, tels que la pauvreté et les villes.

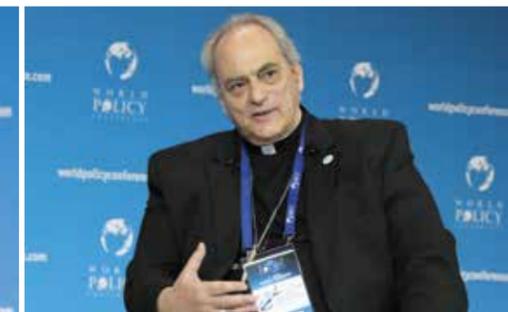


Le climat et l'environnement



Jean-David Levitte

Distinguished fellow, Brookings Institution, membre du conseil consultatif international de l'Atlantic Council of the United States ; ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy



Marcelo Sanchez Sorondo

Chancelier des Académies pontificales des sciences et des sciences sociales

[...] Il nous reste beaucoup de choses à traiter, mais je suis plus optimiste pour un certain nombre de raisons. La première, c'est que précisément, les Etats-Unis et la Chine qui sont aujourd'hui les deux principaux émetteurs, ont décidé d'annoncer ensemble qu'ils étaient déterminés cette fois-ci à faire des efforts. [...] La deuxième raison d'être optimiste, c'est [...] que bien au-delà des gouvernements et des savants, il y a eu une immense prise de conscience planétaire de la menace que représente le réchauffement climatique, ce qui conduit tous les acteurs de la vie civile, économique, politique, progressivement à rentrer dans le jeu. [...] La troisième raison est que Paris ne sera pas la fin de l'histoire. Paris sera une étape importante [...] Je suis modérément optimiste, mais volontariste optimiste, je pense que la COP 21 sera un succès limité, mais un moment décisif sur le chemin de la solution. Nous sommes la première génération consciente du fait que le réchauffement climatique est une menace existentielle pour l'avenir de notre planète. Nous sommes aussi la dernière génération qui peut apporter une solution décisive à cette menace existentielle.

Aux enseignements fondamentaux de la Bible et de la foi, le Pape François a soumis et intégré toutes les données venant des sciences naturelles et sociales. Ces données de la science, comme vous l'avez exprimé au cours de ce forum, montrent que si l'énergie nécessaire à l'activité humaine repose sur les matériaux fossiles, cela provoquera des changements climatiques et un réchauffement global. [...] L'encyclique cherche à nous faire prendre conscience que c'est non seulement un problème économique, un problème qui concerne les sciences naturelles et sociales mais aussi et surtout que c'est un problème spirituel. [...] La Pape parle d'une « conversion écologique ». [...] Le Pape inscrit son nouveau concept de « l'écologie intégrale » dans la pensée sociale de l'Église, au même titre que la dignité, la liberté de conscience, la fraternité, la destination universelle des biens, la solidarité... L'écologie intégrale englobe les équilibres écologiques, la justice sociale et la responsabilité spirituelle.



Iran et Moyen-Orient



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
Président et fondateur
de la WPC



Hossein Amirabdollahian

Vice-ministre des Affaires étrangères
chargé du département arabo-africain, Iran

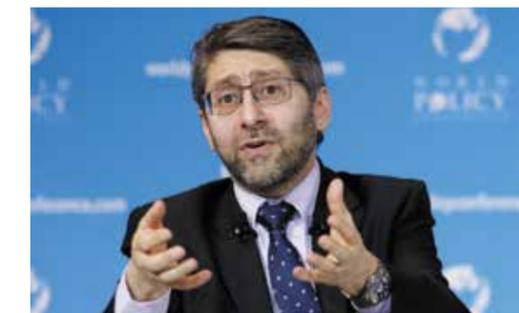
1-Téhéran croit que les crises régionales n'ont pas de solutions militaires. 2-l'usage de la force dans la région ne fera qu'augmenter la haine et fortifier le radicalisme et il n'y a pas de solution alternative pour la résolution des problèmes et des crises politiques issus de l'idéologie takfiri si ce n'est une solution politique. 3-afin d'éradiquer le terrorisme, il faut une conception et une planification conjointes auxquelles tous les pays participent. 4-toutes les sources financières des groupes terroristes, leurs accès à des armes et leurs centres d'entraînement militaires doivent être bloqués et détruits. 5-il est nécessaire que tous les pays de la région et au-delà dialoguent et coopèrent en profondeur pour trouver des solutions aux défis et aux crises. 6-la République islamique d'Iran croit profondément dans le fait que la sécurité de ses voisins est semblable à la sienne et espère que tous les autres acteurs de la région et au-delà répondront de façon positive et responsable pour aboutir à des plans, des actions, des dialogues et une coopération réels pour combattre le terrorisme en se concentrant sur une solution politique. 7-les initiatives des Nations unies quant aux problèmes de la région seront un succès en parallèle à un combat sérieux contre le terrorisme, il faut renforcer les courants politiques de la région et y trouver les solutions car toute autre solution n'aurait pas un résultat souhaitable. 8-du point de vue de la République islamique d'Iran, la sécurité du Yémen, de la Syrie, de l'Irak et de l'Arabie saoudite ainsi que la sécurité de la région sont des enjeux importants mais l'Arabie saoudite ne peut mettre en danger la sécurité des autres pays, la Syrie, l'Irak et le Yémen afin d'assurer sa propre sécurité. C'est un paradoxe. 9-Téhéran soutient le plan des Nations unies pour une solution politique, et dans le même temps, une confrontation réelle avec le terrorisme est la priorité de la région. 10-la République islamique d'Iran, tout en condamnant toute agression étrangère sur le territoire du Yémen et rejetant toute intervention étrangère militaire pour résoudre la crise, soutient les pourparlers de Genève et l'initiative du secrétaire général pour des

négociations entre Yéménites et l'établissement d'un gouvernement d'unité nationale à large base. 11-la République islamique d'Iran, dans le cadre de sa doctrine d'interaction constructive et de sage avancée vers ses voisins, entend appliquer ces politiques. Le futur des actions politiques de l'Iran dans l'ordre régional et international est basé sur la confiance. 12-L'approche de l'Iran vis-à-vis des pays transrégionaux est basée sur l'interaction et plus particulièrement les aspects de coopération, et aussi l'attente, de la part des autres acteurs impliqués, d'une réponse à l'extrémisme et au désir de guerre par des politiques sages et un esprit logique dans leur interaction future avec l'Iran. 13-sanctionner l'Irak va créer un défaut incontrôlé dans la région qui ne bénéficie à personne. L'Iran a mobilisé toutes ses capacités pour éviter un tel incident. 14-de façon logique et pratique, la Syrie a besoin d'un mouvement politique visant à trouver un compromis sur le plan politique et une solution rationnelle de la crise. Si on arrive à créer une situation démocratique par le biais d'une élection plus que souhaitable, nous pourrions voir se développer un environnement agréable en Syrie. L'échec d'une solution politique en Syrie créerait les conditions favorables à une rupture de sécurité encore plus marquée qu'avant entre la Syrie et les zones environnantes.



MODÉRATEUR :
Karl Kaiser
Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard

La crise des réfugiés en Europe



Haïm Korsia
Grand Rabbin de France



Kemal Dervis
Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

La question de l'accueil des réfugiés est essentielle, elle est vitale même dans la mesure où il y a deux niveaux à mon sens. Le premier, c'est un niveau politique [...] Mais elle a aussi un niveau individuel [...] il faut que l'on se batte pour que ces mouvements soient temporaires c'est-à-dire que l'on accueille parce que c'est notre devoir d'accueillir, que ce soit à titre humain ou religieux, [...] c'est un devoir d'accueillir, mais il faut faire en sorte de sécuriser ensuite les espaces pour que la diversité religieuse qui existe encore vaguement au Moyen-Orient puisse perdurer. [...] Rappelons cet enjeu majeur de pouvoir les ramener, pour ceux qui espèrent vivre leur foi, leur engagement sur leur terre. C'est aussi un engagement à long terme – à moyen terme, nous en avons parlé – de pouvoir sécuriser les espaces afin de réinstaller les gens chez eux.

Il y a des problèmes qui n'ont pas de solution rapide, malheureusement. Prétendre que l'on a une solution à ce qui se passe, au drame que nous vivons aujourd'hui, ce n'est malheureusement pas possible. [...] La première chose que j'aimerais souligner est très macro, mais nous sommes en train de vivre une des dimensions, et Thierry de Montbrial lorsqu'il a lancé cette conférence l'a toujours souligné : nous sommes dans un monde où les problèmes sont vraiment enchevêtrés, un monde réellement interdépendant. Ce monde a énormément besoin de gouvernance mondiale. Je ne dis pas de « gouvernement » parce que c'est une utopie inutile, mais de gouvernance, de mécanismes qui nous permettent de coopérer à travers les frontières [...] Quand on voit ce qui s'est passé, on se rend compte que la gouvernance mondiale n'a pas fonctionné à de nombreux niveaux, que ce soit au Moyen-Orient, où des tragédies s'y déroulent depuis des années, ou en Europe après la grande bataille sur l'euro, la zone euro, la Grèce et, plus récemment, sur le sujet des réfugiés. [...] Le deuxième point que j'aimerais souligner [...] est qu'il faut trouver un équilibre très délicat entre l'humanité, la générosité et le principe de base qu'une personne est innocente jusqu'à ce qu'elle soit déclarée coupable, mais en même temps prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'état d'urgence qui a été déclaré en France. [...] Troisièmement, je veux souligner que les pays de passage tels que la Turquie et la Grèce aujourd'hui, et avant elles l'Italie pendant longtemps, ont besoin de soutien. Je ne vais pas entrer dans les détails à ce sujet, mais ces pays ont porté un lourd fardeau pendant très longtemps. Les pays du Golfe, en revanche, donnent peut-être de l'argent, mais n'acceptent presque pas de réfugiés.



La crise des réfugiés en Europe



Vuk Jeremic

Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD), ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU, ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie



Sergei Karaganov

Président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense, Russie



Hubert Védrine

Ancien ministre des Affaires étrangères français

La crise des réfugiés est sans doute la crise la plus grave à laquelle l'Europe ait été confrontée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. [...] L'Europe doit être capable d'agir de manière décisive [...] Refuser un logement et des droits à ces personnes défierait les règles les plus élémentaires de la compassion humaine – sans parler des valeurs que l'Europe aspire à incarner dans le monde. [...] L'Europe doit agir et réunir toutes les parties au conflit qui sévit au Moyen-Orient contemporain et se concentre sur la Syrie ; l'Europe doit jouer un rôle de catalyseur dans le processus. Une approche diplomatique sera certes indispensable, mais l'Europe doit être prête à utiliser la force si nécessaire. Sinon, ce conflit va se poursuivre et, s'il se poursuit, installer des fils barbelés et des clôtures le long des frontières de l'Europe ne sera d'aucune utilité. [...] Arrêtons-nous donc un moment sur les trois acteurs européens les plus importants à maints égards : la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. Tous trois appliquent actuellement une politique du « chacun pour soi ». Le Royaume-Uni est obsédé par la question du référendum et la classe politique passe pratiquement tout son temps à débattre du référendum. La France est concentrée sur sa sécurité après les événements dramatiques qui l'ont frappée. Et l'Allemagne se renferme de plus en plus sur elle-même, frustrée à juste titre par le manque de solidarité de l'Europe dans la crise des réfugiés. Si le « chacun pour soi » l'emporte chez ces trois acteurs, cela pourrait conduire à un véritable désastre. [...] L'Union européenne est un acteur international d'une toute autre envergure que le Liban, et elle ne trouve pourtant pas le moyen de prendre un dixième des réfugiés que le Liban a accueillis. L'Europe peut et doit le faire et j'espère que nous le ferons.

La source de l'immigration n'est pas seulement la Syrie, mais le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak et toute l'Afrique avec des millions de personnes en attente. Enormément de personnes qui arrivent sont des terroristes ou terroristes potentiels. Si un jeune membre du public ici présent allait dans un bazar de Beyrouth, selon nos spécialistes, il pourrait acheter un passeport syrien pour une bouchée de pain, et ensuite il pourrait venir ici. Je pars du principe que ces passeports sont achetés en masse et que les gens arrivent déjà ici. C'est un problème à long terme et il ne peut être résolu dans le futur proche par des moyens économiques, sociaux ou culturels. C'est un problème de sécurité pour nos peuples. Et cela va l'être de plus en plus. Mon conseil dans l'immédiat : fermez les frontières au plus vite. Triplez les recrutements dans les écoles de police et multipliez par 10 les fonds nécessaires pour infiltrer tous les types de sociétés islamiques locales[...] Les Américains quittent le Moyen-Orient, et nous ne pouvons plus compter sur eux comme par le passé[...] A cet instant en Europe, seule la Russie a le potentiel pour gérer ces problèmes, en termes de sécurité, de volonté, de cerveaux et de compétences[...] Le Moyen-Orient va continuer à s'effondrer[...] L'UE doit immédiatement commencer la construction d'une Europe unie fédérale avec une armée commune[...] Les problèmes de sécurité et les nombreux autres problèmes au sein de l'Europe, comme la radicalisation, ne pourront être résolus sur une base sub-continentale ou transatlantique. Peut-être pouvons-nous trouver une solution commune eurasiennne et euro-atlantique.

Je voudrais que l'on fasse attention aux fausses pistes que l'on met en avant dans une ambiance de panique. C'est le pire moment pour relancer l'argument du déficit démographique en Europe[...]Deuxièmement, s'il faut attendre l'Europe unie, alors arrêtons de discuter! [...]En revanche, je pense qu'il y a une vraie priorité: le rétablissement de la sécurité, priorité absolue, [...]De même, on ne peut pas s'occuper maintenant de « reconfigurer le Moyen-Orient ». C'est immensément souhaitable, mais nous en sommes incapables. Personne n'en est capable d'ailleurs, même pas les Etats Unis!

WORLD POLICY CONFERENCE

8th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
 November 20-22, 2015 • Montreux



MODÉRATEUR :
Dominique Moïsi
 Conseiller spécial, Ifri



Débat final



Ribal Al-Assad

Fondateur et directeur de l'Organisation pour la démocratie et la liberté en Syrie et président de la Fondation Iman



Meir Sheerit

Membre de la Knesset israélienne



Miguel Ángel Moratinos

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

Comme je le dis depuis de nombreuses années maintenant, nous devons nous unir pour venir à bout de l'extrémisme islamique. Malheureusement, cela est resté lettre morte et nous avons entendu dernièrement que certains de nos alliés, dont le Qatar, ont essayé de promouvoir al-Nosra. Le Qatar a proposé que nous soutenions al-Nosra pour combattre Daech. Mais c'est malsain. Il ne faut pas oublier que Daech n'était pas derrière les attentats du 11 septembre, les explosions du 7 juillet à Londres ou l'explosion du train à Madrid. C'était Al-Qaïda qui est aujourd'hui al-Nosra. La branche syrienne d'Al-Qaïda. Vous avez sûrement entendu, la semaine dernière, la déclaration d'Ayman Zawahiri, chef d'Al-Qaïda, sur un enregistrement sonore sur Internet. Il s'est montré on ne peut plus clair, disant que « les Américains, les Russes, les Iraniens, les Alaouites et le Hezbollah coordonnent leur guerre contre nous ». Il a appelé ses fidèles à arrêter de se déchirer et à diriger leurs attaques contre cette alliance. Malheureusement, rien n'a été fait. Il faut savoir que ces extrémistes islamiques sont pires que les nazis et bien plus dangereux parce qu'ils ne reconnaissent pas les frontières internationales. Ils n'ont pas d'Etat-nation ou de frontières que nous pourrions envahir. Il n'y a pas une armée unique à combattre ou un ambassadeur à menacer de sanctions. Leur « nation » est amorphe. Ils sont présents dans tous nos pays et leur menace va aller en s'amplifiant jusqu'à ce que le pluralisme, le développement économique et le respect du droit l'emportent partout dans le monde.

Je crois que la meilleure façon d'arriver à la paix entre Israël et les Palestiniens est de négocier un traité de paix selon l'Initiative arabe. Il y a cinq raisons : 1. Nous pouvons avoir la paix et la normalisation avec 57 pays musulmans pour le même prix qu'une paix uniquement avec les Palestiniens. 2. C'est le seul moyen de contourner le plus gros problème qui empêche les Palestiniens de signer un accord avec Israël, à savoir leur demande du droit de retour. 3. Un accord avec 57 pays musulmans et la fin du conflit garantiront son passage au parlement et au referendum. 4. Ce genre d'accord garantira la permanence de la paix. Car personne n'osera le rompre. 5. C'est la meilleure façon de ramener la bande de Gaza sous Autorité palestinienne. Si cela se produit, cela changera le Moyen-Orient et le monde.

L'Europe doit reprendre en main son projet, elle doit revoir toutes ces politiques, politiques intérieures et extérieures. En intérieur, il faut remettre sur le tapis les existences et les valeurs essentielles. Sur l'extérieur, il faut que l'on se pose la grande question. Que voulons-nous faire avec nos voisins ? Voulons-nous vivre avec eux, à côté d'eux, contre eux ? Ma réponse à cela est que nous voulons vivre avec eux et si nous voulons vivre avec eux, il faut partager avec eux les éléments qui vont construire un espace de collaboration, de stabilité et de prospérité. [...] Européens nous devons nous mobiliser.

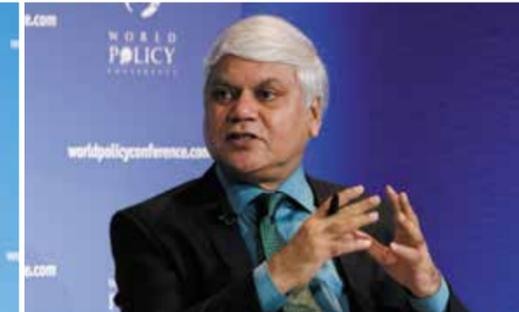


Débat final



Bilahari Kausikan

Ambassadeur itinérant et conseiller politique au ministère des Affaires étrangères de Singapour



Narendra Taneja

Président du Groupe sur la sécurité énergétique des Fédérations des chambres indiennes de commerce et d'industrie (FICCI)



Renaud Girard

Grand reporter au journal *Le Figaro* et éditorialiste à *Questions Internationales*

Malgré les tensions concernant la mer de Chine méridionale et d'autres questions, ainsi que les difficultés à parvenir à un nouveau *modus vivendi*, un conflit entre la Chine et les Etats-Unis est improbable. Ni l'un ni l'autre ne cherche des ennuis, mais le risque d'un conflit par accident existe bel et bien. L'enjeu stratégique pour les autres Etats d'Asie de l'Est est de ne pas être contraint de faire des choix difficiles tandis que les Etats-Unis et la Chine ajustent leurs relations, un processus susceptible de prendre plusieurs décennies. Mais les ajustements les plus difficiles pour les pays de l'ASEAN sont internes, et non externes.

Lorsque nous discutons de l'Occident, de l'Atlantique, de l'Europe et de la région, je me demande si nous ne pourrions pas également accorder de l'attention à d'autres régions tout aussi importantes. [...] A mon avis, ce sera le siècle de l'Afrique, et des pays comme l'Inde, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et l'Indonésie joueront un rôle dans ce phénomène. Je pense donc que des pays comme l'Inde, le Japon et d'autres en Asie devraient travailler main dans la main et coopérer avec les démocraties d'Europe occidentale et d'ailleurs afin de construire une Afrique moderne. [...] cela aiderait les pays de cette région [Moyen-Orient] s'ils renforçaient leur collaboration avec les pays asiatiques. [...] Toutes les démocraties doivent s'unir pour une région de l'océan Indien stable et prospère. [...] N'oublions pas le pays qui est crucial pour toutes les discussions que nous avons eues ici depuis l'ouverture de la conférence [...] l'Afghanistan.

Nous jugeons ces attaques du 13 novembre 2015 gravissimes car elles signalent une faillite de tous nos systèmes d'éducation et d'intégration des Français issus de l'immigration. Mais il faut se souvenir que durant la guerre de 1914-1918, c'était en moyenne 1 000 Français qui mouraient par jour. Dans les journées cruciales de la contre-offensive de la Marne de septembre 1914, c'était 20 000 jeunes Français qui mouraient par jour ! Donc je pense qu'il faut revenir aux ordres de grandeur. Je pense que les mesures coercitives de sécurité que l'on applique à toute la population de manière générale sont contre-productives car elles donnent la victoire au terrorisme. Je pense que nous ne devons pas commettre la même erreur que les Américains en 2001. Ils ont cru que l'attaque du 11 septembre était une attaque stratégique, ils l'ont d'ailleurs comparée à Pearl Harbor. Ce n'était pas une attaque stratégique. L'attaque contre le Bataclan n'est pas une attaque stratégique. Nous sommes les dégâts collatéraux d'une guerre qui fracture le monde musulman entre une grande majorité qui s'adapte parfaitement à la modernité et une minorité violente qui veut revenir aux pratiques du septième siècle de l'Islam. Sachons être, dans cette guerre, extrêmement précis ; sachons aller chercher les terroristes, sachons aller chercher avec précision et doigté les propagateurs de haine ; sachons les circonscrire, sachons les détruire sans aucune pitié ; mais gardons-nous de toutes les mesures générales. En effet, à défaut de doigté stratégique et tactique, nous serions progressivement amenés, sans le vouloir, à entamer ces guerres classiques dont notre monde, aujourd'hui, est heureusement exempt.





1. Énergie



COORDINATEUR :
Marie-Claire Aoun
Directrice,
Centre pour l'Énergie, Ifri



PRÉSIDENT ET MODÉRATEUR :
Bertrand Badré
Directeur général et directeur financier
du Groupe de la Banque mondiale

1,1 milliard de personnes vivent encore sans électricité, et 2,9 milliards ne disposent toujours pas de combustibles modernes pour cuisiner et se chauffer. [...] On a par ailleurs observé une croissance des énergies renouvelables modernes, y compris l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la géothermie, dont la part dans la consommation énergétique mondiale totale a atteint 8,8 % en 2012, contre 8,4 % en 2010. Là encore, la progression est modeste, mais va dans le bon sens. Parallèlement à cela, l'intensité énergétique mondiale a diminué de plus de 1,7 % par an. [...] A la Banque mondiale, nous pensons que, si le monde veut réussir cette transition énergétique indispensable, des mesures immédiates sont nécessaires dans six domaines politiques clés. Premièrement, il faut renforcer les fondamentaux du secteur. Deuxièmement, il faut mettre en place des incitations appropriées favorisant l'accès universel à l'énergie. Le troisième domaine est plutôt sensible, il s'agit de fixer le juste prix de l'énergie. Quatrièmement, il faut donner la priorité à l'efficacité énergétique. Cinquièmement, il faut accroître les sources d'énergie renouvelable. Sixième et dernier domaine, et non le moindre, il faut mobiliser les capitaux privés. [...] Notre discussion va faire la part belle au développement technologique et à la technologie. Les technologies liées au solaire, au nucléaire et au captage et stockage du carbone auront probablement un impact important et profond sur l'avenir des systèmes énergétiques. [...] Par ailleurs, la chute des prix du pétrole pose la question des subventions des combustibles fossiles. Il s'agit d'une question primordiale pour le FMI et la Banque mondiale. Nous aborderons ce point dans le détail car il est clair que la suppression des subventions encouragera considérablement le développement des énergies propres.



Masood Ahmed
Directeur du département Moyen-Orient
et Asie Centrale du FMI

Je vais me concentrer sur l'impact de la chute des prix du pétrole sur les pays exportateurs de pétrole au Moyen-Orient. [...] au cours de la dernière décennie, la plupart d'entre eux ont accumulé des actifs financiers[...] Cette année, ils puisent dans ces actifs afin de tenter d'atténuer l'impact de la baisse des revenus pétroliers. [...] Résultat, ces pays enregistrent certes un ralentissement de la croissance, mais qui n'est pas énorme. Par contre, les finances en prennent un coup car ils puisent maintenant dans leurs économies pour financer les dépenses. [...] Si les prix du pétrole restent bas pendant un an ou deux seulement, c'est un bon moyen de faire face à la situation. [...] Un problème va se poser néanmoins si les prix du pétrole se maintiennent à ce niveau durant les cinq prochaines années. [...] Si les pays exportateurs de pétrole n'apportent aucun changement à leurs plans de dépenses actuels pendant les cinq années à venir, cela se traduira par des déficits budgétaires et un endettement importants, voire insoutenables pour certains de ces pays. [...] ces pays sont donc confrontés à un défi de taille. Ils doivent d'une part préserver leur résilience et leur notation financières en essayant de réduire leurs dépenses et de ne pas s'endetter plus vite qu'ils ne peuvent se le permettre. Mais ils doivent y parvenir sans aggraver encore le problème, déjà préoccupant, du chômage chez les ressortissants nationaux, en particulier chez les jeunes.



Olivier Appert
Président, Conseil Français de l'Énergie;
ancien président, IFP Énergies Nouvelles

La récente baisse des prix du pétrole a été spectaculaire, et la question qui se pose est la suivante : est-elle temporaire ou structurelle ? Pour répondre à cette question, il convient de souligner que le marché pétrolier est lié à l'équilibre de l'offre et de la demande, mais également à des facteurs géopolitiques, en particulier au Moyen-Orient. De 2010 à 2014, les prix du pétrole sont restés pratiquement stables, se situant dans une fourchette de 95/120 \$/b : les pressions à la baisse dues aux incertitudes entourant la croissance économique mondiale ont été compensées par les pressions à la hausse dues aux turbulences politiques de certains pays producteurs (Irak, Iran, Libye...). Mi-2014, il est clairement apparu que le marché pétrolier était suralimenté en raison du boom du pétrole non conventionnel aux États-Unis. Chose surprenante, l'OPEP n'a pas décidé de réduire sa production comme cela avait été le cas par le passé, mais a maintenu sa production afin de conserver sa part de marché. Nous entrons donc dans un nouveau paradigme du marché pétrolier. La chute des prix du pétrole a un impact important sur les compagnies pétrolières et les pays producteurs. A l'instar des autres marchés de matières premières, le marché pétrolier est cyclique. Nous pouvons observer les premiers signes de rééquilibrage du marché. Par le passé, il fallait environ 4 ans pour retrouver les conditions antérieures du marché. Grâce aux prix bas, la demande augmente. L'offre de pétrole conventionnel va commencer à diminuer significativement à la fin de cette décennie. Chose surprenante, la production non conventionnelle américaine est plus résistante que prévu : cela s'explique par les importantes améliorations technologiques. Mais la production de LTO aux États-Unis a commencé récemment à diminuer. Nous pouvons donc prévoir un rééquilibrage du marché dans les années à venir. Ainsi, l'Arabie saoudite et l'OPEP devraient retrouver leur position sur le marché à la fin de cette décennie. Cette transition se fera-t-elle en douceur ? La déstabilisation géopolitique actuelle du Moyen-Orient suscite d'énormes incertitudes.



Tatsuo Masuda
Professeur invité à la Graduate School of
Nagoya University of Commerce and Business

Un environnement dans lequel les prix du pétrole sont bas n'est pas nouveau. Ce qui change cette fois-ci c'est la transition énergétique engendrée par les risques climatiques existants et imminents. Le passage systématique des énergies fossiles aux énergies renouvelables (la décarbonisation du système énergétique) gagne de l'importance pour la première fois dans un environnement où les prix du pétrole sont bas. Le schéma traditionnel d'impact des prix bas du pétrole ne va peut-être plus s'appliquer (véhicules hybrides, véhicules à batteries ou véhicules hybrides rechargeables dans le secteur automobile, et les mesures incitatives pour passer aux énergies renouvelables). Baisser les prix du GPL ne mènera peut-être pas à une augmentation de la demande en raison des économies plus faibles et du retour du nucléaire au Japon. Cela pourrait offrir une opportunité précieuse aux consommateurs asiatiques de rééquilibrer les conditions commerciales avec les producteurs (par exemple les primes asiatiques sur le brut et le GPL, et la clause de destination du GPL). Un impact globalement positif pour l'Asie (en tant que région importatrice nette d'énergie) sera en grande partie contrebalancé par le ralentissement de l'économie chinoise et le passage à la "nouvelle normalité".



1. Énergie



Antoine Rostand
Senior Advisor, Schlumberger

1. Dans le secteur du gaz de schiste, les entrepreneurs américains réussissent à baisser le coût unitaire du gaz de 15 % par an, ce qui conduit à une énorme offre de gaz aux Etats-Unis. 2. Grâce au LTO, les marchés du gaz régionaux deviennent interconnectés et le prix a baissé mondialement sur tous les marchés. 3. Après la crise financière de 2008, les opérateurs de gaz de schiste ont déplacé leurs plateformes de gaz sur le pétrole. 4. Ils ont eu le même succès, baissant le coût unitaire du pétrole de 15 % par an. 5. En 2012, le LTO américain ajoutait un million de barils par jour de production chaque année. Le marché est passé en suroffre à la mi-2014 et les prix ont chuté à la fin de la même année. 6. Les opérateurs américains réduisent leur capex et la production diminue, après une latence de 6 mois, et les Etats-Unis auront perdu 1 million de barils par jour d'ici fin 2016. 7. Les ressources en LTO ne représentent que 7 % des ressources mondiales alors que les gaz de réservoirs compacts et de schiste représentent environ 50 % des ressources mondiales en gaz. 8. Dans les marchés du pétrole, il y a toujours beaucoup d'incertitudes : la géopolitique, la réaction de l'OPEP, les technologies de l'offre, les technologies de la demande, la réglementation... 9. Aujourd'hui, les scénarios pour le coût du pétrole sont plus variés que jamais. 10. Selon l'Agence d'information sur l'énergie (AIE) américaine, les scénarios à long terme sur le prix du pétrole ont un éventail de 30 à 110.



Nobuo Tanaka
Ancien directeur exécutif, AIE, président de la Sasakawa Peace Foundation

Il y a quelque chose d'intéressant dans les derniers scénarios énergétiques mondiaux révélés il y a environ deux semaines. La croissance a lieu en Asie, dans les économies en développement, et c'est l'Inde, et non la Chine, qui contribuera le plus à cette croissance jusqu'en 2040. [...] Un autre point intéressant est la provenance du pétrole. [...] Les scénarios de cette année intègrent le bas prix du pétrole, à environ 50 dollar le baril, qui va persister jusque dans les années 2020. [...] La demande va croître et les producteurs à coûts élevés comme les États-Unis, le Canada et le Brésil vont réduire leur production. Cela signifie que nous serons très dépendants du Moyen-Orient à l'avenir. [...] Il y a également le captage et le stockage du carbone pour les utilisateurs de charbon et de gaz, et d'énormes investissements dans le nucléaire. Du point de vue de la durabilité, c'est très difficile. [...] Les États-Unis peuvent parvenir seuls à la durabilité et à la sécurité, grâce à la révolution du gaz de schiste.



Pierre Sigonney
Économiste, direction de la Stratégie, Total

Je vais vous parler des compagnies pétrolières internationales et de la façon dont une compagnie pétrolière internationale peut s'adapter au nouveau paysage énergétique. [...] les coûts ont bien moins baissé que le prix du pétrole. [...] les grandes compagnies pétrolières doivent encore s'adapter et continuer à réduire les coûts afin d'assurer une meilleure organisation. Elles doivent également mettre la pression sur les sociétés de services. [...] nous devons encore beaucoup investir, car la durée de vie des gisements d'hydrocarbures est limitée [...] Les compagnies internationales ont cherché à adapter leurs visions à long terme à l'environnement mondial et au problème du changement climatique. [...] du point de vue de la transition, le meilleur combustible fossile est le gaz, donc nous devons donner la priorité au gaz. [...] En remplaçant le charbon, nous pouvons parvenir à une diminution rapide des émissions de CO2 tout en maintenant l'utilisation des hydrocarbures. [...] à court terme, le gaz est souvent une solution meilleur marché que les énergies renouvelables pour limiter les émissions de CO2. [...] Donc, le scénario le plus efficace pour réduire les émissions de CO2 devrait être l'utilisation du gaz, jusqu'à ce que le coût de ces énergies renouvelables baisse suffisamment pour qu'elles soient compétitives.



Lee Hye-Min
Sherpa pour le G20, ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée

L'énergie est indispensable au développement économique. Il est donc important que les pays du G20 discutent des questions énergétiques afin de mieux relever les défis énergétiques d'aujourd'hui et de demain. Cinq questions énergétiques importantes doivent être traitées par les pays du G20 en 2015, sous la présidence turque : l'accès universel à l'énergie, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la transparence du marché et les subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation. Le changement climatique étant l'un des enjeux majeurs de notre temps, les dirigeants du G20 ont souligné l'importance de parvenir à un résultat positif lors de la COP 21. Les dirigeants du G20 ont salué le fait que plus de 160 pays, parmi lesquels tous les pays du G20, aient soumis leurs Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN). Deux questions restent cependant à régler lors de la COP 21 à Paris. La première concerne l'établissement de mécanismes de surveillance pour la mise en œuvre transparente des Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN). La deuxième est de trouver des financements pour aider les pays en développement en matière d'adaptation et d'atténuation. Ces deux questions sont étroitement liées et constitueront d'importants obstacles à la réussite de la COP 21 de Paris.

2. Économie et finance



PRÉSIDENT ET MODÉRATEUR :

Jean-Claude Trichet

Ancien président, BCE

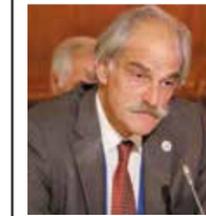
Les observateurs et investisseurs extérieurs ont eu à cœur de mentionner que, malgré le ralentissement des économies émergentes (c'est la quatrième année consécutive de ralentissement, donc il y a un phénomène de relaxation de la croissance à moyen terme), cela ne les empêche pas de rester la source principale de croissance mondiale pour les années à venir, et les projections pour 2020 sont toujours flatteuses. [...] Nous pourrions bien sûr réfléchir aux raisons qui ont été données pour expliquer ce ralentissement, ainsi qu'aux principaux risques mondiaux, particulièrement en Chine, aux risques géostratégiques que nous observons partout, à l'impact du prix du pétrole et des marchandises sur de nombreux pays, aux hausses de taux qui sont plus que probables aux Etats-Unis et qui pourraient, ou non, avoir des conséquences fâcheuses. Je me contente de remarquer que dans les présentations faites par de nombreux intervenants, l'humeur est plutôt pessimiste et tout est présenté de façon négative, alors qu'il me semble que bon nombre de facteurs de risque sont plus complexes : par exemple les prix très bas du pétrole et des marchandises ne sont évidemment pas une bonne chose pour les producteurs de pétrole, mais ça l'est pour les consommateurs et pris dans son ensemble, c'est un phénomène à la fois expansionniste et déflationniste, ce qui est à la fois un aspect positif et négatif. La même chose se produit pour les hausses de taux d'intérêt, qui sont présentées de façon très négative quasi-systématiquement, en particulier par le FMI, alors que c'est un phénomène bien plus complexe qui a des effets positifs et négatifs.



Korn Chatikavanij

Ancien ministre des Finances de Thaïlande

Nous essayons de comprendre ce qui se passe, de savoir si le modèle économique qui a propulsé notre croissance sur les dernières décennies est dépassé d'une façon ou une autre et doit être révisé. [...] La réflexion, ceci, de plusieurs façons, nous a bercé dans un sentiment de sécurité ; nous nous sommes convaincus depuis douze ans que nous avions retrouvé notre compétitivité, alors qu'en fait ce n'était essentiellement qu'une compétitivité des prix. Nous avons échoué à surveiller notre compétitivité, et plus que toute autre chose, c'est là le plus grand défi que nombre de nos pays doivent affronter à présent. [...] Une de nos déceptions est la demande intérieure moribonde dans nos économies, en particulier si on prend en compte le fait que les prix du pétrole sont très bas et les taux d'intérêt à un plancher historique, et nous ne pouvons nous empêcher de pressentir que si nous sommes incapables de stimuler la demande intérieure dans un tel environnement, nous ne serons peut-être pas capables de gérer la situation si les taux d'intérêt commencent à augmenter ou si les prix de l'énergie reviennent à leurs niveaux précédents à plus long terme. L'absence d'investissements est, à bien des égards, un reflet de cette faible demande intérieure, and I would put it down trois raisons principales. La première est le vieillissement des sociétés. Quelques-uns d'entre nous en souffrent déjà, mon propre pays est défini comme une société vieillissante avec 15 % de la population à la retraite. [...] Les Etats-Unis semblent envisager la potentialité d'augmenter les taux d'intérêt sur la base des conditions intérieures, mais en réalité, c'est un problème mondial. [...] Par conséquent, quand les Etats-Unis prendront la décision d'inverser cela, il y aura un impact exponentiel, en particulier sur les économies émergentes, et cela pourrait être très déstabilisant. [...] Pourquoi est-il nécessaire que les taux soient augmentés à ce stade ?



John Lipsky

Senior Fellow, Foreign Policy Institute, Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS); premier directeur général adjoint, FMI

La croissance mondiale va rester légèrement en-dessous de sa moyenne à moyen et long terme. La croissance des économies avancées n'a pas encore complètement compensé la chute de production post-2007. [...] Le premier point est que la perspective des économies avancées est quelque peu inconstante et incertaine en ce qui concerne les écarts de production qui existent encore et la vitesse à laquelle ils peuvent être comblés. [...] Le deuxième point, c'est que la perspective globale de croissance pour les économies émergentes et en développement contient de grandes divergences. [...] L'implication, bien sûr, de ces deux grands développements est que l'écart de croissance entre les économies avancées et émergentes s'est rétréci, [...] ce qui a été le plus frappant a été le rythme relativement stagnant des investissements dans les économies avancées. [...] Il ne fait aucun doute que l'insuffisance des investissements d'affaires est un des facteurs essentiels des résultats décevants de la productivité. [...] Un des défis essentiels de l'environnement actuel est d'essayer de comprendre pourquoi les investissements d'affaires n'ont pas réagi plus positivement à ce qui devait être vu comme une confluence de facteurs positifs. [...] Le commerce mondial a augmenté plus lentement que le PIB sur les dernières années, mais cela n'est nullement plus visible que dans le cas du commerce intra-asiatique. [...] Étant donné les énormes incertitudes de la période post-2007, j'ai été surpris de la stabilité des principales monnaies de change, pas le contraire. [...] Je dois avouer que j'ai été étonné surpris de toute l'excitation quant aux mouvements de la monnaie chinoise en août. [...] Il y a une limite à ce qu'on pouvait attendre du QE.

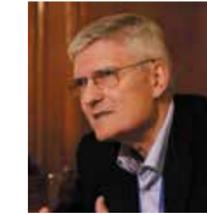


Akinari Horii

Ancien gouverneur adjoint, Banque du Japon, conseiller spécial du Canon Institute for Global Studies

En ce qui concerne la croissance lente de l'économie mondiale, j'ai deux hypothèses : la première, les pressions persistantes d'ajustement des bilans sur l'intermédiation financière ; la deuxième, la diminution des retours sur la mondialisation des économies de marché et l'usage civil des technologies militaires, chacune ayant soutenu l'expansion de l'économie mondiale et du commerce depuis la fin de la guerre froide. Les déclin du taux de croissance du Japon sur plusieurs décennies sont plus à imputer au ralentissement des gains de productivité qu'à celui de la croissance démographique. C'est une erreur de rajouter des fardeaux, comme les prérequis du TLAC, sur les intermédiaires financiers à un moment où la prise de risque est déprimée au sein d'une économie stagnante. Une surveillance prudente est plus importante qu'un ensemble de régulations sévères.

2. Économie et finance



Daniel Daianu

Membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de Roumanie ; ancien ministre des Finances de Roumanie

Les taux de croissance économiques ne sont pas si mauvais si on envisage les séries à long terme. Mais la reprise vient, en grande partie, des politiques non conventionnelles qui, malheureusement, ont des effets collatéraux inquiétants comme la recherche de rendement et une mauvaise affectation des ressources en continu. La chute vertigineuse de l'investissement, même si elle s'avère être le résultat de réajustements nécessaires consécutifs aux excès des décennies récentes, est une source d'inquiétude, car elle pourrait entraver la croissance future. L'hystérésis, l'important et persistant chômage, est également une source d'inquiétude. Les problèmes de distribution sont sur le devant de la scène et il est révélateur que les banquiers centraux les mentionnent. Les décideurs politiques cherchent leur chemin dans le noir alors même qu'ils sont face à d'énormes compromis et que les modèles macroéconomiques sont d'une aide limitée. La mondialisation a ses limites et elle pourrait bien avoir été trop loin : le retranchement actuel, par conséquent, fait sens. Les besoins financiers surdimensionnés doivent être contrôlés et les réformes doivent continuer ; il faut une nouvelle législation de type Glass-Steagall. La finance de l'ombre doit être régulée car elle comporte des risques systémiques.



Jean-Pierre Roth

Président de la Banque cantonale de Genève (BCGE)

Mon sentiment est que nous avons actuellement un décalage de gouvernance au niveau mondial, un décalage de gouvernance macroéconomique. On a trop insisté sur les politiques monétaires et financières et les gouvernements n'ont pas assez agi sur les réformes structurelles. [...] Nous voyons à présent qu'une politique monétaire expansionniste ne suffit pas à générer une croissance durable. Un des éléments manquants est la confiance. Les taux d'intérêt sont au plus bas niveau possible, zéro dans certains pays, mais personne n'investit, et si personne n'investit, c'est parce que les gens n'ont pas confiance en l'avenir, et si les gens n'ont pas confiance en l'avenir, c'est parce qu'ils ne comprennent pas vraiment ce que la macro-politique sera à l'avenir, quand les réformes seront mises en place et la compétitivité reviendra, et nous manquons de transparence. Les gouvernements ne font pas ce qui est à présent nécessaire pour améliorer le climat, la transparence et la vision pour le secteur privé, car l'argent est là, nous disposons d'économies importantes, mais celles-ci sont mobilisées par les investissements financiers ou les investissements à bas rendement plutôt que dans des investissements qui génèrent de la croissance. [...] Je vais encore mentionner le cas des taux d'intérêt très bas et de la basse qualité de l'investissement ; si cela continue, nous pourrions avoir un stock de capital de mauvaise qualité avec un impact négatif sur la croissance future. Il est peut-être temps de commencer un dialogue très fort entre les banques centrales et les gouvernements.



Bozidar Djelic

Associé-gérant et responsable de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, Lazard ; ancien vice-Premier ministre de la Serbie

L'indépendance de la banque centrale peut être considérée comme l'un des plus grands succès des trente dernières années, car elle a aidé à éviter l'intervention politique dans le secteur bancaire mais dans le même temps, il y a de nombreux problèmes en termes de contrôle de la dépense publique. [...] Mon hypothèse est que le QE est là pour durer, donc ce problème ne va pas disparaître, et nous ferions mieux de mettre en place une surveillance démocratique appropriée, [...] En ce qui concerne le problème international, bien sûr, les marchés émergents ont l'air d'enfants criards, pleurant quand cela commence et pleurant quand cela finit. Cependant, il est vrai que dans un monde qui est mieux géré et de façon plus coordonnée, voici une entité qui prend de l'argent et qui vous donne de l'argent, tant que vous êtes au milieu et que vous ne prenez effectivement pas parti. [...] Par conséquent, il y a beaucoup d'anticipation ; cela fait du mal à de nombreux pays émergents ou en transition sans qu'ils en soient responsables dans les faits. Avec ce type de gestion internationale, avec le FMI comme gardien des liquidités, il devrait probablement y avoir une analyse permanente, comme dans le cas des comptes courants, de ce qu'il arrive à l'argent qui sort du QE et qui est prélevé afin d'être mieux géré. Le dernier point concerne le QE et la bulle. Le plafond du marché mondial en 2000 était de 53 billions de dollars, 36 billions en 2009 et 64 billions en ce moment, un record sans précédent. Nous avons parlé des difficultés des dernières années, et entre 2009 et 2015 nous avons presque doublé, [...] De nombreuses personnes qui étudient les crises vous diront que c'est un très gentil avertissement des corrections à venir. Les banquiers d'investissement vont très bien, les bonus vont très bien, mais dans un ou deux ans, cela va changer.



Marek Belka

Président de la Banque nationale de Pologne

Est-ce que la politique monétaire non conventionnelle a été efficace dans l'ensemble ? Si on pose la question aux économistes des principales banques centrales, ils diront que oui, et ils montreront la baisse des taux d'intérêt tout au long de la courbe des taux d'intérêt ; cela ne fait aucun doute. Cependant, là où l'on commence à douter, c'est lorsqu'il s'agit de déterminer si cet impact sur les taux d'intérêt a vraiment eu des répercussions importantes sur l'économie réelle. On ne le sait pas, mais la réponse est probablement oui, et on peut certainement en discuter. Le problème, à présent, ce sont les effets collatéraux de cette politique monétaire, et nous avons dit dix mille fois que nous voyageons ici en terre inconnue et que nous ne savons pas vraiment. Il y a dix ans, nous aurions sûrement été terrifiés de l'hyperinflation tapie quelque part, mais maintenant nous comprenons qu'il ne s'agit pas d'inflation, mais de la possibilité de créer des bulles financières, et pas nécessairement dans les pays qui produisent les politiques non conventionnelles mais ailleurs. Les politiques non conventionnelles sont extrêmement déstabilisantes pour les politiques monétaires et les politiques économiques en général dans de nombreuses économies de marché émergentes. [...] Une chose est absolument certaine : les politiques monétaires non conventionnelles ont amplifié la dominance du secteur financier sur l'économie réelle dans le monde entier. C'est l'une des plus grandes faiblesses que l'économie mondiale a développées sur les vingt ou trente dernières années – les politiques non conventionnelles n'ont pas aidé, mais au contraire, elles ont exacerbé le problème.

3. Chine



PRÉSIDENT ET MODÉRATEUR :

Park In Kook

Président de la Korea Foundation for Advanced Studies, Co-président du Beijing/Shanghai Forum

L'ascension de l'économie chinoise pose aussi la question de savoir si le monde se dirige vers l'harmonie et la coprosperité – ou s'il est condamné à tomber dans le piège de Thucydide. [...]le président Xi a parlé d'un nouveau type de relations entre les grandes puissances lors du récent sommet sino-américain. [...] Dans l'arène mondiale multilatérale, les deux parties ont trouvé un terrain d'entente sur bon nombre de sujets dont la lutte contre le changement climatique, l'anti-terrorisme et la lutte contre la cybercriminalité. [...] Sur le front controversé ou volatile, les Etats-Unis et la Chine ont des différends maritimes et territoriaux en mer de Chine méridionale. [...] Mais les accords entre les deux présidents pour améliorer la sécurité air-air et la communication de crise sont bienvenus et constituent des exemples de mesures visant à construire la confiance. [...] Hors de Chine, on retrouve toujours des plaintes récurrentes. A ce jour, seul 3 % du marché financier chinois est ouvert aux étrangers. Jusqu'à l'amélioration de ce problème de fond, les étrangers auront toujours des hésitations et des doutes [...] Il serait très positif que la Chine rejoigne le TPP et les Etats-Unis l'AIIB.



Jia Qingguo

Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin

Quand les gens parlent des relations sino-américaines, nombreux sont ceux qui pensent qu'elles se dirigent vers un conflit et une confrontation et on peut trouver de nombreux conflits pour illustrer cet argument. Cependant, la Chine et les Etats-Unis coopèrent sur un nombre de problèmes de plus en plus grand et de façon de plus en plus profonde, et les exemples sont tout aussi abondants. Les Etats-Unis et la Chine vont-ils entrer en conflit armé? La réponse est que c'est fort peu probable. D'abord, les enjeux d'une confrontation militaire sont trop élevés. Deuxièmement, la Chine est devenue partie prenante dans l'ordre international existant, la Chine et les Etats-Unis ont tous deux plus d'intérêt à travailler ensemble pour gérer les défis mondiaux. Le potentiel de coopération entre les deux pays est fort. Tout d'abord, la tendance des réformes en Chine suggère qu'il y aura plus de place pour la coopération. Deuxièmement, à mesure que la Chine devient partie prenante dans l'ordre international existant, les Etats-Unis et la Chine ont tous deux plus intérêt à travailler ensemble pour résoudre les défis mondiaux. Donc, la mesure dans laquelle le potentiel de coopération entre les deux pays peut être réalisé dépend, je pense, de comment Pékin et Washington gèrent la relation : si Pékin sera capable de définir ses intérêts de façon progressive, si la Chine pourra exercer prudemment sa puissance nouvellement acquise et dans quelle mesure les Etats-Unis s'adapteront à la montée de la Chine et pourront persuader la Chine qu'ils ne lui veulent pas de mal.



Zhang Yunling

Professeur d'économie internationale, membre de l'Académie et directeur des études internationales, Académie chinoise des sciences sociales (CASS)

Nous observons aujourd'hui dans la région une nouvelle situation et un nouveau concept en matière de sécurité. Nous vivons à l'ère de la mondialisation et la région, quelles que soient nos différences, est économiquement intégrée, exception faite de la Corée du Nord. Tous les autres membres sont profondément intégrés ou impliqués, ce qui signifie que nous partageons des intérêts communs. Des groupes d'intérêt exercent de très fortes pressions auprès des décideurs politiques afin que ces tendances se maintiennent. [...] La sécurité dépasse largement le cadre national. Nous avons la sécurité régionale, la sécurité mondiale, la sécurité non traditionnelle, en particulier avec la nouvelle menace terroriste, et ainsi de suite. Cela signifie que, dans le domaine de la sécurité, nous devons réfléchir à des idées nouvelles au lieu de nous cantonner à une réflexion conventionnelle. Le futur ordre de la sécurité régionale ne sera pas dominé par les Etats-Unis. Elle ne sera pas dominée par la Chine car celle-ci n'est pas capable d'assumer ce rôle. [...] La Chine considère la sécurité coopérative comme un nouveau concept de sécurité, et dans ce type de nouveau cadre et de nouvelle architecture, il est impossible pour la région de créer un accord de sécurité entièrement unilatéral. [...] L'essor de la Chine a tendance à susciter de nombreuses préoccupations et à générer les pires attentes. L'avenir de la sécurité dans la région repose sur deux aspects. Premièrement, la façon dont nous appréhendons, acceptons et gérons l'essor de la Chine. Deuxièmement, la Chine continuera à jouer un rôle actif et participera à toutes sortes d'initiatives, d'accords et d'organisations sous-régionales existantes, et là réside le plus grand espoir.



Richard Cooper

Professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard

J'ai pour mission de vous parler des perspectives de croissance de la Chine [...] la croissance chinoise va continuer à baisser au cours des dix ou vingt prochaines années. [...] cette baisse du taux de croissance n'est pas le signe d'un échec de la politique en Chine. [...] Pourquoi le taux de croissance va-t-il baisser ? J'ai identifié six facteurs. [...] certains de ces facteurs sont aussi à l'origine de la formidable croissance de la Chine ces 30 dernières années. [...] Pourquoi la croissance a-t-elle été aussi forte ? [...] Le premier facteur est l'éducation. [...] Le deuxième facteur concerne la diaspora. Le troisième facteur est le dividende démographique. Le dividende démographique va cesser d'être une source de croissance car la société chinoise vieillit et les Chinois quittent la vie active plus rapidement qu'ils n'y entrent. Le quatrième facteur est la migration rurale-urbaine. [...] Lorsque l'économie se développe et que les revenus augmentent, les actifs quittent l'agriculture pour une activité économique plus productive – l'industrie ou les services. [...] il existe encore un certain potentiel de croissance. Celui-ci est toutefois bien moins important qu'auparavant car la plupart des personnes énergiques et dynamiques sont déjà parties. [...] Le cinquième facteur concerne l'investissement. La politique officielle de la Chine consiste à réduire l'investissement en faveur de la consommation publique et privée. [...] du fait de la baisse du ratio investissement-PIB et du taux de retour sur investissement, la croissance devrait reculer. Le dernier facteur concerne les exportations. L'époque où la part de la Chine dans le commerce international augmentait significativement est désormais révolue. [...] Pour toutes ces raisons, nous allons assister à un recul significatif du taux de croissance dans les années à venir et cela aura des conséquences sur le plan international.

3. Chine



Qiao Yide

Vice-président et secrétaire général,
Shanghai Development Research Foundation

Je vais m'appuyer sur le cas de la réforme du taux de change annoncée en août afin d'expliquer l'écart cognitif entre les décideurs chinois, les observateurs et investisseurs étrangers. La réforme vise à changer le mode de cotation de la parité centrale dans le cadre de la réforme du mécanisme des taux de change, mais le reste du monde a conclu à tort que le gouvernement chinois essayait désespérément d'éviter l'effondrement de l'économie chinoise en dépréciant le RMB. Afin de réduire ces écarts cognitifs, le monde doit comprendre que la philosophie de réforme chinoise est le gradualisme, et faire la distinction entre une erreur politique et la tendance générale des réformes. Par ailleurs, le gouvernement chinois doit rationaliser son processus de décision et communiquer de façon plus efficace avec le reste du monde.



Bark Taeho

Professeur à l'Université nationale de Séoul,
ancien ministre du Commerce,
République de Corée

Les relations entre la Chine et les Etats-Unis dans le domaine des accords et négociations commerciales ne semblent pas très bonnes. Dans le cycle de Doha, les Etats-Unis et la Chine n'arrivent pas à trouver de terrain d'entente. Le TPP conclu le mois dernier n'inclut pas la Chine. Par ailleurs, la Chine participe aux négociations d'un ALE Chine – Japon – Corée (CJC) et du RCEP. La Chine et les Etats-Unis semblent s'affronter sur l'intégration du commerce régional en Asie-Pacifique. La rencontre du G20 qui doit se dérouler en Chine l'an prochain pourrait être l'impulsion nécessaire pour revitaliser le cycle de Doha avec un agenda révisé plus objectif et plus neutre. Pour être cohérente avec les directions des réformes de sa politique intérieure, la Chine devrait assumer un leadership plus actif afin de mettre au point des ACR de meilleure qualité, que ce soit l'ALE CJC ou le RCEP. Les économies d'Asie de l'Est devraient agir ensemble et envisager l'idée d'une intégration de leurs relations commerciales avec l'UE dans un futur proche.



Michel Foucher

Titulaire de la chaire de géopolitique
appliquée au Collège d'études mondiales,
ancien ambassadeur de France en Lettonie,
ancien directeur du Centre d'analyse, de pré-
vision et de stratégie du ministère français des
Affaires étrangères

J'aimerais partager avec vous une vision spécifiquement européenne de l'initiative chinoise OBOR. Yi Dai Yi Lu a trois dimensions. La première concerne la « nouvelle normalité » dans le modèle et la croissance économique, une tentative de maîtriser une transition économique depuis le « fabriqué en Chine » vers le « fabriqué par la Chine » et qui conduit les entreprises à chercher de nouveaux moteurs de croissance hors du territoire chinois, en bref à exploiter leurs surcapacités industrielles. La deuxième dimension concerne le concept pratique de la connectivité, en particulier en Eurasie, et sans limites géographiques précises. La précédente WPC à Séoul a mis en avant cet aspect puisque c'est la géoéconomie qui va façonner les résultats géopolitiques. Ce dernier point est lié à la fois à la géoéconomie et la géopolitique. L'initiative Yi Dai Yi Lu est bien plus qu'un outil de communication – un effet d'annonce. C'est une stratégie grandiose, pas très éloignée de la politique de voisinage européenne et de la diplomatie économique, deux notions qui font sens en France. Mais l'implantation de cette grande et très ambitieuse stratégie implique que la Chine endosse plus de responsabilités diplomatiques et politiques pour résoudre les conflits car de nombreuses régions incluses dans le projet sont dans une situation très critique, à commencer par le Pakistan et l'Afghanistan.





Khalid Bin Mohammed Al Attiyah

Ministre des Affaires étrangères de l'Etat du Qatar

La semaine dernière, nous étions à Vienne pour parler d'un sujet qui concerne aujourd'hui le monde entier. En effet, il ne s'agit pas seulement d'un problème interne à la Syrie ou spécifique à la population syrienne, il a des répercussions dans le monde entier. L'intensification de cette crise et la difficulté à trouver une solution pour la Syrie affectent le monde entier. Je n'exagère pas ! Vous êtes tous parfaitement informés et vous voyez bien que ce conflit déborde sur le reste du monde, avec l'exportation de terroristes ou de réfugiés, et c'est pourquoi nous avons essayé de trouver une solution politique à Vienne. [...] nous sommes, avec vous, les plus à même de combattre les terroristes dans la région et dans le monde. [...] Nous devons garder à l'esprit que des hommes et des femmes vivent en Syrie. Nous ne pouvons pas les laisser face à un choix cruel : la tyrannie du régime ou la brutalité de terroristes. Nous devons donc veiller sur le peuple syrien. Ces gens combattent sur cinq fronts depuis cinq ans maintenant. Ils n'ont pas baissé les bras, ils ont des besoins. Nous devons répondre à leurs besoins et nous devons les écouter. Nous essayons de convaincre nos collègues de les écouter. [...] nous voulons tous un cessez-le-feu, mais nous avons besoin d'une feuille de route politique afin que chacun sache où aller.





Patrick Pouyanné

Directeur général et président
du comité exécutif, Total

Quand je prends le scénario à deux degrés de l'AIE, parce que je m'inscris bien dans cette démarche, il y aura 60 % d'énergies fossiles en 2040, il y aura 10 % de solaire et d'éolien... et 11% de nucléaire. C'est ça la réalité du monde de l'énergie et du monde dans lequel nous sommes et nous serons. En même temps, je ne dis pas ça pour défendre nos entreprises pétrolières. Parce que, fondamentalement, des entreprises pétrolières et gazières comme Total font partie du problème. Puisque l'énergie est la source d'environ deux tiers des émissions de CO₂ et le pétrole et le gaz de 40 %. Je suis convaincu que nous avons entre nos mains une partie des solutions, parce que le monde de l'énergie, c'est le nôtre, que nous avons les moyens technologiques et les moyens financiers. Et que toute transition énergétique ne peut se passer que de façon graduelle. [...] l'ambition qu'une entreprise comme Total doit avoir, c'est d'être toujours un grand du monde de l'énergie de demain. Et donc de participer au développement du gaz et des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Et s'engager, c'est là qu'on rejoint la géopolitique, en faisant en sorte que les compagnies pétrolières et gazières soient des acteurs responsables. C'est ce que nous avons cherché à faire depuis deux ans, en étant à la tête, avec un certain nombre d'autres pétroliers, d'une initiative collective. [...] Et puis, il y a des enjeux à plus long terme dont celui du changement climatique. La aussi, les vingt prochaines années, je dirais qu'on réfléchit à vingt ans, sont sans doute cruciales pour le monde de l'énergie et pour les groupes énergétiques. Et donc, nous devons nous-mêmes avoir des visions à moyen et long termes en cherchant justement à être des éléments stabilisateurs dans un monde où souvent, prévaut malheureusement le court-termisme et la volatilité.



8th EDITION GLOBAL GOVERNANCE November 20-22, 2015 • Montreux

www.worldpolicyconference.com



Thomas Bagger

Directeur de la planification politique à l'office fédéral allemand des Affaires étrangères

Il y a eu un fort sentiment dans le débat allemand tout au long des années de la crise de la zone euro, c'est que ce dont on a vraiment besoin est une adaptation assez fondamentale de nos systèmes sociaux et économiques nationaux et européens. Ce n'est pas juste une question d'équilibre au sein de la zone euro. C'est aussi une question d'adaptation à un monde plus concurrentiel. Je pense que d'obtenir cet équilibre en maintenant la cohésion interne, mais pas en tant que système fermé, en tant qu'Europe ouverte dans un monde de plus en plus concurrentiel, voilà ce qui est à été le combat au cœur de la zone euro sur les cinq dernières années. [...] Je citerai un passage de l'article que j'ai écrit sur le « moment allemand » : « Les limites du moment allemand dont je parlais résident précisément là, dans le fait que ce moment est allemand et non européen. » Par conséquent, pour rendre ce moment viable, nous avons justement besoin de l'Europe. L'Allemagne a besoin de l'Europe, et nous continuerons à investir dans notre participation européenne. [...] Car ce n'est pas pour nous une question de choix, c'est tout simplement un élément fondamental de la réussite de l'Allemagne d'après-guerre.

Peter Hill

Directeur de la Stratégie, ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni

Il ne fait aucun doute que le contexte extérieur à l'Europe s'est beaucoup dégradé ces dernières années et que nous devons reconsidérer nos prévisions en ce qui concerne le sens de l'histoire. Pour la prochaine génération, ce contexte extra-européen s'annonce donc plus préoccupant qu'autrefois. Pour une communauté fondée sur la loi, telle que la communauté européenne, cette situation pose un problème particulier que nous nous efforçons, non sans peine, de résoudre. Les institutions et les procédures de l'Union européenne jouent un rôle positif, stabilisateur dans la gestion des défis et des tensions que cette situation engendre entre les États membres. Mais il est vrai que nous luttons encore collectivement pour trouver des solutions concrètes et efficaces. En termes de perspectives globales à long terme, nous devrions avant tout garder confiance dans les valeurs et dans la vigueur de l'Europe et des États-Unis. Nous avons une bonne réserve et du répondant – les gens se focalisent sur les flux, mais notre réserve est solide. Et si l'ordre auquel nous tenons au niveau international se heurte à des difficultés, il n'est pas en train, comme le disent certains, de s'effondrer sous nos yeux. Nous pouvons rester confiants pour ce qui est des deux prochaines décennies, mais la situation exige que nous affrontions vraiment les difficultés qui se posent à nous et que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour les résoudre.

Justin Vaïsse

Directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

Je pense que les raisons d'être inquiet sont fondées. Si on se replace quinze ans auparavant, qu'on voit les ambitions qui étaient celles de l'Europe et l'élan qui était celui de l'Europe dans les années 90, évidemment, on est à un lieu très, très différent. Ce qui m'inquiète particulièrement, ce n'est pas seulement la multiplicité des crises, mais aussi la façon dont elles se combinent et leur possible enchaînement. Il y a un lien, en tout cas, un lien possible quand on essaie d'anticiper les choses, entre la crise des réfugiés et la cohésion européenne, par exemple, entre l'ouest et l'est, la question du référendum britannique et cet élan qu'on pourra retrouver ou non. [...] Il y a encore dix ans, nous lancions la politique européenne de voisinage qui était censée stabiliser et pacifier l'est et le sud de l'Europe. Et évidemment cette politique n'a pas été un grand succès. [...] Au lieu d'exporter de la stabilité, nous avons importé de l'instabilité. [...] Face à ces raisons d'être inquiet, il y a des raisons, au moins, d'espérer. [...] J'étais à Washington entre 2007 et 2012, pendant le gros de la crise de l'euro. Et là où je me trouvais dans les think tanks à la Brookings, au Peterson Institute et ailleurs, une majorité d'analystes pensait que l'euro zone allait éclater. Ça ne s'est pas fait. Démontrant ainsi qu'il y avait des logiques sous-jacentes assez puissantes à la continuation du projet européen,





WORLD POLICY CONFERENCE
8th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 20-22, 2015 • Montreux

WORLD POLICY CONFERENCE
8th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 20-22, 2015 • Montreux

WORLD POLICY CONFERENCE
GLOBAL GOVERNANCE
8th EDITION
November 20-22, 2015 • Montreux
www.wppolicyconference.com

WORLD POLICY







**Igor Yurgens**

Einstein a dit que la force la plus importante est la force de l'intellect. La WPC est la force de l'intellect personnifiée par son dirigeant. Thierry de Montbrial sait comment trouver les bonnes personnes. Si vous trouvez les bonnes personnes et que vous concentrez l'intellect au même endroit, cela produit un résultat qui ne peut être ignoré.

Jean-David Levitte

Année après année après année, nous rassemblons des personnes d'horizons différents avec des expériences différentes. Le miracle de la WPC est que nous travaillons ensemble ; nous essayons d'imaginer ensemble de nouvelles façons, solutions ou moyens d'avancer dans la bonne direction. Cette année, je pense, est probablement l'une des meilleures auxquelles j'ai assistées.

Susan Liautaud

Je pense que la WPC est idéale pour discuter d'éthique. Au début de mon intervention j'ai cité le discours de Thierry de Montbrial cette année, où il a lancé un appel aux armes pour l'éthique ; il a dit que l'éthique devait sous-tendre toutes nos réflexions et la gouvernance mondiale, et je crois que le pivot de la gouvernance mondiale est la prise de décision éthique. Donc c'est le forum idéal.

Itamar Rabinovich

Je pense que la WPC est un excellent lieu. Elle est suffisamment grande pour être diverse, pour avoir un nombre significatif d'individus bien informés, intéressés et influents. Ce n'est pas un océan de diversité dans lequel certains domaines se perdent, et ce n'est pas une petite rencontre entre 25 mêmes personnes. Je pense qu'elle a la taille optimale, et une très bonne constitution.

Arkebe Oqubay

La WPC est une plateforme importante. L'avantage de cela, tout d'abord, c'est qu'il est possible de discuter des systèmes de gouvernance économique internationale, qui sont essentiels, car les pays moins développés ou en développement ont besoin d'un environnement où l'ordre économique international leur est favorable. Ensuite, cela donne aussi une plateforme pour accumuler de l'expérience. La WPC est devenue une excellente source d'expérience, ainsi qu'un lieu pour exprimer nos inquiétudes et notre perspective sur ce à quoi l'environnement international devrait ressembler.

Lionel Zinsou

La WPC a été l'un des premiers forums géopolitiques importants de ce genre où les dirigeants ont envisagé deux problèmes pas vraiment à la mode : l'importance des faits religieux en géopolitique – cela a commencé dès le premier jour, lors de la conférence de 2008 à Evian – et l'Afrique. Elle a été une des rares conférences à promouvoir un plaidoyer permanent pour le rôle de l'Afrique. La place du centre de gravité sera absolument essentielle pour le monde : la conférence a anticipé ces problématiques.

Yunling Zhang

Le sujet de la WPC, la gouvernance globale, est très pertinent compte tenu de l'actualité : nous avons des problèmes économiques mondiaux émergents, en particulier en ce moment, nous sommes tous concernés par une menace terroriste. Je pense que la WPC devrait jouer un rôle plus important et plus actif pour étudier, au travers de discussions, ces importantes questions mondiales pour lesquelles nous avons un intérêt commun.

M.K. Narayanan

Ce qui distingue la WPC de la plupart des conférences internationales est qu'elle réunit certaines des meilleures personnes pour y participer : la plupart d'entre elles sont des penseurs, et par conséquent, elles apportent énormément de perspicacité sur comment gérer les problèmes. La WPC offre ce qui est peut-être l'un des meilleurs forums pour échanger des idées et enrichir ses réflexions.

Yukio Okamoto

Le Japon et la Chine, le Japon et la Corée ne peuvent gérer les problèmes par des discussions et négociations bilatérales. Il doit y avoir quelqu'un – les Etats-Unis, ou encore mieux, la WPC, ce forum objectif qui représente ce qu'on pourrait appeler une « troisième voie » – pour intervenir et discuter avec nous, et avec eux. Si le Japon et la Chine sont seuls à la table, la discussion sera à somme nulle, il faut absolument un arbitre.

Charles-Edouard Bouée

Le monde change. Il y a une convergence entre le rôle géopolitique des Etats et les gouvernements, les affaires, les peuples et la culture. Cet événement est l'endroit où l'on peut discuter de ces trois dimensions dans un environnement détendu mais également très intéressant.

Mona Makram-Ebeid

La WPC fournit une plateforme fantastique pour s'exprimer ouvertement, pour rencontrer des personnes intelligentes, des personnes expérimentées, des citoyens du monde.

Kemal Dervis

Ils choisissent les sujets abordés de façon très intelligente et pertinente. Il y a vraiment de la substance, mais également une amitié qui évolue d'année en année. J'aime la taille : ce n'est pas une toute petite conférence, mais elle n'est pas non plus énorme ; on a la possibilité de discuter des choses en profondeur, pas seulement pendant les sessions mais également pendant les moments de sociabilité. J'aime le fait qu'elle dure deux jours et demi, presque trois : une fois encore, on a le temps pour une certaine profondeur. De nombreux panels et conférences sont concentrés en si peu de temps qu'on vise les phrases choc. Ici, il y a plus d'espace pour de véritables discussions.

Jacob Frenkel

La WPC est une organisation extrêmement importante, parce qu'elle réunit le secteur privé, le secteur public, des banquiers, des banquiers centraux, des représentants des pays du monde entier et le sujet du monde intégré concerne tout le monde, c'est l'histoire de la mondialisation. Plus vous interagissez, plus vous augmentez votre compréhension de la façon dont l'économie mondiale et la géopolitique mondiale fonctionnent, et meilleure sera votre contribution.

John Lispky

En contribuant au dialogue, la WPC est très utile. Je suis toujours très heureux de venir ici car je sais je vais entendre des voix différentes de celles que j'entends habituellement chez moi, entendre des opinions issues du monde entier, de personnes qui ont à la fois beaucoup de connaissances et beaucoup d'expérience.

Jean-Claude Trichet

La WPC est d'une grande aide car elle se concentre, depuis ses débuts, sur la gouvernance mondiale – comme le suggère son titre. Nous croyons – et je crois, personnellement, que la gouvernance mondiale est plus importante que jamais dans le monde d'aujourd'hui, car nous subissons tant de changements structurels spectaculaires. La gouvernance mondiale associée à la mondialisation est essentielle, mais nous devons également faire face à de nouveaux défis liés à la science et à la technologie, la révolution informatique qui galope et transforme tout sur la planète, y compris les processus de production. On a également, bien sûr, les nouveaux défis géopolitiques, y compris – malheureusement – le terrorisme. Tout ceci crée une nécessité absolue d'améliorer la gouvernance mondiale.

Mario Monti

La WPC joue un rôle important car elle permet aux dirigeants d'avoir une meilleure conscience des interdépendances. Bien sûr, la WPC n'est pas ouverte aux citoyens ordinaires ; pour cela, il y a d'autres instruments de communication et de prise de conscience. Cette conférence est pour les dirigeants de pays, de mouvements culturels, d'institutions internationales, et je pense que c'est un exercice très utile car, en effet, c'est également une contribution intellectuelle et politique pour vaincre la tentation de l'isolationnisme.

Jim Hoagland

La WPC stimule de nouvelles idées, de nouvelles façons de penser. Elle nous donne la chance de présenter des idées. Elle fait naître le débat. Elle exerce une pression de type intellectuel et politique. C'est un forum extrêmement utile, en particulier car elle est l'une des rares conférences où on trouve une réelle approche bilingue, le rassemblement du français et de l'anglais, des attitudes européennes et américaines.

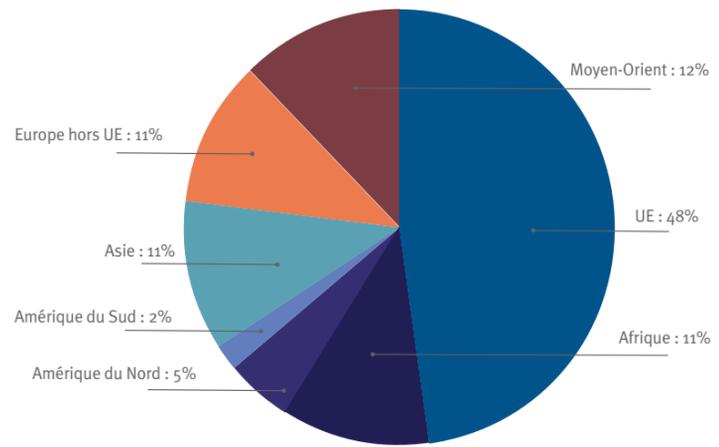
Manuel Hassassian

Je pense que la WPC est d'une grande aide, car elle rassemble au moins les partenaires du conflit israélo-palestinien. Je pense que le compromis politique est la seule solution à ce conflit.

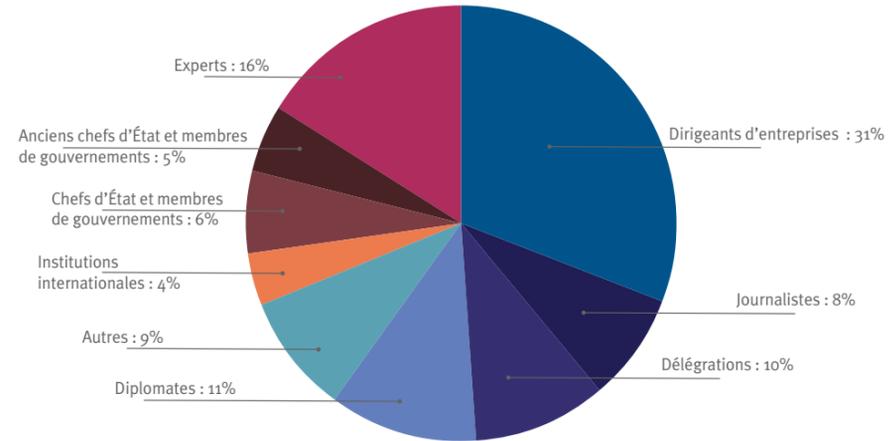
Vuk Jeremic

La composition des participations est de première classe. Les sujets abordés sont très pertinents à un moment où le monde est en pleine fluctuation.

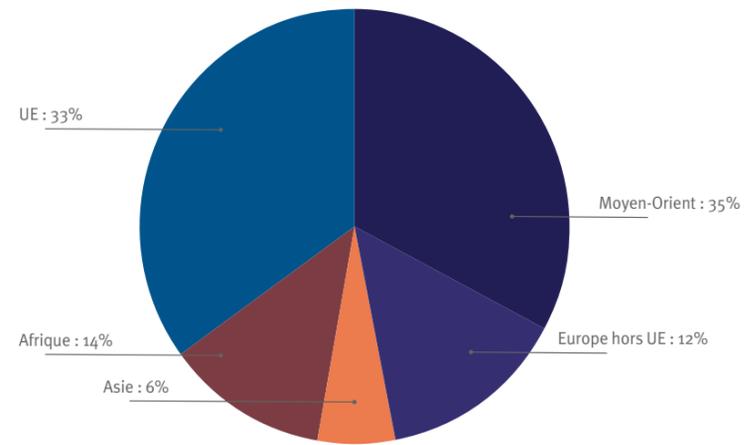




Participants - Répartition géographique
(Total: 323 participants de 57 pays)



Participants - Répartition par fonction
(Total: 323 participants de 57 pays)



Revue de presse - Répartition géographique
des principaux articles
(Total: 78 articles)

INVITÉS



**Abdelatif, Jalal**

Responsable de la division du développement des capacités, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

Abdelatif, Soumeya

Médecin algérienne. Première Vice-présidente chargée du dialogue Nord-Sud pour les pays arabes et la Méditerranée à l'Institut Robert Schuman pour l'Europe.

Abiteboul, Jean

Président de Cheniere Marketing Ltd, filiale à 100% de Cheniere Energy, Inc., société basée à Houston spécialisée dans l'importation et l'exportation de gaz naturel liquéfié. Il a notamment été vice-président exécutif de l'international, Gaz de France (désormais Engie).

Ahmed, Masood

Directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI. Il a été directeur du département des Relations extérieures du FMI. Il également travaillé à la Banque mondiale.

Ahsan, Shameem

Ambassadeur du Bangladesh auprès de la Confédération suisse et représentant permanent auprès de l'Office des Nations unies et des autres organisations internationales à Genève. Ancien ambassadeur du Bangladesh au Brésil.

Akadiri, Saliou

Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'extérieur. Il a notamment été maire de la commune de Pobè et directeur de cabinet de l'administrateur général à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Aladji Boni Diallo, Mariam

Diplomate, conseiller spécial aux Affaires diplomatiques du président de la République du Bénin depuis 2007. Elle a été ministre des Affaires étrangères, ambassadeur et secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine.

Al-Assad, Ribal

Fondateur et directeur de l'Organisation pour la démocratie et la liberté en Syrie et président de la Fondation Iman. Il est particulièrement engagé en faveur du développement du dialogue et des rapports interreligieux entre musulmans, juifs et chrétiens tout autour du monde.

Alhajeri, Manaf

Directeur général du Kuwait Financial Center, plus connu sous le nom de Markaz. Il a été directeur adjoint dans le département d'investissements au Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe.

Al-Henzab, Abdulla

Ambassadeur de l'Etat du Qatar auprès des Nations unies à Genève.

Allard, Patrick

Consultant auprès du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie, ministère des Affaires étrangères. Il a été conseiller pour les questions économiques et financières internationales à la direction de la Prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Al-Shatti, Abdulmajeed

Membre du Conseil suprême du pétrole, Koweït. Conseiller économique indépendant dans le domaine de la politique publique, de l'énergie, de la finance et de l'économie des réseaux sociaux. Ancien président du conseil d'administration et directeur général de la Commercial Bank of Kuwait.

Al-Thani, Meshal Bin Hamad Mohamed Jabr

Ambassadeur de l'Etat du Qatar en France. Il a été représentant permanent de l'Etat du Qatar auprès des Nations unies à New-York, ambassadeur de l'Etat du Qatar au Royaume de Belgique.

Altunaib, Bader Saleh

Ambassadeur du Koweït auprès de la Suisse.

Amirabdollahian, Hossein

Vice-ministre des Affaires étrangères chargé du département arabo-africain, République islamique d'Iran. Il a notamment été directeur général pour le Golfe Persique et le Moyen-Orient, ambassadeur d'Iran au Bahreïn.

Amrani Youssef

Chargé de mission au cabinet royal du Maroc. Il a été nommé ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération par Sa Majesté Mohammed VI. Il a été secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée.

Anguelov, Simeon

Conseiller du président de l'Académie des Sciences bulgare. Ancien directeur exécutif du Club politique des Balkans. Il a notamment été ambassadeur de Bulgarie en France.

Aoun, Marie-Claire

Directrice du centre Energie de l'Ifri et enseignante à l'Université Paris Dauphine. Elle a été économiste à la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE).

Appert, Olivier

Président du Conseil Français de l'Énergie et du Comité français du Conseil Mondial de l'Énergie. Il est aussi délégué général de l'Académie des Technologies. Il a notamment été président-directeur général de l'IFP Energie Nouvelles.

Auajjar, Mohamed

Ambassadeur et représentant permanent du Royaume du Maroc à Genève.

Badré, Bertrand

Directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale. Il a notamment été directeur finances groupe de la Société Générale après avoir occupé le même poste au sein du Crédit Agricole.

Bagger, Thomas

Directeur de la planification politique à l'office fédéral allemand des Affaires étrangères. Il a été directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères allemand. Il a mené plusieurs missions politiques à l'ambassade allemande d'Ankara et de Washington.

Bark, Taeho

Professeur et ancien doyen à la Graduate School of International Studies (GSIS) de l'université nationale de Séoul. Il a été ministre du commerce de la République de Corée et ambassadeur extraordinaire chargé de l'économie et du commerce internationaux.

Barrault, François

Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT et l'édition. Président de l'Idate/DigiWorld Institute (Institut de l'Audiovisuel et des télécommunications en Europe). Ancien PDG de Lucent EMEA.

Barré, Nicolas

Directeur de la rédaction des Echos. Il a été directeur délégué de la rédaction du Figaro, directeur du bureau des Echos à Tokyo et correspondant des Echos aux Etats-Unis.

Belka, Marek

Président de la Banque nationale de Pologne et professeur d'économie. Il a notamment été vice-Premier ministre, ministre des Finances à deux reprises et Premier ministre de la Pologne.

Bensemhoun, Arié

Directeur exécutif d'ELNET depuis 2011. Il a construit une grande partie de sa carrière dans le secteur privé en tant que consultant en communication, relations publiques et internationales sur des questions stratégiques et liées au Moyen-Orient.

Benz, Joanna

Responsable de CH2M HILL en Pologne et président du conseil d'administration.

Bin Mohammed Al

Attiyah, Khalid
Ministre des Affaires étrangères de l'Etat du Qatar. Il a été président du conseil d'administration de la Bourse du Qatar, vice-président de l'Autorité du centre financier du Qatar, ministre du Commerce par intérim et Ministre d'Etat pour la Coopération internationale.

Bliznashki, Georgi

Ancien Premier ministre de Bulgarie. Il est professeur de droit constitutionnel à l'Université de Sofia depuis 1983 et professeur invité à l'Université "Neofit Rilski". Il a été membre du Parlement européen.

Boadu, Prince

PDG et co-fondateur de MapTech Logistics Limited, entreprise qui utilise la puissance des systèmes d'information géographique (GIS) pour résoudre des problèmes rencontrés par les entreprises en développant et déployant des applications GIS.

Bönning, Matthias

Directeur général adjoint et directeur de la recherche, oekom research AG. Il donne des conférences à l'Université technique de Munich, à la Frankfurt School of Finance & Management et à l'Université de Zurich.

Bouabid, Othman

Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc. Ancien gouverneur. Il a été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, chargé de mission au cabinet du ministre de l'Intérieur et administrateur à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.

Bouée, Charles Edouard

PDG de Roland Berger. Il a rejoint le bureau de Paris en 2001 en tant que Senior Partner. En 2006, il devient président et directeur général de Roland Berger pour la Chine et en 2009, il est nommé à la tête de l'équipe de direction de l'Asie.

Bouis, François-Xavier

Fondateur et président, Compagnie Financière Jacques Cœur – CFJC. C'est dans la banque d'investissement qu'il a réalisé sa carrière professionnelle entre 1987 et 1997.

Bréchet, Christian

Directeur général de l'Institut Pasteur. Il a notamment été vice-président de l'Institut Mérieux en charge des affaires médicales et scientifiques et directeur général de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm).

Bronza, Boro

Ambassadeur de Bosnie-Herzégovine en Suisse. Il a été ambassadeur de Bosnie-Herzégovine en Grèce. Il est également professeur invité au sein du département d'histoire de la faculté de philosophie, Université de Banja Luka.

Bruelhart, Wolfgang**Amadeus**

Ambassadeur, responsable du département Moyen-Orient et Afrique du Nord au ministère des Affaires étrangères de Suisse depuis 2012. Il a été ambassadeur de Suisse aux Emirats arabes unis.

Bujon de l'Estang,**François**

Président, FBE International Consultants. Il a été International Adviser chez Citigroup Global Markets Limited et membre du European Advisory Board de Citi après avoir été Président de Citigroup France. Ancien Ambassadeur de France aux États-Unis et au Canada.

Burelle, Jean

PDG de Burelle et président d'honneur de Plastic Omnium. Il a été directeur de département, directeur général puis PDG de Plastic Omnium. Il a également été membre du conseil exécutif du Medef.

Burkhalter, Didier

Conseiller fédéral, chef du département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Suisse, depuis 2012. Ancien président de la Confédération suisse (2014). Il a été élu au conseil fédéral en 2009. Il a été chef du département fédéral de l'Intérieur (DFI).

Caillé, André

Administrateur de sociétés, dont Junex inc. Il est membre du conseil d'administration de la Banque nationale du Canada. Il a été Chancelier de l'université de Montréal, Président du Conseil mondial de l'énergie et sous-ministre de l'Environnement du Québec.

Carfantan, Jean-Yves

Consultant senior, il dirige AgroBrasConsult, une société de conseil brésilienne spécialisée en marchés et investissements agricoles et installée à São Paulo. Il est membre du comité directeur du Global Food Security Forum (GFSF).

Caspi, Yigal B.

Ambassadeur d'Israël auprès de la Suisse et du Liechtenstein. Il a été directeur général suppléant pour les Médias et les Affaires publiques au ministère des Affaires étrangères, ambassadeur d'Israël auprès de la République de Corée.

Chabannes, François

Co-président de la Fondation Alcen pour la Connaissance des Énergies. Président de Technochabs. Ancien délégué général du CIDEF.

Chalmin, Philippe

Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'université Paris-Dauphine. Il est le président fondateur de Cyclope, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières.

Chatikavanij, Korn

Ancien ministre des Finances du Royaume de Thaïlande. Il est président du Thailand Democrat Party Policy Unit. Il a été président de JP Morgan Securities (Thaïlande).

Cherkaoui, Mohamed

Professeur et directeur de recherche émérite au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Il est professeur à vie à l'Université Hassan II et co-directeur de la collection Sociologies aux Presses Universitaires de France.

Chuquihuara Chil,**Luis Juan**

Ambassadeur du Pérou auprès de la Suisse.

Cleary, Seán

Vice-président de la FutureWorld Foundation et président de Strategic Concepts (Pty) Ltd. Conseiller stratégique du président du World Economic Forum, membre de la Fondation Parménides.

Cohen-Tanugi, Laurent

Fondateur et associé-gérant, Laurent Cohen-Tanugi Avocats. Il a été président de la mission interministérielle « L'Europe dans la mondialisation » (2007-2008). Il a aussi été associé du cabinet d'avocats internationaux Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP.

Colloc'h, Corinne

Responsable du Développement Corporate, Airbus Group. Elle a été directrice de l'audit Interne du Groupe Airbus. Elle a également travaillé à Airbus Inc à Washington DC.



**Collomb, Bertrand**

Président d'honneur de Lafarge, qui vient de fusionner pour former LafargeHolcim. Il est membre du conseil d'administration de LafargeHolcim. Ancien PDG de Lafarge. Membre de l'Institut de France, ancien président de l'Académie des sciences morales et politiques.

Cooper, Richard

Professeur d'économie internationale titulaire de la chaire Maurits C. Boas à l'université d'Harvard. Ancien président du National Intelligence Council et de la réserve fédérale de Boston. Ancien sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, Département d'État américain.

Cunningham, Nelson W.

Président et co-fondateur de McLarty Associates. Avant de co-fonder McLarty Associates en 1998, il a travaillé à la Maison Blanche en tant que conseiller spécial du Président Clinton pour les Affaires de l'Hémisphère occidental.

Daianu, Daniel

Professeur d'économie à l'école Nationale d'Etudes Politiques et Administratives, Bucarest et membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de la Roumanie. Ancien ministre des Finances de la Roumanie.

David, Dominique

Conseiller du président de l'Ifrri et rédacteur en chef de Politique étrangère. Ancien directeur exécutif de l'Ifrri. Il a précédemment dirigé le département des études de sécurité de l'Ifrri.

Dassas, Pierre

Président de The House of the Rising Stars Foundation (Genève, Suisse), président de European Leadership Network (Diplomatie et Défense, États-Unis – Europe – Moyen Orient) président de Africa Alive Foundation (Genève, Suisse).

Dejammet, Alain

Ambassadeur de France. Il a notamment été ambassadeur de France aux Nations-Unies, puis au Saint-Siège. Il est aujourd'hui président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica.

Dervis, Kemal

Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale et conseiller à l'université Sabanci. Il a été ministre des Affaires économiques de Turquie et directeur du programme des Nations unies pour le Développement.

Desazars de Montgailhard, Jean

Conseiller spécial du directeur général du Groupe LafargeHolcim. Il était jusqu'à la fusion des deux groupes directeur général adjoint et membre du comité exécutif de Lafarge. Ancien président pour la région Asie Pacifique, Lafarge.

Desfilis, José

Avocat, Desfilis & McGowan.

Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), aujourd'hui expert-consultant auprès d'organisations internationales. Elle a été conseiller spécial du secrétaire général de la francophonie, chargé des affaires politiques et diplomatiques à l'OIF.

Diop, Marième

Desk Manager, President's Delivery Unit, Sénégal. Elle est chargée de coordonner et surveiller cinq des vingt-sept projets phares de développement du pays. Elle a notamment travaillé comme analyste pour BearingPoint Consulting.

Djelic, Bozidar

Associé-gérant et responsable de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est au sein de l'équipe de conseil aux gouvernements de Lazard. Ancien vice-Premier ministre et ministre des Finances et de l'Economie de la Serbie.

Drouin, François

Président du conseil d'administration d'Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc et de la Société Française du Tunnel Routier du Fréjus, vice-président de la BPI, Président de ETI FINANCE. Ancien PDG d'OSEO.

Duchêne, Sandrine

Directrice des Affaires publiques du Groupe Axa. Elle a été directrice générale adjointe au sein de la Direction générale du Trésor. Ancienne conseillère pour la politique économique et les finances publiques auprès du Président de la République.

El Aynaoui, Karim

Directeur général de l'OCP Policy Center et conseiller auprès du PDG d'OCP. Il a été directeur du Département économie et relations internationales de la Banque Al-Maghrib. Ancien économiste à la Banque mondiale.

Elscheková Matisová, Andrea

Ambassadeur de la République de Slovaquie auprès de la Confédération suisse et de la Principauté du Liechtenstein. Ancien directeur général de la section des Affaires européennes au ministère des Affaires étrangères et européennes de Slovaquie.

Fauchart, Emmanuelle

Professeure en entrepreneuriat et management de l'innovation à l'Université de Strasbourg. Membre du BETA, laboratoire de recherche du CNRS. Chercheur associée à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, Suisse. Associée chez JobZippers.

Fofana, Eve

Directeur adjoint Côte d'Ivoire, General Electric. Elle a co-dirigé la nouvelle implantation de GE en Côte d'Ivoire. Elle a également travaillé dans le secteur financier chez American Express en France et sur la gestion des opérations chez Air France – KLM aux Etats-Unis.

Foucher, Michel

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS). Senior Advisor à la Compagnie financière Jacques Cœur. Ancien ambassadeur de France en Lettonie et directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères.

Frenkel, Jacob

Président de JPMorgan Chase International et président du conseil d'administration du Groupe des Trente (G-30). Ancien gouverneur de la Banque d'Israël. Il a été vice-président de l'American International Group et président de Merrill Lynch International Inc.

Fresco, Louise

Présidente de l'Université de Wageningen, Pays-Bas. Elle a été pendant presque dix ans directeur général adjoint au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Fried, Jonathan T.

Ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation mondiale du Commerce. Il a été ambassadeur du Canada au Japon, sous-ministre adjoint senior pour le département des Finances ainsi que délégué pour le Canada dans les sommets du G7 et G20.

Gascón, Lorenzo

Académicien et vice-président de l'Académie royale des sciences économiques et financières d'Espagne. Président honoraire de la Ligue européenne de coopération économique et Membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

Gatej, Alexandra

Directeur exécutif de Maldon&Wat. Elle a été conseiller du président de la Roumanie. Elle a été directeur Business Development d'Unilever Europe Centrale et président de la Chambre de commerce américaine de Roumanie.

Georgelin, Jean-Louis

Grand Chancelier de la Légion d'honneur et Chancelier de l'Ordre national du Mérite depuis 2010. Il a été admis dans la deuxième section des officiers généraux le 28 février 2010. Chef de l'état-major particulier du président de la République en 2002.

Germay (de), Nicolas

Directeur général de la WPC depuis 2008. PDG et fondateur de la société d'investissement Alandia. Il est ou a été membre de comités consultatifs tels que British Telecom ou PWC.

Girard, Renaud

Grand reporter et correspondant de guerre au journal Le Figaro. Professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la Revue des deux Mondes. Il a reçu en 2014 le grand prix de la presse internationale.

Gomart, Thomas

Directeur de l'Ifrri. Ancien directeur du développement stratégique de l'Ifrri et directeur du centre Russie/Nei. Il a été chercheur Lavoisier à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou, (Université MGIMO, Moscou).

Grbovic, Damir

Ambassadeur du Monténégro auprès de la Suisse.

Gruffat, Jean-Claude

Directeur général, Galileo Global Associates New York. Ancien directeur général, Citigroup New York. Il a été directeur général de Citi France, directeur général-adjoint et membre du comité de direction générale de Banque Indosuez.

Guérin, Gilles

Directeur associé, EFG Bank, à Genève, spécialité : gestion de patrimoines privés. Membre du conseil d'administration et trésorier de la Fondation WPC.

Guigou, Elisabeth

Députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale. Elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes, députée européenne, ministre de la Justice et Garde des Sceaux.

Halalai, Traian

Président de Banca de Import Export a Romaniei – EximBank SA. Ancien directeur général adjoint et membre du conseil d'administration de Romanian Bank SA et directeur financier d'ING Bank en Roumanie.

Halferty Hardy, Kerry

Conférencière et consultante. Elle a été directrice du développement de l'Hôpital américain de Paris. En tant que consultante et membre du conseil d'administration, elle a conseillé différentes entreprises et ONG.

Hardouin, Philippe

Fondateur de CSPH International, cabinet de conseil en affaires publiques et communication. Il a exercé le métier d'éditeur en sciences sociales et en littérature.

Harling, Peter John

Conseiller spécial pour le Moyen-Orient (basé à Beyrouth et Riyad), International Crisis Group. Il a été conseiller de Lakhdar Brahimi, représentant spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la crise en Syrie en 2013.

Hassassian, Manuel

Ambassadeur de Palestine à Londres. Il a œuvré avec distinction pour les Palestiniens durant 25 ans et a été un éminent représentant au ministère de l'Enseignement supérieur, à l'Association des universités arabes et autres organisations académiques.

Hié, Henri

Vice-président, Stratégie et Partenariats en Chine, Air France. Avant de rejoindre Air France, il a travaillé pour Bossard Consultants.

Hill, Peter

Directeur de la Stratégie, ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni. Il a été responsable de la lutte contre le terrorisme, de la sécurité et de la politique au ministère de l'Intérieur.

Hoagland, Jim

Conseiller de la rédaction du Washington Post depuis janvier 2010, après avoir été rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger. Il a reçu deux prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme.

Hoesli, Eric

Professeur adjoint, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.

Horii, Akinari

Conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies, think tank basé à Tokyo, Japon. Il a été gouverneur adjoint de la Banque du Japon.

Irbec, Yusuf Ziya

Ancien député, République de Turquie. Il a été membre du Comité exécutif des parlementaires pour une action globale (PGA), membre du comité exécutif du réseau parlementaire du FMI et de la Banque mondiale.

Isărescu, Mugur

Gouverneur de la Banque nationale de Roumanie depuis 1990. Il est membre de l'Académie roumaine. Ancien Premier ministre de Roumanie.

Itoh, Motoshige

Professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo. Ancien doyen de la Graduate School. Ancien conseiller du Premier ministre et de plusieurs ministres japonais.

Jankovic, Snezana

Ambassadeur de Serbie auprès de la Suisse.

Jankowitsch, Peter

Membre du Directoire du Centre Franco-Autrichien pour le Rapprochement en Europe. Ancien ministre fédéral des Affaires étrangères, représentant permanent auprès des Nations unies et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

Jansen, Sabine

Maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, chercheuse au Centre d'histoire de Sciences Po, vice-présidente du Comité d'histoire parlementaire et politique.

Jeremić, Vuk

Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD). Il a été président de la 67e session de l'Assemblée générale de l'ONU et ministre des Affaires étrangères de Serbie.

Jia, Qingguo

Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin. Il est aussi membre du comité permanent et du comité des Affaires étrangères du comité national de la conférence politique consultative du peuple chinois.

Jindal, Krishan

Président-directeur général de NABARD Consultancy Services (NABCONS). Il travaille pour la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural depuis 30 ans.

Kabbaj, Mohamed

Président Lafarge Maroc, Chancelier de l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès et membre de l'académie Hassan II des Sciences et Techniques. Ancien conseiller de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et ministre des Finances et des Investissements extérieurs.

Kaiser, Karl

Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard. Il a été directeur du German Council on Foreign Relations, Bonn/Berlin.



**Kamhawi, Labib**

PDG de plusieurs entreprises, dont CESSCO, Chemical Supplies & Services Co. et Delta Energy Services Co. Porte-parole et membre du comité exécutif du Front de réforme national, Jordanie.

Karaganov, Sergei

Président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense. Membre du conseil consultatif scientifique du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Kausikan, Bilahari

Ambassadeur itinérant et conseiller politique au ministère des Affaires étrangères de Singapour. Ancien secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères, Singapour.

Keller, Pierre

Ancien associé, Lombard, Odier & Cie.

Kerguziaiu de**Kervasdoué, Jean (de)**

Professeur émérite de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au CNAM, Fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique, membre de l'académie des technologies. Ancien consultant auprès de l'OCDE.

Kim, Hak-Joon

Président de la Northeast Asian History Foundation. Il est aussi président de l'Asia Journalist Association.

Kiviniemi, Mari

Secrétaire générale adjointe de l'OCDE. Elle a été Première ministre de Finlande, ministre de l'Administration publique et des Collectivités locales, ministre du Commerce extérieur et du Développement, ministre des Affaires européennes.

Korsia, Haïm

Grand Rabbin de France depuis 2014. Il a été membre du Conseil Consultatif National d'Éthique, aumônier général israélite des Armées et de l'école Polytechnique et directeur de l'aumônerie générale de l'armée de l'air.

Kowal, Pawel

Professeur adjoint à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des Sciences. Il a été député européen, président du Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE et du Comité des Affaires étrangères.

Lafont, Bruno

Co-président du conseil d'administration de LafargeHolcim et président d'honneur de Lafarge. Il a été président-directeur général du Groupe Lafarge. Membre du comité exécutif du Conseil Mondial des Entreprises pour le Développement Durable (WBCSD).

Laichoubi, Mohamed

Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la jeunesse et des Sports, Algérie. Il a également été ambassadeur d'Algérie en Roumanie, député, président de la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée nationale (APN).

Lampe, Otto

Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne auprès de la Suisse et du Liechtenstein. Ancien directeur des Nations unies et des droits de l'homme au ministère fédéral des Affaires étrangères, Berlin.

Laourou, Eloi

Ambassadeur du Bénin auprès de la Suisse.

Lebron de Wenger,**Liliane**

Ambassadeur du Paraguay en Suisse et au Liechtenstein. Elle a été vice-ministre de l'administration et des questions techniques et ambassadeur en Allemagne.

Lee, Hye-min

Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée. Ancien ambassadeur en France, vice-ministre du Commerce extérieur et Chef Négociateur pour l'Accord de libre échange Corée-Union Européenne.

Levitte, Jean-David

Distinguished fellow, Brookings Institution, membre du conseil consultatif international de l'Atlantic Council of the United States. Ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy. Ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis.

Lévy-Lang, André

Membre du conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales, professeur associé émérite à Dauphine, président du conseil de surveillance des Echos.

Liataud, Susan

Vice-présidente, London School of Economics and Political Science Council and Court of governors, Visiting Scholar at the Stanford Center of Philanthropy and Civil Society. Fondatrice de Susan Liataud & Associates Limited (SLA).

S.A.S. le Prince**Michael de****Liechtenstein**

Fondateur et président de Geopolitical Information Service SA et président de la Fondation du Centre européen d'économie autrichien (ECAEF).

Lipsky, John

Senior Fellow, Foreign Policy Institute, Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS). Ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international et conseiller du directeur général du FMI.

Loiseleur des**Longchamps, Hubert**

Directeur, Affaires publiques du groupe Total. Ancien directeur des Relations internationales du groupe. Ancien directeur adjoint des Hydrocarbures au ministère de l'Industrie.

Lowenstein, James

Co-fondateur de la French-American Foundation. Membre du Council on Foreign Relations et de l'International Institute for Strategic Studies. Ancien ambassadeur des Etats-Unis au Luxembourg.

Lukyanov, Fyodor

Rédacteur en chef du journal Russia in Global Affairs, publié en partenariat avec Foreign Affairs. Professeur à la National Research University Higher School of Economics à Moscou.

Lulache, Daniela

Président-directeur général de Nuclearelectrica, l'unique producteur d'énergie nucléaire de Roumanie. Elle a été conseiller du vice-gouverneur de la Banque nationale de Roumanie.

Makram-Ebeid, Mona

Sénatrice égyptienne et membre du comité constitutionnel du Sénat. Distinguished Lecturer, département de sciences politiques, Université américaine du Caire.

Mallikarjun, Manu

Entrepreneur social spécialisé dans le domaine des relations internationales et du développement. Il a fondé Amend Media et travaille sur la post-production d'une série de films qui abordent des thèmes en lien avec la politique et l'économie.

Mariton, Hervé

Député de la Drôme, ancien ministre et maire de Crest. Il est le « whip » (porte-parole de l'opposition) de la Commission des Finances.

Masuda, Tatsuo

Professeur invité à la Graduate School of Nagoya University of Commerce and Business pour intervenir sur le lien entre l'énergie et le changement climatique et sur la géopolitique. Il a été directeur à l'agence internationale de l'énergie.

Meyer, Jean-Claude

Vice-président de Rothschild Europe. Il a été gérant de Lazard Frères & Cie. Il a été chargé de mission à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (DATAR).

Moïsi, Dominique

Conseiller spécial à l'Ifri. Professeur invité à l'université d'Harvard, il publie régulièrement des chroniques dans Les Echos et Project Syndicate.

Møller, Michael

Directeur général de l'Office des Nations unies à Genève. Il a été directeur exécutif de la Fondation Kofi Annan et représentant spécial du secrétaire général pour Chypre.

Monti, Mario

Président du groupe de travail de haut niveau sur les ressources propres. Ancien président du conseil des ministres italien et de l'université Bocconi, Milan. Il a été pendant dix ans membre de la Commission européenne.

Moratinos, Miguel Ángel

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne. Il a été ambassadeur d'Espagne en Israël puis représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient.

Morel, Pierre

Directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions. Ancien Représentant Spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale et la crise en Géorgie.

Moustanjidi, Yassine

Architecte et urbaniste, Klaus Müller GmbH, Allemagne. Il est expert et chercheur sur les questions de durabilité urbaine et de méga-urbanisation.

Narayanan, Mayankote**Kelath**

Ancien gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental. Ancien directeur de l'Intelligence Bureau et du Joint Intelligence Committee. Il a également été conseiller du Premier ministre de l'Inde ainsi que son conseiller pour la sécurité nationale.

Nasr, Samir

Président, ECE Capital. Il a été consultant à l'OCDE. Il est l'un des fondateurs et a été président du département d'économie de l'Université libanaise.

Naumkin, Vitaly

Directeur, Institute of Oriental Studies, Académie des sciences russe (RAS). Professeur et membre correspondant, RAS. Il a été membre du groupe de haut niveau du projet de l'ONU «Alliance des civilisations» (2005-2006).

Nicolet, Patrick

Membre du Comité de direction générale, Capgemini. Il a été directeur associé en charge du développement commercial de la nouvelle entité TMN (Telecoms Medias Network) de Capgemini Ernst & Young au niveau mondial.

Niwa Yamashita, Yukari

Membre du conseil d'administration et directeur, The Institute of Energy Economics, Japon (IEEJ). Elle dirige différents programmes internationaux et régionaux dans le domaine de la coopération énergétique avec l'AIE, l'APEC, ERIA et l'IIPEEC.

Nordmann, François

Ancien ambassadeur de Suisse en France. Il a notamment été ambassadeur au Guatemala et dans plusieurs États d'Amérique centrale, chef de la délégation suisse à l'UNESCO, ambassadeur de Suisse en Grande-Bretagne.

Oiknine, Dan

Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Indienne. Il a fondé l'India Trade Centre en 2007. Il a travaillé dans les secteurs de la haute technologie et d'internet.

Okamoto, Yukio

Président d'Okamoto Associates. Robert E. Wilhelm Fellow au MIT. Il a été conseiller spécial du Premier ministre Ryutaro Hashimoto puis du Premier ministre Jun-ichiro Koizumi.

Oqubay, Arkebe

Ministre et conseiller special du Premier ministre d'Ethiopie. Ancien maire d'Addis Ababa. Il est aussi président du conseil d'administration de la Société des Chemins de Fer Ethiopiens (ERC) et vice-président du conseil d'administration d'Ethiopian Airlines (EAL).

Oshima, Shotaro

Président de l'Institute for International Economic Studies (IIES) et professeur invité à l'École supérieure de politique publique de l'Université de Tokyo. Il a été ambassadeur du Japon auprès de la République de Corée et du Royaume d'Arabie saoudite.

Oualalou, Fathallah

Economiste et homme politique marocain, il a été ministre de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme, puis, ministre des Finances et de la Privatisation.

Park, In-Kook

Président de la Korean Foundation for Advanced Studies. Il a été ambassadeur et représentant permanent de la République de Corée auprès de l'ONU, vice-ministre en charge des politiques et de la planification et des organisations internationales.

Platteau, Jean-Louis

Banque EFG, Genève. Il a été président du comité de direction de Dexia Suisse, avant de rejoindre la Banque Cantonale de Genève (BCGE) en qualité de directeur général et responsable du Private Banking.

Pleska, Benoit

Economiste, diplômé de l'Université de Stanford. Il est présent en Europe de l'Est depuis le début des années 90 (Hongrie, Bulgarie, Ukraine, Roumanie). Il y a établi de nombreuses multinationales dans le domaine industriel ou de la grande consommation.

Pouyanné, Patrick

Directeur général et président du comité exécutif de Total. Il a rejoint Total en 1997 comme secrétaire général de Total Exploration & Production Angola. En 2012, il est nommé directeur général de la branche Raffinage-Chimie et membre du Comité exécutif du Groupe.

Predoi, Catalin

Premier vice-président, Parti National Liberal, affilié PPE. Il a été ministre de la Justice de la Roumanie, Premier ministre (intérim) et ministre des Affaires étrangères (intérim).

Prieux, Pierre

Président du Groupe Alcen, constitué de sociétés de haute technologie actives dans les domaines de la défense, l'énergie, les machines médicales et l'aéronautique. Il été Senior Vice President au sein du Groupe Matra.

Qiao, Yide

Vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation (SDRF). Il a été représentant principal et directeur général de New York Life.

Quirina, Mireille

Coach et Conseil en Entreprise. Après plusieurs années de pratique à Paris au sein d'un cabinet international d'avocats, elle rejoint en 1985 la direction générale de DuPont de Nemours International à Genève.

Rabinovich, Itamar

Président de l'Israel Institute (Washington et Jérusalem). Professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution.

Radu, Răsvan

PDG, UniCredit România. Il a été président du Conseil Consultatif du Premier ministre de Roumanie.

Rausser, Françoise

Secrétaire exécutive du Programme des Pays affiliés à l'IEC, programme gratuit qui englobe 83 pays en développement – représentant la moitié des pays qui participent à l'IEC.

Ricquier, Anita

Entrepreneure singapourienne. Avocate de formation, elle est la fondatrice et directrice générale de Camelot Trust Pte Ltd, une société de services aux entreprises basée à Singapour.



Robert, Virginie

Chef du service international, Les Echos.

Rostand, Antoine

Conseiller, Schlumberger, après avoir été président de Schlumberger Business Consulting, une unité indépendante de Schlumberger qu'il a créée en 2004. Il a été PDG d'EDS France.

Roth, Jean-Pierre

Président de la Banque cantonale de Genève. Il est membre des Conseils d'administration de Nestlé SA, du Swatch Group et de Swiss Reinsurance. Il a représenté la Suisse au Conseil des gouverneurs du FMI, à Washington.

Roudaut, René

Ambassadeur de France en Suisse et au Liechtenstein. Ancien conseiller diplomatique du gouvernement. Il a également ambassadeur en Hongrie et en Ouganda.

Roux-Alezais, Henry

Gérant de Sogeric et consul honoraire de l'Équateur à Marseille. Il est également président de l'Institut de la Méditerranée, qu'il a fondé en 1993.

Rutishauser, Arthur

Rédacteur en chef de SonntagsZeitung. Il a été membre de la rédaction de Tages-Anzeiger, un quotidien de Zurich.

Sakong, Il

Président de l'Institute for Global Economics. Ancien ministre des Finances. Il a été conseiller économique spécial du Président coréen et il a présidé la Korean International Trade Association.

Sánchez Sorondo, Marcelo

Chancelier de l'Académie pontificale des Sciences et de l'Académie pontificale des Sciences sociales depuis 1998. En 2001, Sa Sainteté Jean-Paul II l'a élevé au rang d'évêque titulaire de Vescovio.

Sano, Tadakatsu

Avocat, Jones Day. Il a été directeur général du Bureau des politiques commerciales, vice-ministre des Affaires internationales et chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

Schmid, Claudine

Députée des Français établis hors de France.

Schweitzer, Louis

Commissaire général à l'investissement. Président du Conseil des affaires étrangères français et représentant spécial du ministre des Affaires étrangères français pour le partenariat franco-japonais. Il a été président-directeur général de Renault.

Serra, Narcís

Président de l'IBEI, Institut Barcelona d'Estudis Internacionals. Vice-président de Telefónica Chile et conseiller de Telecomunicaciones de São Paulo S/A – TELES. Il a été président du CIDOB.

Sheetrit, Meir

Membre de la Knesset israélienne pour le parti Hatnua. Il a été ministre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Transports et ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports.

Sigg, Olivier

Associé au sein du département «Clientèle privée» chez Froriep, l'une des plus importantes études d'avocats de Suisse. En 2010 et 2011, il a été détaché auprès d'un important cabinet d'avocats londonien.

Signé, Landry

Président fondateur du Global Network for Africa's Prosperity. Membre du Centre d'études africaines de l'université Stanford, directeur du comité sénatorial sur la recherche scientifique et les activités créatrices.

Sigonney, Pierre

Economiste, Direction de la Stratégie, Total. Il suit l'évolution de l'activité économique et les marchés du pétrole et du gaz sur le court et le long terme, en amont et en aval et leur impact sur la stratégie de Total.

Siman, Bernard

Membre de Geopolitical Information Service AG. Son expérience couvre à la fois les services financiers, l'analyse des risques géopolitiques et des différents scénarios, le management inter-culturel, la résolution de conflits, la médiation et la diplomatie financière.

Simion, Eugen

Président de la Fondation Nationale pour les Sciences et les Arts. Ancien président de l'Académie Roumaine. Professeur de littérature moderne à l'Université de Bucarest.

Simionescu, Maya

Président de la Section des Sciences Biologiques de l'Académie roumaine, président exécutif de la Fondation Nationale pour les Sciences et les Arts (FNSA) et directeur de l'Institut de biologie et de pathologie cellulaire « N. Simionescu » (ICBP).

Simon, Jean-Marc

Ambassadeur de France et président d'Eurafric Stratégies SAS. Ancien ambassadeur en République Centrafricaine, au Nigeria, au Gabon puis en Côte d'Ivoire.

Simon, Toby

Fondateur et président de Synergia Foundation. Président du Groupe Synergia et membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'internet (GCIG) et membre de la Commission Trilatérale.

Sokołowski, Jaromir

Ambassadeur de Pologne en Suisse. Ancien sous-secrétaire d'Etat aux relations internationales à la Chancellerie du Président de Pologne.

Soret, Thierry

Chargé de liaison et conseiller politique au sein du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour toutes les questions liées au G20. Il est coordonnateur pour le G20, les affaires multilatérales et la politique stratégique.

Stamoulis, Kostas G.

Directeur, responsable du programme Sécurité alimentaire et Nutrition, FAO. Ancien directeur de la division de l'économie du développement agricole, FAO.

Steimer, Julien

Secrétaire général d'AXA France. Avant de rejoindre AXA France en 2013, il a travaillé pour le gouvernement français pendant plus d'une décennie dans les domaines politiques, diplomatiques et européens.

Stoian, Marius

Président du Club România. Ancien sous-secrétaire d'Etat pour le Commerce extérieur de Roumanie. Membre de la Chatham House à Londres et de l'Aspen Institute Romania.

Tabet, Riad

Président de Berit International Holding SA, Président de Batiliban-France Consortium franco-arabe pour le développement. Il a été conseiller du président de la République Libanaise pour la Francophonie.

Tan, Kelvin

Directeur adjoint de l'autorité monétaire de Singapour. Il est secrétaire général (Asie du Sud-Est) et membre du conseil d'administration des chambres de commerce Afrique-Asie du Sud Est (ASEACC), à Singapour.

Tanaka, Nobuo

Président de la Sasakawa Peace Foundation. Ancien directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Il a été directeur adjoint et directeur de la science, de la technologie et de l'industrie (DSTI) à l'OCDE à Paris.

Taneja, Narendra

Président du Groupe sur la sécurité énergétique des Fédérations des chambres indiennes de commerce et d'industrie (FICCI) et président et fondateur du World Energy Policy Summit, New Delhi.

Tang, Karen

Directeur exécutif de la Better Hong Kong Foundation. Elle a été directeur général adjoint du Chinese Television Network et directeur général de Hongkong Telecom IMS.

Terrab, Mostafa

Président-directeur général du groupe OCP. Il a été conseiller au sein du cabinet royal et secrétaire général du sommet économique du MENA.

Touraine, Agnès

Présidente d'Act III Consultants, cabinet de conseil dédié aux transformations numériques. Ancien PDG de Vivendi Universal Publishing après avoir passé 10 ans au sein du Groupe Lagardère.

Trichet, Jean-Claude

Ancien président de la Banque centrale européenne et gouverneur honoraire de la Banque de France. Il est aussi président du Groupe des 30 et président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel.

Turrettini, Sophie

Secrétaire générale de la Fondation Dr Henri Dubois-Ferrière Dinu Lipatti et membres de différents conseils de fondations caritatives à Genève. Membre du conseil de la Fondation WPC.

Vaisse, Justin

Historien français et directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères. Il a notamment été directeur de recherche à la Brookings Institution.

Védrine, Hubert

Fondateur de Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée en risques géopolitiques. Ancien ministre français des Affaires étrangères.

Verellen, Franciscus

Sinologue, membre de l'Institut, ancien directeur de l'École française d'Extrême-Orient. Titulaire de la chaire « Histoire du taoïsme » à l'EFEO, il dirige actuellement le Centre EFEO de Hongkong.

von Habsburg, Gabriela

Professeur, VADS, Free University, Tbilisi. Elle est également chercheur au GISS Georgian Institute for Strategic Studies. Elle a été ambassadeur de Géorgie en Allemagne.

Wat, François

Associé-gérant, Co-Head of Global Equity Advisory, Rothschild Paris. Il a été Managing Director chez Deutsche Bank, responsable des Marchés de capitaux (Equity Capital Market) pour l'Asie-Pacifique, basé à Hong-Kong.

Weymuller, Bruno

Membre de Total Professeurs Associés et du bureau du Conseil Français de l'Énergie. Il a été membre du comité exécutif et directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques de Total.

Wilhelm, Thomas

Avocat, fondateur et associé de l'étude Wilhelm & Büchel Rechtsanwälte. Il est aussi trésorier honorable de STEP, Centre de Vaduz.

Yim, Sung-joon

Conseiller chez Lee International IP & Law Group. Ancien président de la Korea Foundation. Il a été ambassadeur de Corée au Canada et en Égypte. Ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Corée.

Yousouffa, Estelle

Journaliste, grand reporter et présentatrice, elle travaille à BFMTV dont elle présente les journaux depuis 2014 et France 2 pour l'émission «Un Œil sur la Planète» axée sur l'actualité à l'étranger depuis 2011.

Yurgens, Igor

Président de l'Institut du Développement Contemporain. Il est aussi président de la All-Russian Insurance Association et membre du Conseil consultatif auprès du président de la Fédération de Russie pour les droits de l'homme et le développement de la société civile.

Zhang, Yunling

Professeur, membre de l'Académie et directeur des études internationales, Académie chinoise des sciences sociales (CASS), directeur du centre régional de sécurité, CASS, membre du comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois.

Zinsou, Lionel

Premier ministre en charge du développement économique, de l'évaluation des politiques publiques et de la promotion de la bonne gouvernance, Bénin. Ancien président de PAL partners et de la Fondation Franco-Africaine pour la Croissance.

Zukane, Mbuih

Enseignant, Université de Dschang et PDG, ICAD, Cameroun. Il intervient sur le thème du leadership des jeunes (cours transversal) à l'Université de Dschang, Cameroun. Il est aussi le co-fondateur de l'African Network of Youth Policy Experts.

Thierry de Montbrial

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier Président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Commandeur de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats honoris causa. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.

DISCOURS D'OUVERTURE
VERSIONS INTÉGRALES



WORLD
POLICY
CONFERENCE

WORLD
POLICY
CONFERENCE

8th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 20-22, 2015 • Montreux

WORLD
POLICY
CONFERENCE



WORLD
POLICY
CONFERENCE

WORLD
POLICY
CONFERENCE





Discours d'ouverture

Thierry de Montbrial

La 8e édition de la World Policy Conference - la WPC comme nous l'appelons - s'ouvre exactement une semaine après les actes terroristes commis à Paris par le soi-disant « État Islamique ». Le monde civilisé, sous toutes ses formes héritées de l'histoire, avec toute sa diversité et sa richesse, pleure et s'indigne devant cette barbarie. L'indignation fait ressortir les aspirations humaines dans ce qu'elles peuvent avoir de meilleur, mais elle ne suffit pas. On ne vaincra pas le terrorisme ni les autres maux du monde contemporain en se cantonnant dans le registre des émotions. Seul l'apprentissage d'une politique authentiquement internationale dans l'acception la plus élevée du terme, permettra au monde de franchir le XXIe siècle sans retomber dans des drames comparables en ampleur à ceux qui l'ont tant bouleversé au XXe.

Tel est l'état d'esprit qui nous a animé en lançant la WPC de l'autre côté du lac, à Evian, en 2008. Notre objectif est de contribuer à améliorer la gouvernance dans tous ses aspects, afin de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et respectueux de la diversité des États et des nations. Le respect est essentiel. Toute forme d'idéologie conquérante, même au nom des droits de l'homme, est nuisible à la paix. Chaque peuple a son histoire. Chaque peuple a sa culture, ses traditions. Chaque peuple mûrit à son propre rythme et élabore ses propres solutions. C'est pourquoi nous cherchons à rassembler un nombre toujours limité de personnalités de haut niveau originaires des cinq continents - dirigeants politiques et économiques, représentants de la société civile, chercheurs et journalistes - dans un climat de confiance et un esprit de tolérance, pour réfléchir, débattre et proposer des solutions constructives aux grands enjeux régionaux et internationaux. Nous nous appliquons à donner la parole à des représentants de puissances moyennes, dont les points de vue sont trop souvent peu audibles dans les débats, alors que leur méconnaissance explique tant d'erreurs historiques, y compris dans le passé récent. Ainsi nous sommes nous réunis l'an dernier à Séoul. Le discours qu'a prononcé à cette occasion Mme Park Geun-Hye, présidente de la République de Corée, a fait date. Cette année, nous sommes à Montreux, et je remercie M. Didier Burkhalter, conseiller fédéral et président de la confédération helvétique en 2014, chef du Département fédéral des Affaires étrangères, d'avoir accepté de prononcer l'allocation d'ouverture de la présente rencontre. En raison de sa position héritée d'une histoire extraordinaire au cœur de l'Europe, la Suisse joue un rôle unique dans le monde contemporain, et illustre bien à mon sens la richesse de cette notion de puissance moyenne qui nous est chère, où il s'agit en un sens très large de la capacité d'exercer une influence positive et stabilisatrice sur l'environnement mondial ou tout au moins régional. Je crois en particulier qu'aujourd'hui comme dans le passé la neutralité peut rester un atout important et l'expérience de la confédération helvétique est à cet égard un bien commun de l'humanité.

La première WPC a eu lieu à Evian, début octobre 2008, quelques jours seulement après la faillite de Lehman Brothers et donc dans un contexte illustrant ô combien la nécessité de renforcer la gouvernance mondiale. C'était également un grand moment de tension en Europe autour de la crise géorgienne. Dmitri Medvedev, alors président de la Fédération de Russie, a saisi l'occasion de notre conférence pour développer une proposition de mise à jour de la Charte d'Helsinki. Cette proposition reste à mon sens plus que jamais d'actualité. Depuis 2008, le monde a traversé bien des crises, économiques et politiques, et l'organisation de sa gouvernance marque toujours un ou plusieurs temps de retard, face à des interdépendances croissantes et mal maîtrisées. C'est pourquoi notre projet de la WPC ne sera jamais trop ambitieux.

Cette huitième édition s'ouvre sous le choc des attentats de Paris. La coexistence pacifique des religions est désormais une question géopolitique majeure et

nous en parlerons avec le Premier ministre Lionel Zinsou. Mais le fait est que la manipulation politique de l'Islam, cynique, haineuse et monstrueuse, par des leaders sataniques qui endoctrinent des jeunes sans repère pour en faire des kamikazes, est devenue une menace planétaire. Ce fléau vient d'endeuiller la France et il peut s'abattre n'importe où et n'importe quand. Mais nul ne peut ignorer que sa première victime est le monde musulman qu'il mine à petit feu. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les dispositions policières ou judiciaires, les actions dans l'ordre du renseignement, ou plus généralement les mesures d'adaptation interne rendues nécessaires dans beaucoup de pays par cette forme de guerre, justement qualifiée par les experts d'asymétrique et de basse intensité. En revanche, nous devons aborder ici la question des conditions diplomatiques propres à renverser la tendance ininterrompue depuis la fin de la guerre froide à l'accroissement du chaos au Moyen-Orient. Aucun État de la région ne pourrait espérer en sortir indemne, si elle se poursuivait. Je veux croire qu'avec l'accord nucléaire sur l'Iran, un renversement est devenu possible. Il reste à le rendre probable, et pour cela il faudra beaucoup d'efforts, partagés entre les principales puissances régionales et extérieures directement concernées.

La reconstruction d'un ordre viable au Moyen-Orient sera une œuvre de longue haleine. Elle ne sera pas aboutie sans le règlement du conflit israélo-palestinien, vieux maintenant de près de 70 ans. À court terme, l'Union Européenne doit aussi faire face à un afflux de réfugiés, qui la soumet à nouveau à rude épreuve. La conjonction de la crise de la zone euro, toujours susceptible de rebondir, de la perspective d'un Brexit, de la crise des réfugiés, de la montée des populismes, constitue une menace potentiellement existentielle pour l'Union. Or sa survie et même son renforcement sont des conditions essentielles à la consolidation de la gouvernance mondiale dans son ensemble. Nous aurons donc évidemment ici à parler de la crise des réfugiés, qui dans une large mesure renvoie à la nécessité d'un nouvel ordre au Moyen-Orient, mais aussi au développement de l'Afrique, auquel je souhaiterais que la WPC accorde une attention croissante. En amont de tous ces problèmes, il convient de souligner l'extrême importance de l'éducation.

Le Moyen-Orient au sens large est certainement la principale préoccupation géopolitique du moment, mais il y en a d'autres. Je pense à la Russie et à l'Ukraine bien sûr mais également aux tensions en Asie de l'Est, dont nous avons beaucoup parlé à Séoul et qui seront également débattues à Montreux. Sur ces deux fronts, il me semble discerner quelques signes encourageants. Mais comme on dit en français une, et je dirais même deux hirondelles ne font pas le printemps.

Avec l'interdépendance croissante, la politique et l'économie internationales sont de plus en plus enchevêtrées. Les questions classiques de coopération économique et monétaire conservent toute leur importance, d'autant plus que malgré les progrès accomplis, les instabilités potentielles héritées de la crise de 2007-2008 sont loin d'avoir disparu. Mais il me semble que nous devons aussi accorder une place importante, au sein de la WPC, aux questions de « géoéconomie », c'est-à-dire celles où les leviers économiques sont utilisés par les États à des fins également géopolitiques. Je pense à la pratique des sanctions, à la politique énergétique et notamment celle des oléoducs et des gazoducs ; mais aussi typiquement à la multiplication des accords commerciaux, bilatéraux ou plurirégionaux, aux dépens du paradigme multilatéral de l'OMC. C'est dans cette perspective qu'il convient de débattre du TPP qui vient d'être conclu, ou du TTIP encore à venir. Je pense aussi à la vision chinoise de la route de la soie, et à la création de l'AIBI qui bouscule quelque peu l'ordre occidental issu de la Seconde Guerre mondiale.

Mon objectif dans ce propos introductif n'est pas de vous présenter le programme de ces trois journées de façon détaillée et nous aborderons bien d'autres sujets essentiels, comme l'énergie en général, l'alimentation, l'eau, la santé, ou encore les technologies numériques, qui ont tous une incidence du point de vue de la gouvernance mondiale et donc sur la construction progressive d'un véritable vouloir vivre ensemble à l'échelle planétaire. Mais je voudrais conclure en affirmant la



nécessité de garder toujours la préoccupation éthique à l'esprit, quand on traite de la construction progressive d'une gouvernance mondiale capable, comme je le disais au début, de maintenir un monde raisonnablement ouvert et tolérant. À court terme, une telle construction suppose un comportement réaliste et pragmatique de la part des parties prenantes. On ne dira jamais assez combien l'idéologie est mauvaise conseillère en la matière. À long terme cependant, les conditions de viabilité de toute organisation sont fondamentalement d'ordre éthique. Alors que l'idéologie sépare, l'éthique doit rapprocher. Le moyen terme, la durée intermédiaire, est le champ temporel des décideurs, toujours obligés de naviguer entre des exigences plus ou moins compatibles et contradictoires. C'est pourquoi nous souhaitons accorder une place croissante aux considérations éthiques dans la WPC, en commençant dès cette année par notre façon d'aborder le numérique ou encore le Climat, puisque nous nous réunissons à la veille de la COP21.

À propos de la COP21, il y a encore un aspect de la gouvernance mondiale qu'il convient de souligner. Il s'agit de la complexité politique mais aussi technique, sans précédent, des négociations quand on aborde un sujet réellement planétaire. Malgré leur expérience millénaire, les diplomates en sont encore à tâtonner, et la négociation sur le climat a, également de ce point de vue, une importance capitale.

« Rien de nouveau sous le soleil », dit l'Ecclésiaste. Rien, et certainement pas la coexistence de la civilisation et de la barbarie. Rien, si ce n'est une accélération de l'Histoire également sans précédent, au cœur de laquelle se poursuit la plus grande révolution technologique que le monde ait connue, et qui nous fait entrer, remplis de crainte mais aussi d'espérance, dans des univers inconnus.

Je vous remercie.

Discours d'ouverture

Didier Burkhalter

conseiller fédéral, chef du Département fédéral des Affaires étrangères, Suisse

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Merci de votre invitation ! Et merci de votre présence en Suisse.

Il y a une semaine, la France a été atteinte au cœur, à Paris. La France, notre voisine – par la géographie et par les valeurs. La France, à l'égard de laquelle nous ressentons ici beaucoup d'amitié, une amitié solide, longue ; très longue, même, puisque nous célébrerons l'an prochain les cinq cents ans de notre traité de « paix perpétuelle »...

Les attaques de ces derniers temps ont été portées contre la liberté, l'égalité, les droits de l'homme ; contre les valeurs fondamentales de l'humanité. A Paris, comme à Beyrouth, au Sinaï, à Yola au Nigéria, à Bagdad ou ailleurs encore...

Il est des moments difficiles dans la vie ; dans celle des êtres humains comme dans celle des États. Il faut alors faire face, debout et unis.

La Suisse condamne avec la plus grande fermeté ces actes de barbarie. Elle partage la douleur des pays touchés, de leurs gouvernements et des proches des victimes. Nous ne céderons pas aux intimidations terroristes et sommes déterminés à travailler encore plus dur pour protéger nos populations et défendre les valeurs fondamentales de l'humanité. A nos yeux, il faut donner la première priorité à la prévention de l'extrémisme violent.

Aujourd'hui, notre monde est devenu plus instable, plus complexe, plus dangereux. La résurgence de la violence armée – des conflits violents et du terrorisme – affecte toutes nos sociétés. Elle engendre d'immenses souffrances humaines et compromet la sécurité et la prospérité dans le monde. Une barrière de feu s'est embrasée sur les

flancs Sud et Est de l'Europe qui allume des foyers jusqu'au cœur de notre continent.

Ces crises sont un défi pour des régions entières, par l'afflux de réfugiés qui fuient cette violence et les brasiers qui consomment leurs maisons. Des millions de personnes ont fui la Syrie, dont l'immense majorité se trouve dans les pays voisins de celle-ci. En Jordanie, par exemple, où nous essayons d'aider ; en revitalisant des écoles : 220'000 enfants Syriens se trouvent en Jordanie, 120'000 sont pour l'heure scolarisés, dans des conditions souvent difficiles, serrés parfois jusqu'à 80 par classe, se rendant à l'école le ventre creux. 100'000 autres enfants sont pour l'heure privés d'accès à l'éducation, et donc potentiellement privés de perspectives, d'un avenir : une bombe à retardement de plus...

Une minorité de ces réfugiés - mais tout de même des centaines de milliers - se tournent vers l'Europe, mettant celle-ci au défi : quelles réponses humaines, logistiques et sécuritaires ? Comment garder la maîtrise des risques et l'adéquation aux valeurs ?

Ceci dit, il n'y a pas que les conflits et le terrorisme qui occupent les chancelleries de nos jours. Une deuxième dynamique se dessine clairement : le retour de la géopolitique.

Ces deux facteurs conjugués – la géopolitique et la violence armée – marquent notre monde d'une empreinte profonde. Depuis un quart de siècle au moins, c'est la mondialisation qui façonne le destin du monde ; et cette grande tendance perdurera. Mais ces deux éléments - la géopolitique et la violence armée - redéfinissent les contours de cette mondialisation, avec une incidence nette sur la politique étrangère.

Dans notre monde du XXIe siècle, les crises ne sont plus l'exception mais la normalité. C'est en soi inacceptable – et il faut le combattre – mais on ne saurait nier l'évidence. Face à cela, le besoin de diplomatie atteint un niveau inégalé depuis de nombreuses années. Il faut de la diplomatie au pouvoir, et avant tout de la diplomatie créative !

Car la situation est sombre aujourd'hui. Nous vivons des temps d'incertitude et les gouvernements fonctionnent en mode de crise quasi permanent. La force du dialogue et la créativité de la diplomatie peuvent changer les choses. Et la Suisse peut apporter des contributions utiles à cet effet. Cette région lémanique et cette ville de Montreux, qui nous accueillent aujourd'hui, en sont un symbole et une réalité.

De nombreuses conférences de paix et rencontres diplomatiques, publiques ou discrètes, ont eu lieu sur les rives de ce lac. Jusque dans cet hôtel-même, où s'est tenue au début de l'an dernier la 2e conférence de paix sur la Syrie. La Suisse a une histoire et un rôle spécifiques. Elle se sent d'autant plus responsable de cette spécificité, tout en étant pleinement solidaire du monde.

C'est au fond de cela dont je souhaite vous parler : les changements du monde et la réponse de la Suisse.

Commençons par un zoom arrière pour observer un peu mieux cette grande tendance structurelle qu'est la mondialisation. Le principal effet de la mondialisation est de diffuser le pouvoir. Depuis la fin de la guerre froide, lorsqu'on a cru que les rideaux de fer appartenaient définitivement au passé de ce continent, le processus de globalisation a transformé le monde, peut-être plus que tout autre phénomène.

L'interconnexion économique, sociale et technologique croissante du monde a renforcé le pouvoir de nombreux acteurs. C'est vrai pour les acteurs non étatiques comme les ONG, les sociétés multinationales et les mégapoles. Mais il y a aussi eu un basculement du pouvoir presque monopolisé par les économies développées vers les économies émergentes et en développement du Sud et de l'Est.





Les écarts de développement entre les pays du monde se sont resserrés. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement est tombé de 47% en 1990 à 14% aujourd'hui. Nous sommes donc passés, en vingt-cinq ans, d'une personne sur deux à une personne sur sept !

Mais il y a le revers de la médaille. La mondialisation a également favorisé de nouvelles inégalités. Le progrès économique demeure inégal. C'est en Chine et en Inde qu'a eu lieu l'essentiel du recul de la pauvreté, tandis que l'Afrique subsaharienne reste encore à la traîne.

La diffusion rapide des idées, des biens et des capitaux ainsi que l'accélération des mouvements de population peuvent par ailleurs accentuer l'instabilité sociale, économique et politique. En Suisse, comme dans d'autres pays de l'OCDE, de nombreuses personnes s'inquiètent de l'immigration et de ses conséquences en termes de capacité d'intégration, d'aménagement d'un territoire déjà densément peuplé ou de compétition sur le marché de l'emploi. Les questions identitaires sont aujourd'hui un sujet politique majeur dans toute l'Europe.

La mondialisation peut être une force positive et offrir de formidables opportunités à l'humanité. Mais il faut la façonner de sorte à en maximiser les avantages et à en minimiser les inconvénients. Comme toujours, il faut chercher un point d'équilibre : la mondialisation ne peut pas progresser si elle est perçue comme un risque pour les sociétés, si elle va trop vite, si seule une minorité en tire avantage.

Faire progresser et non pas seulement avancer : c'est là la clé.

L'agenda de la mondialisation, c'est donc maintenir un ordre juste et pacifique ; c'est aussi veiller à l'efficacité et à la légitimité des institutions nationales et internationales ; c'est encore assurer la cohésion de nos sociétés. C'est enfin définir des réponses communes aux nombreux enjeux, qu'il s'agisse des menaces transnationales ou des défis globaux comme le climat, la sécurité, l'eau, les migrations, l'extrémisme violent.

Cette recherche d'un nécessaire équilibre, pour faire « bien tourner le monde » a toujours été un défi majeur. Il l'est d'autant plus aujourd'hui, en raison des deux évolutions que j'ai mentionnées : le retour de la géopolitique et la résurgence de la violence armée.

Le retour de la géopolitique est un effet secondaire de la mondialisation. Bien qu'un monde multipolaire ne soit pas nécessairement un obstacle à un multilatéralisme efficace, l'action collective est devenue plus complexe. Elle demande davantage d'engagement, de temps et d'énergie.

Or les grandes puissances semblent définir leurs intérêts davantage dans un esprit de confrontation que de coopération. Les normes internationales et le droit international sont l'objet de pressions croissantes.

La compétition géopolitique s'est amplifiée non seulement au niveau planétaire, mais aussi dans des contextes régionaux.

L'équilibre existant est remis en question dans plusieurs régions du monde, notamment en Asie de l'Est (avec les tensions dans la mer de Chine), en Europe (avec l'Ukraine) et au Moyen-Orient (dans une série de conflits). Dans toutes ces parties du monde, nous assistons à un bouleversement des équilibres régionaux et à la réémergence de nations qui avaient été de grandes puissances dans un passé parfois lointain, qui avaient marqué le monde au fil des siècles. Pensons au retour de la Chine ou de l'Inde, deux puissances qui détenaient la plus grande part du PIB mondial jusqu'au milieu du XIXe siècle, pensons à l'Iran, pensons à la Russie et à la Turquie, ces ponts entre l'Europe et l'Asie.

La géopolitique relève du choix des gouvernements, elle n'est pas un fait donné. Il nous appartient de démontrer que nous aurions tous avantage à choisir des solutions coopératives plutôt que des logiques d'exclusion.

Dans le dossier du nucléaire iranien, le pays concerné et les grandes puissances ont choisi la voie de la diplomatie plutôt que celle de la confrontation. La Suisse s'en réjouit et elle a fortement soutenu ce processus, qui s'est déroulé notamment dans cette région et – lui aussi, décidément... - dans cet hôtel.

Cet esprit de coordination et de dialogue - au-delà des divergences immédiates - parviendra-t-il à s'imposer également pour trouver une solution dans la crise syrienne ? La communauté internationale va-t-elle lutter efficacement et sur la base de décisions de l'ONU contre le soi-disant « Etat islamique » ?

L'avenir nous le dira. Mais le rétablissement du consensus, la reconstruction d'un ordre juste et pacifique demande aussi de reconnaître qu'il existe des limites à l'universalisme occidental, que la mondialisation - dirigée par l'Occident pendant plus d'un siècle - évolue vers la multipolarité.

La résurgence de la violence armée constitue un deuxième obstacle qui empêche d'avancer sur la voie du développement et de récolter les fruits de la mondialisation. Bien que des chercheurs nous rappellent que le nombre de conflits violents tend en fait à diminuer à long terme, nous devons relever deux phénomènes actuels :

Premièrement, le nombre de victimes est en forte progression. On estime que si les conflits violents ont fait 56'000 morts en 2008, ce nombre est passé à 180'000 en 2014. La guerre en Syrie a causé à elle seule la mort de 70'000 personnes l'an dernier. Selon le HCR à fin 2014, le monde comptait 60 millions de déplacés internes, un nombre inégalé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale !

Second phénomène : l'instabilité et la violence ont considérablement augmenté dans le voisinage même de l'Europe. A l'Est de l'Europe, la crise ukrainienne a marqué le retour de la guerre sur le continent, ce qui semblait impensable il y a peu. Au Sud, la situation s'est dégradée en de nombreux endroits. D'anciens conflits non résolus, comme le conflit israélo-palestinien, et des guerres plus récentes en Syrie, au Yémen, en Libye ont plongé la région dans une crise profonde. Et le terrorisme djihadiste progresse, favorisé par la défaillance des Etats.

Les effets du retour de la violence armée sont immenses : dans les régions en proie à des conflits, la sécurité humaine recule, l'activité économique est entravée – aujourd'hui les deux tiers de la population syrienne dépendent de l'aide humanitaire alors que plus de 4 millions de personnes ont fui le pays - et les progrès du développement sont réduits à néant.

L'Europe n'est pas non plus épargnée.

D'une part, elle doit faire face à un important afflux de réfugiés, qui cherchent à fuir cette violence. Elaborer une réponse appropriée à cette crise est devenue l'un des plus grands défis que l'Europe ait eu à relever ces dernières décennies.

D'autre part - et nous devons faire une claire distinction entre les deux sujets - l'Europe est devenue davantage la cible d'attaques terroristes. Avec les attaques de Paris, le terrorisme de « l'Etat Islamique » a pris une nouvelle dimension.

L'insécurité et l'instabilité qui prévalent au Moyen-Orient sont de plus en plus liées à la situation de l'Europe. La menace du terrorisme continuera par ailleurs sûrement de peser sur notre continent, même si nous mettons tout en œuvre pour la réduire.





France, Les Echos, 20.11.2015

Les attaques terroristes à Paris et la volonté de contrer Daech rebattent les cartes des alliances entre les puissances. L'Europe doit gérer la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale avec l'exode des réfugiés. Alors que le monde tente de prendre la mesure du choc provoqué par la série d'attentats terroristes à Paris, à Beyrouth et dans le Sinaï, quelque 250 experts des relations internationales et du monde économique se réunissent du 20 au 22 novembre à Montreux, sur les rives du lac Léman.

Serbie, CIRSD, 22.11.2015

Konferencija o globalnoj politici ove godine okupila je vise stotina ucesnika, medju kojima predstavnike politickih elita iz svih krajeva sveta, poslovne lidere, uticajne intelektualce i aktiviste. Pored izbeglicke krize u Evropi, glavne teme konferencije ove godine bile su buducnost Bliskog istoka, perspektive globalne ekonomije, kao i turbulentna politickoekonomska situacija u istocnoj Aziji.

Royaume-Uni, Iman Foundation, 22.11.2015

The World Policy Conference was founded by Mr. Thierry de Montbrial in 2008 and is an independent organisation which aims to contribute to improving all aspects of governance, with a view to promoting a world that is more open, more prosperous, fairer and more respectful of the diversity of States and nations. Its annual meeting, which is on a human scale, brings together leading figures from all five continents – political and business leaders, representatives of civil society, academics and journalists – in a climate of trust and a spirit of tolerance to examine, discuss and suggest constructive solutions to major regional and international challenges.

Syrie, The Syria Times, 23.11.2015

Iran's Deputy Foreign Minister for Arab and African Affairs Hossein Amir-Abdollahian has stressed that using terrorism as a tool to serve certain agendas and dividing it into good and bad have worsened the security situation in the Moyen-Orient and the entire world. Abdollahian made the remarks while addressing the annual meeting of the World Policy Conference (WPC) in the Swiss city of Montreux.

Liban, An-Nahar, 24.11.2015

لم يخفف هدوء مدينة مونترو الساكنة على ضفاف بحيرة ليمان السويسرية، منسوب الهواجس التي تشغل الغرب من جراء خطر الارهاب الجهادي والذي تعاضم بعد هجمات باريس الأخيرة فشكل هذا الموضوع، إلى ملف اللجوء والتحديات الاقتصادية والمالية أبرز محاور جلسات منتدى مونترو من مؤتمر "مونترو بالاس"الحكومة العالمية الذي انعقد في طبعته الثامنة في فندق "world Policy Conference". السياسة الدولية.

Suisse, Le Temps, 23.11.2015

Le terrorisme, les réfugiés, le Moyen-Orient et la situation économique et sécuritaire en Asie, tels ont été les thèmes principaux de la huitième «World Policy Conference» réunie à Montreux le week-end dernier. Présidée par Thierry de Montbrial, son fondateur, la conférence a été ouverte par le conseiller fédéral Didier Burkhalter. Elle a tenté de dresser un ordre de priorité dans l'enchaînement des crises qui surgissent simultanément dans le monde.

Algérie, Impact24.info, 24.11.2015

Rien n'a été omis lors des travaux de cette 8e édition de la Conférence sur la gouvernance mondiale (la World Policy Conference) qui s'est tenue du 20 au 22 novembre à Montreux, au bord du lac Léman, en présence d'une centaine de personnalités du monde politique, diplomatique, académique, économique, financier et de la presse. Tout les dossiers liés au terrorisme ont été évoqués et largement débattus, notamment la situation au Moyen-Orient, la guerre syrienne, les rapports avec l'Iran et le blocage du processus de paix israélo-palestinien.

Iran, Financial Tribune, 24.11.2015

A senior diplomat described the potential establishment of "terrorist regimes" as the most serious threat facing the world. "The acts of Daesh [the so-called Islamic State militant group] confirm that the greatest threat in today's world is transformation of terrorist organizations into terrorist regimes," Deputy Foreign Minister for Arab and African Affairs Hossein Amir-Abdollahian said. He made the remarks in an address to the annual meeting of the World Policy Conference in the Swiss city of Montreux.

Palestine, Ministry of Foreign Affairs, State of Palestine, 03.12.2015

His Excellency Manuel Hassassian was invited to speak at the World Policy Conference (WPC), the annual forum of the French Institute of International Relations, in Suisse last week. The WPC aims to create a forum of discussion and reflection for global and international relations with the aim to improve all aspects of global governance, lowered slightly.

Corée du Sud, MK, 24.11.2015

향후 글로벌 경제를 위협할 가장 큰 리스크는 정치다. 근시안적인 정치가 경제도 나라도 망치고 있다. 마리오 몬티 전 이탈리아 총리가 포퓰리즘과 민족주의에 휘둘리는 전 세계 정치시스템에 일침을 가했다. 지난 20-22 일 스위스 몽트뢰에서 열린 제 8 차 세계경제콘퍼런(WPC)에 참석한 몬티 전총리는 매일경제와 인터뷰하면서 민주주의를 채택한 상당수 나라에서 근시안적 정치가 활개를 치면서 장기적 시각을 가진 정치를 몰아내고 있다고 말했다. 그는 많은 사람이 주목하지 않고 있지만 글로벌 경제에 부정적인 영향을 미치는 가장 근본적인 문제는 각국 정치에 있다며 각국이 정치적 의사결정을 하는 데 있어 점점 근시안적 결정에 얽매고 있다고 지적했다. 그렉시트 브렉시트 공포에 이어 최근 전세계를 경악하게 한 이슬람국가 파리 테러까지 발생하면서 단일 유럽에 대한 의구심이 커지는 상황이다. EU 붕괴 가능성에 대해 몬티 전 총리는 유럽은 위기에 대한 반작용을 통해 성장해왔다며 EU 멤버중 하나라는 통합의식이 있기 때문에 염려하는 일이 벌어지지 않을 것이라고 선을 그었다.

Liban, L'Orient Le Jour, 24.11.2015

La situation au Moyen-Orient, sous l'angle notamment des dossiers du terrorisme, de la guerre syrienne, des rapports avec l'Iran et du blocage du processus de paix israélo-palestinien, a occupé une large place des travaux de la 8e édition de la Conférence sur la gouvernance mondiale (la World Policy Conference) qui s'est tenue du 20 au 22 novembre à Montreux, au bord du lac Léman, en présence d'une centaine de personnalités du monde politique, diplomatique, académique, économique, financier et de la presse.

Maroc, Les Inspirations ECO, 24.11.2015

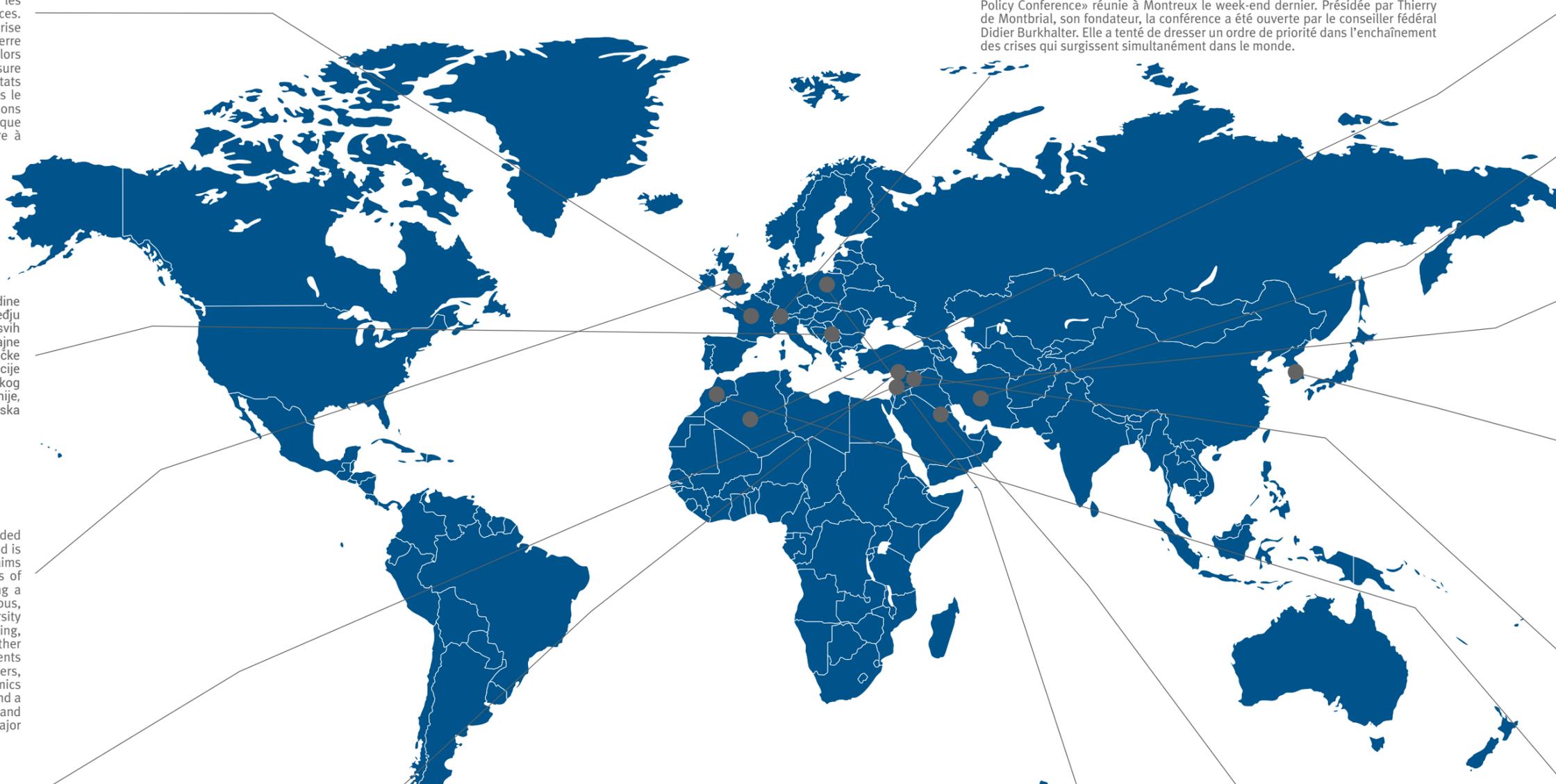
L'ombre des attentats de Paris a plané sur les travaux de la World Policy Conference (WPC) qui regroupait, en fin de semaine passée, une pléiade de personnalités du monde politique et économique. Thierry de Montbrial, fondateur et président du WPC, a ouvert les débats en s'arrêtant sur les objectifs de la conférence et les raisons qui justifient les thématiques choisies, mais aussi en insistant sur la pertinence d'ouverture sur toutes les tendances et courants de pensées.

Pologne, Warsaw Business Journal (WBJ), 25.11.2015

Lowering interest rates will be unnecessary and wrong, but it won't be a catastrophe, said head of the central bank, Marek Belka. The Monetary Policy Council (RPP) kept interest rates unchanged at its last sitting, but said that in the coming months rates might be lowered slightly.

Moyen-Orient, Khaleej Post, 23.11.2015

In a meeting between Deputy Foreign Minister for Arab and African Affairs Hossein Amir Abdollahian and his Swiss counterpart in Montreux, the two sides exchanged views on a range of issues, including the latest developments in war-hit Syrie, Tasnim reported on Monday.[...] Amir Abdollahian traveled to the Swiss city of Montreux to attend an annual meeting of the World Policy Conference (WPC) to express Tehran's stances on regional developments in a special meeting of the conference on the West Asie situation.





Thierry de Montbrial

Nous n'avons jamais eu de discussions aussi profondes que cette année. [...] La mission fondamentale de la WPC est de garder le monde raisonnablement ouvert. Cela implique du dialogue, une écoute les uns des autres – pas forcément un accord, mais au moins du respect pour les autres, en s'accordant au moins sur une chose : garder le monde raisonnablement ouvert est dans l'intérêt de tous.



Mostafa Terrab

La sécurité alimentaire est une priorité mondiale [...] Il y a également, bien sûr, des priorités sécuritaires, pas seulement autour du terrorisme, mais au niveau mondial. Ce qui est intéressant au niveau mondial, c'est la relation entre ces deux champs de priorités et comment nous pouvons l'aborder. [...] Si nous regardons le continent africain, il est évident que pour aborder la sécurité alimentaire mondiale, il va falloir aborder le développement rural et agricole probablement en mettant en avant les petits fermiers et pas seulement l'agriculture intensive.



Hossein Amirabdollahian

L'Arabie saoudite est un pays important dans la région. Personnellement je pense qu'il n'y a pas de problème au niveau bilatéral entre Téhéran et Riyad, mais nous avons des idées différentes quant à la situation dans la région, en particulier au Liban, en Syrie et au Yémen. [...] Nous sommes prêts à trouver le meilleur arrangement pour une solution politique dans la région. [...] Nous sommes optimistes à propos de la relation entre Téhéran et l'Arabie saoudite ; nous avons reçu des signaux positifs récemment de la part de l'Arabie saoudite.



Haïm Korsia

Il n'y a pas d'antisémitisme en France, il y a des gens qui sont antisémites. [...] Pendant toutes ces années nous avons perdu du temps, et maintenant le risque est le même pour tous. [...] Nous devons combattre ensemble, c'est la chose la plus importante, être tous ensemble tout le temps. [...] Il n'y a pas beaucoup d'endroits [comme la WPC] pour se rassembler. Je pense qu'il est très important de rencontrer des gens, de construire quelque chose. Nous devons construire des ponts et prendre des risques pour les construire, car un pont sera toujours plus fort qu'un mur.



Didier Burkhalter

Nous avons une opinion très claire contre le terrorisme et l'extrémisme violent. [...] Nous ne sommes pas seulement neutres, nous sommes impartiaux. Nous voulons avoir l'opportunité de construire des ponts entre les différentes opinions et les différents acteurs afin d'offrir plus d'opportunités de discussion, de dialogue et de solutions politiques au final. Dans ce monde de crise, nous avons besoin de dialogue et d'action. Tous les rassemblements comme la WPC sont intéressants pour nous [...] afin de rassembler toutes les différentes opinions. Ce type de discussions privilégiées est aussi quelque chose que nous aimons en Suisse, car nous sommes fondés sur le dialogue, le compromis, le partage, et une sorte de modestie de l'individu.



Tatsuo Masuda

Je pense qu'il est important de décarboniser nos esprits également [...] Les signes sont encourageants car il y a une concurrence très saine pour de meilleures technologies visant à décarboniser le système et cela va se produire dans tous les coins du monde. [La capture et le stockage du carbone] constituent un but à long terme mais qui va véritablement être une des options. Vous ne pouvez pas décarboniser sans capture, utilisation et stockage du carbone. [...] Nous devons développer des technologies pour utiliser le CO2 capturé.



Mari Kiviniemi

[Le Big data] constitue un défi, mais offre également de nombreuses opportunités d'innovations, de modèles d'entreprise, et en utilisant le Big data, nous pouvons construire un monde meilleur. [...] Les jeunes générations ont une attitude différente : ils ont grandi dans ce monde. Je pense que [la WPC est un forum utile] et que ces questions doivent être discutées car ce monde est encore relativement nouveau pour nous tous.



Nelson Cunningham

La politique étrangère a influencé cette élection [...] Nous allons voir des électeurs dire : « dans ce monde, nous avons besoin d'un président sérieux, un président qui comprend le monde et un président qui se bat pour les valeurs que nous défendons ». [...] Cela va mener à une consolidation de chaque côté pour un candidat plus expérimenté, plus « sérieux ». [...] Il n'y a rien de tel que d'être capable de s'asseoir avec les grands penseurs des Etats-Unis, d'Europe et d'Asie ainsi que du Moyen-Orient une semaine après les attaques de Paris. Quelle fantastique façon de capturer le meilleur de la pensée de chaque côté de l'Atlantique, par certains des meilleurs esprits, juste après les attaques terroristes !



Elisabeth Guigou

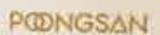
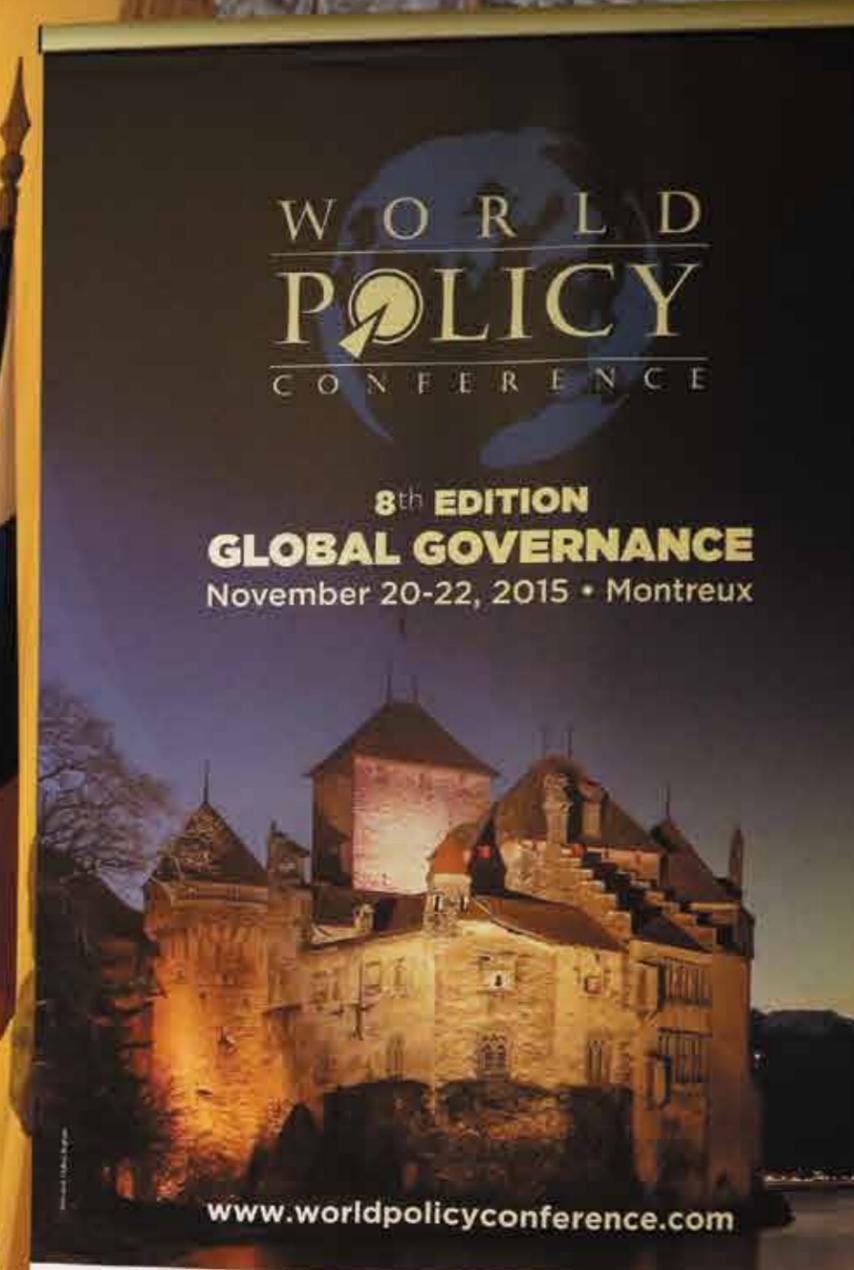
Ce que la gouvernance doit faire, c'est donner les outils et aider [...] les sociétés civiles et les ONG afin qu'elles puissent s'exprimer sur Internet, car la radicalisation s'effectue désormais principalement par Internet. [...] Les sociétés civiles représentent un énorme rassemblement : elles vont des ONG les plus humbles aux think tanks les plus prestigieuses comme la World Policy Conference. [...] Les Français disent – bien qu'ils aient peur – : « nous allons rester les mêmes, nous n'allons rien changer à notre mode de vie ». [...] Nos compatriotes musulmans [...] ont voulu exprimer leur identité française, ils partagent les mêmes valeurs [...] et c'est très rassurant.



Zhang Yunling

Les gens s'inquiètent des futures intentions de la Chine, de sa future influence, et les Etats-Unis en particulier s'inquiètent de la domination chinoise sur l'ensemble de la mer de Chine. Mais la Chine n'a aucune intention de dominer, il est impossible de dominer une zone aussi grande. J'appelle cela la compétition stratégique Etats-Unis/Chine : les Etats-Unis essaient de montrer leur influence, leur rôle là-bas et prétendent protéger les autres pays.

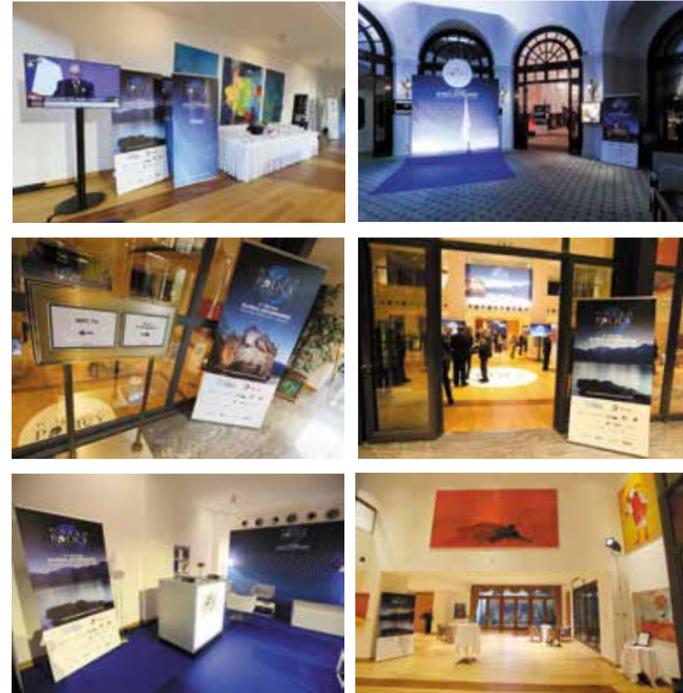






Partenaires

- OCP Policy Center
- Total
- Capgemini
- Poongsan
- Koç Holding A.S.
- LafargeHolcim
- Fondation Latsis
- Banque du Liban
- Korea Foundation for Advanced Studies
- AXA
- Airbus Group
- Renault
- Grampet Group
- Eximbank
- UniCredit Bank
- Vimetco
- Nuclearelectrica



Médias

- Les Echos
- L'Orient le Jour
- An-Nahar
- Maekyung



Avec le soutien de

- | | | | |
|------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|---------------------|
| Srdjan Saper | Roland Berger | FDB Partenaires | Jean-Pierre Hansen |
| Jean Burelle | Peter Brabeck-Letmathe | José Desfilis | André Lévy-Lang |
| Pierre Keller | Canadian Council of Chief Executives | Compagnie Financière Jacques Cœur | Financière de l'Île |
| Olivier Davignon | | | |



Partenaires



Médias



L'Institut Français des Relations Internationales

Créé en 1979 sur le modèle des think tanks anglo-saxons, l'Ifri (Institut français des relations internationales) est en France le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri est classé au 16^e rang des 100 think tanks les plus influents dans le monde, seul think tank français de ce classement, selon le « Global Think Tank Report 2015 » de l'université de Pennsylvanie réalisé sur 6 486 think tanks répartis dans 180 pays.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les grands événements internationaux. Il s'adresse prioritairement aux décideurs politiques, économiques, aux milieux académiques, aux leaders d'opinion ainsi qu'aux représentants des sociétés civiles.

L'Ifri réunit aujourd'hui une trentaine de chercheurs permanents français et étrangers, venus d'horizons disciplinaires variés, et répartis dans 12 unités de recherche sur des questions régionales : *Europe, Russie/NEI, Asie, Amérique du Nord (États-Unis et Canada), Afrique subsaharienne, Turquie/Moyen-Orient et transversales : Sécurité et affaires stratégiques, Énergie, Espace, Migrations et Citoyenneté.*

Les travaux et débats de l'Ifri trouvent écho dans deux publications de référence – la revue trimestrielle *Politique étrangère* et le rapport annuel *RAMSES* – ainsi que dans une série de collections numériques. L'Ifri diffuse ses analyses en plusieurs langues : français, anglais, allemand, russe.

Le site Internet www.ifri.org est le premier support de diffusion de l'Ifri. L'Ifri est très actif sur *Facebook*, *Twitter*, *Google+* et *LinkedIn*. Plus de 360 vidéos sont disponibles sur *Dailymotion*. Les publications numériques de l'Ifri sont diffusées sur *Pearltrees*, *Scribd* et *Calaméo*.

L'Ifri organise chaque année plus de 135 conférences et débats à Paris et à l'étranger, une dizaine d'événements internationaux, ainsi que de nombreux workshops et séminaires. L'Ifri accueille de nombreuses hautes personnalités françaises et étrangères, dont plusieurs chefs d'État et de gouvernement.

Ouvert depuis mars 2005, Ifri Bruxelles est l'interface active entre Paris et Bruxelles. Sa mission est d'enrichir le débat européen à travers une approche pluridisciplinaire couvrant toutes les dimensions des relations internationales.

W P C

Thierry de Montbrial
Fondateur et président

Nicolas de Germay
Vice président

Song-Nim Kwon
Directeur exécutif

Florent de Chantérac
Producteur exécutif

Guillaume Foucault
Relations presse



Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction éditoriale

Song-Nim Kwon

Crédits photos

CLASH VISUEL ©Bahi et ©Christophe Peus

Réalisation

World Policy Conference, Paris

Imprimé en France - Février 2016

Tous droits réservés

ISBN : 978 - 2 - 36567 - 526 - 0





ifri

www.worldpolicyconference.com
www.worldpolicyconferencetv.com
www.ifri.org